

# CONJONCTURE DE LA FILIÈRE **CONSTRUCTION**

ÎLE-DE-FRANCE



## CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE



## Bâtiment - Construction neuve

Île-de-France

France

## Construction neuve

## Bâtiment résidentiel

## Construction

## Logements mis en chantier

Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)

-9,6% ▼

42 800 lgts

-11,1% ▼

263 100 lgts

## Logements autorisés

Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)

-11,7% ▼

54 100 lgts

-12,3% ▼

330 400 lgts

## Commercialisation

## Réservations de logements par les particuliers (indiv. + coll.)

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)

+11,5% ▲

5 234 lgts

+6,8% ▲

17 633 lgts

## Encours de logements (indiv + coll.)

A la fin du 4<sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)

-14,4% ▼

27 897 lgts

-11,3% ▼

116 630 lgts

## Prix des logements collectifs

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)

0,0% =

5 359 €/m<sup>2</sup>

-1,1% ▼

4 390 €/m<sup>2</sup>

## Bâtiment non résidentiel

## Construction

## Surface de locaux mis en chantier

Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m<sup>2</sup>, en date de prise en compte (DPC)

+7,7% ▲

2 627 mill. m<sup>2</sup>

-10,6% ▼

20 024 mill. m<sup>2</sup>

## Surface de locaux autorisés

Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m<sup>2</sup>, en date de prise en compte (DPC)

-0,5% =

4 014 mill. m<sup>2</sup>

0,0% =

37 554 mill. m<sup>2</sup>

## Bâtiment - Entretien-rénovation

Île-de-France

France

## Entretien-rénovation

## Activité en entretien-rénovation

## Evolution de l'activité en entretien-rénovation, en volume

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)

-1,5% ▼

-0,2% =

## Evolution de l'activité en entretien-rénovation, en valeur

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)

-0,1% =

+1,2% ▲

## Perspectives d'activité en entretien-rénovation

## Carnets de commande entretien-rénovation

A la fin du 4<sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)

▼

9,7 semaines

▼

13,3 semaines

## Solde d'opinion des professionnels sur l'évolution de leur montant de facturation en entretien-rénovation

Pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2025 (évol historique même trimestre)

▼

-37

▼

-29

## Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro

## Travaux liés à l'éco-PTZ

De janvier à la fin du 3<sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an), en M€

+22,7% ▲

101,34 M€

+9,7% ▲

1 529,79 M€

## CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE



## Travaux Publics

	Île-de-France		France	
<b>Travaux Publics</b>				
<b>Activité récente</b>	▲	26	▲	+9
Au 4 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol historique même trimestre, solde d'opinion)				
<b>Prévisions d'activité</b>	▼	-41	▼	-31
Pour le 1 <sup>er</sup> trimestre 2025 (évol historique même trimestre, solde d'opinion)				
<b>Carnets de commandes</b>	+2,1 mois ▲	11,5 mois	+0,7 mois ▲	7,4 mois
Au 4 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1an), moyenne des 4 derniers trimestres en nombre de mois				



## Industrie des Matériaux de Construction

	Île-de-France		France	
<b>Industrie des Matériaux de Construction</b>				
<b>Production BPE</b>	-19,3% ▼	4 485 360 m3	-11,4% ▼	31 147 891 m3
Production de BPE entre janv. et nov. 2024 (évol 1an), en m3				
<b>Production Granulats</b>	-10,3% ▼	6 782 kt	-4,2% ▼	258 612 kt
Production de Granulats entre janv. et nov. 2024 (évol 1an), en milliers de tonnes				



## Appareil de Production

	Île-de-France		France	
<b>Appareil de production</b>				
<b>Emploi</b>				
<b>Emplois salariés dans la construction</b>	-0,7% =	358 472 sal.	-1,5% ▼	1 620 071 sal.
A la fin du 3 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1an)				
<b>Intérimaires Construction</b>	-11,1% ▼	22 232 ETP	-6,8% ▼	129 552 ETP
Moyenne 3 mois à fin Déc. 2024 (évol 1an)				
<b>Demandeurs d'emplois Bâtiment et Travaux Publics (cat. A)</b>	+4,2% ▲	38 865 DEFM	+1,8% ▲	216 205 DEFM
Au 4 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1an)				
<b>Santé des entreprises</b>				
<b>Créations d'entreprises dans la construction</b>	-11,9% ▼	4 758 ent.	-11,8% ▼	20 992 ent.
Au 4 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1an)				
<b>Défaillances d'entreprises de Construction</b>	+12,4% ▲	959 défaillances	+15,7% ▲	4 248 défaillances
Au 4 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1an)				



# Bâtiment - Construction neuve

## Bâtiment résidentiel : chiffres de la construction

### UN NOMBRE DE LOGEMENTS COMMENCÉS EN 2024 EN RECUL DE 10% PAR RAPPORT À 2023

Environ 42 800 logements ont été mis en chantier en Île-de-France sur l'ensemble de l'année 2024, soit 9,6% de moins qu'en 2023. Cette baisse concerne l'ensemble des logements, le segment des logements individuels purs de façon plus marquée (-34,4%). Cette tendance s'observe sur l'ensemble des régions françaises avec des évolutions allant, en Métropole, de -3,3% en Normandie à -20,8% en Nouvelle-Aquitaine.

Au cours de la même période, environ 54 100 logements ont été autorisés en région, soit 11,7% de moins sur un an. Là encore, l'individuel pur est le plus impacté (-22,6%).

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin décembre 2024 Evol 1 an	
<b>Total logements commencés</b>	<b>42 800 lgts</b>	<b>-9,6%</b> ▼
Dont individuels purs	2 900 lgts	-34,4% ▼
Dont individuels groupés	1 800 lgts	-1,9% ▼
Dont collectifs (y compris résidences)	38 100 lgts	-7,3% ▼
<b>Total logements autorisés</b>	<b>54 100 lgts</b>	<b>-11,7%</b> ▼
Dont individuels purs	3 500 lgts	-22,6% ▼
Dont individuels groupés	2 500 lgts	-3,0% ▼
Dont collectifs (y compris résidences)	48 100 lgts	-11,2% ▼

### MISES EN CHANTIER

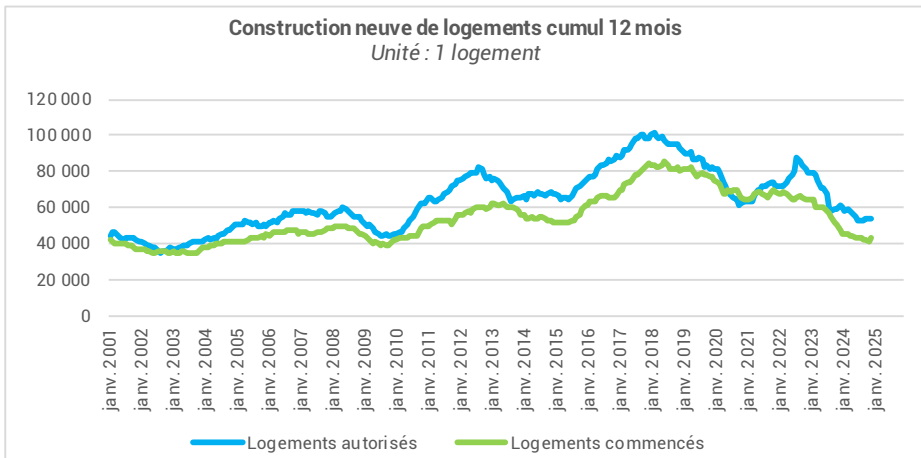
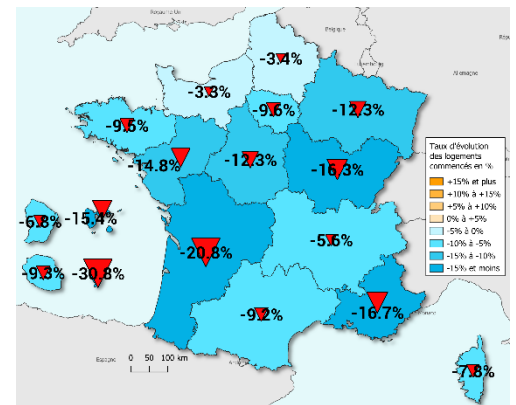
CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN DÉC. 2024

**42 800 logements**

**-9,6%** ▼

(ÉVOLUTION 1 AN)

Logements commencés sur 12 mois à fin décembre 2024  
Evolution par rapport aux 12 mois précédents



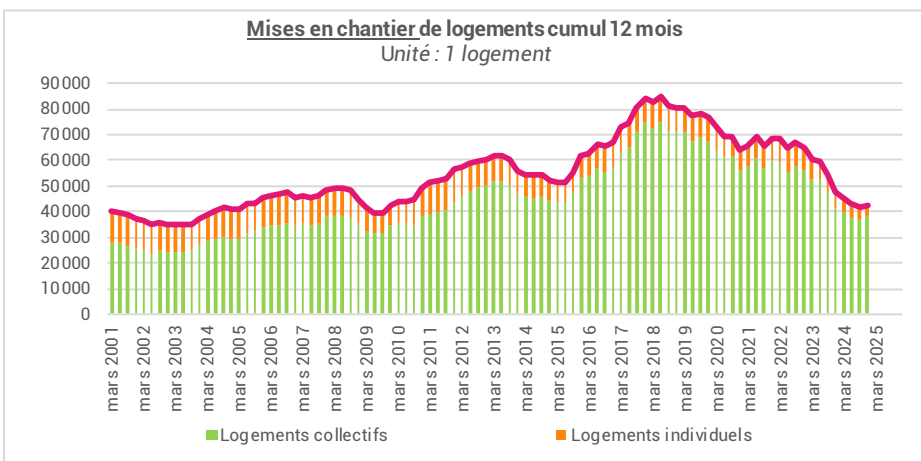
### AUTORISATIONS

CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN DÉC. 2024

**54 100 logements**

**-11,7%** ▼

(ÉVOLUTION 1 AN)



Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Source :  
SDES, Sit@del2,  
estimations à fin décembre 2024

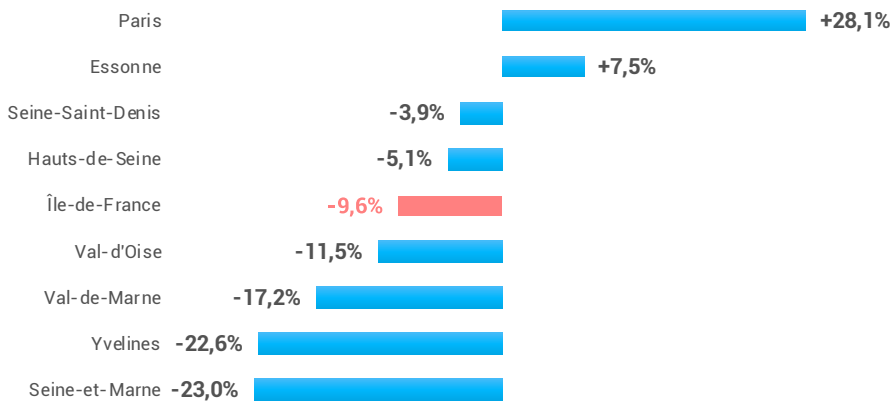


# Bâtiment - Construction neuve

## Bâtiment résidentiel : chiffres de la construction

Les mises en chantier de logements dans les départements  
Évolution du cumul 12 mois à fin décembre 2024

Unité : % d'évolution à 1 an

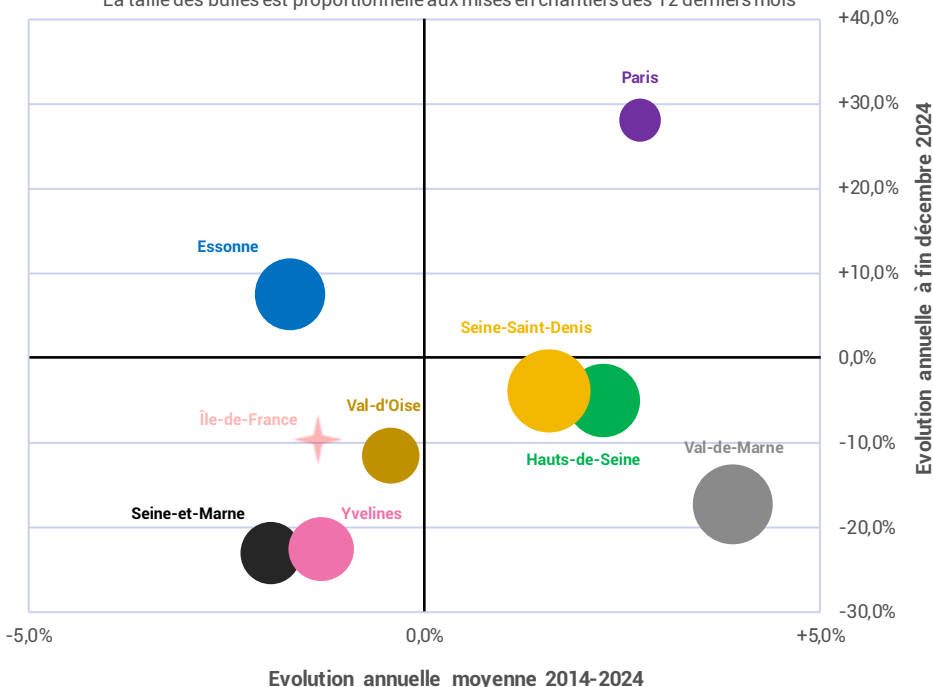


### Une baisse de la construction neuve observée dans la majorité des départements

A l'échelle régionale, le nombre de logements commencés est en baisse de 9,6% en 2024 par rapport à 2023. Paris et le département de l'Essonne enregistrent une tendance inverse, avec respectivement +28,1% et +7,5%. Les autres départements affichent des baisses allant de -3,9% en Seine-Saint-Denis à -23% dans les Yvelines et en Seine-et-Marne.

Les évolutions comparées des dynamiques sur courte et longue périodes des mises en chantier de logements montrent que Paris est le seul territoire à enregistrer une hausse à la fois sur l'année 2024 et sur la période 2014-2024.

Les mises en chantier de logements  
Evolutions comparées courte période / longue période  
Unité : % d'évolution à 1 an / % d'évolution annuelle moyenne 2014-2024  
La taille des bulles est proportionnelle aux mises en chantiers des 12 derniers mois



**Note de lecture du graphique ci-contre :**  
Dans le Val-de-Marne, les mises en chantier de logements cumulées sur l'année 2024 ont diminué de 17,2% par rapport à 2023. Sur longue période (2014-2024), elles ont augmenté d'environ 4% en moyenne par an. La taille des bulles est proportionnelle au nombre de logements commencés en 2024.

Source :  
SDES, Sit@del2,  
estimations à fin décembre 2024

# Bâtiment - Construction neuve

## Bâtiment résidentiel : commercialisation

### COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS COLLECTIFS : DES MISES EN VENTE FORTEMENT RÉDUITES EN 2024

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2024 en Île-de-France, les mises en vente de logements **collectifs** destinés à des particuliers se sont rapprochées du niveau du 4<sup>ème</sup> trimestre 2023, représentant 3 724 logements. Les réservations ont quant à elles augmenté au cours de cette même période (5 109 logements, soit +13,1%).

Cumulées sur l'année 2024, les mises en vente ont diminué de 31,4% par rapport à 2023, tandis que les réservations sont mieux orientées (+1,7%).

L'encours d'appartements proposés à la vente à fin décembre 2024 est de 26 857 logements, soit moins que le niveau observé fin 2023 (-14,4%).

Le prix moyen au mètre carré des appartements vendus au cours de ce trimestre en région est de 5 359 €/m<sup>2</sup>, soit un montant équivalent à celui du 4<sup>ème</sup> trimestre 2023.

La commercialisation de logements neufs <u>collectifs</u> aux particuliers	4 <sup>º</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
<b>Commercialisation au cours du trimestre</b>			
Mises en vente <sup>(1)</sup>	3 724 lgts	+0,4%	=
Réservations <sup>(2)</sup>	5 109 lgts	+13,1%	▲
Stock disponible <sup>(3)</sup> (à la fin du trimestre)	26 857 lgts	-14,4%	▼
Délai d'écoulement de l'encours <sup>(4)</sup>	18,0 mois	-5,4 mois	▼
Prix des logements collectifs	5 359 €/m <sup>2</sup>	0,0%	=
<b>Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres</b>			
Mises en vente	12 666 lgts	-31,4%	▼
Réservations	18 403 lgts	+1,7%	▲
Annulations des réservations à la vente <sup>(5)</sup>	3 945 lgts	-23,3%	▼

### RESERV. LGTS COLLECTIFS

CUMUL 4 TRIM. AU 4<sup>ème</sup> TRIM. 2024

**18 403 logements**

**+1,7%** ▲

(ÉVOLUTION 1 AN)

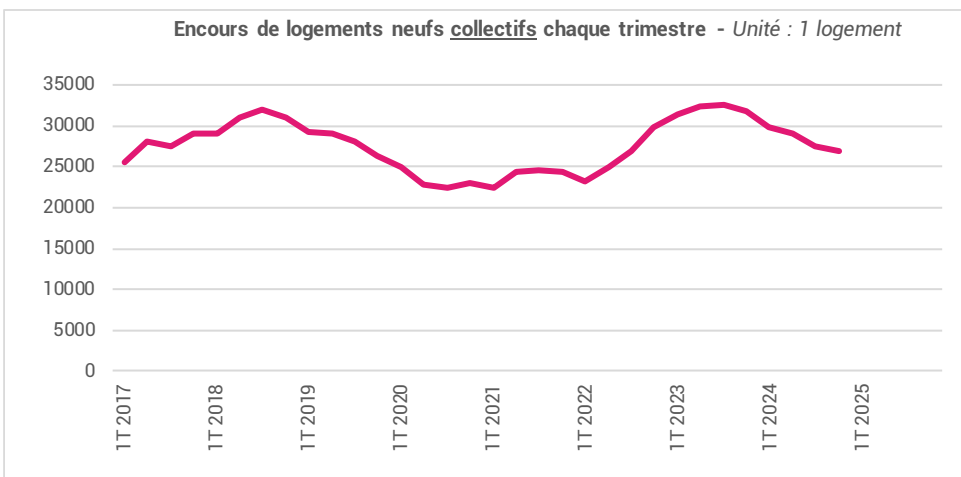
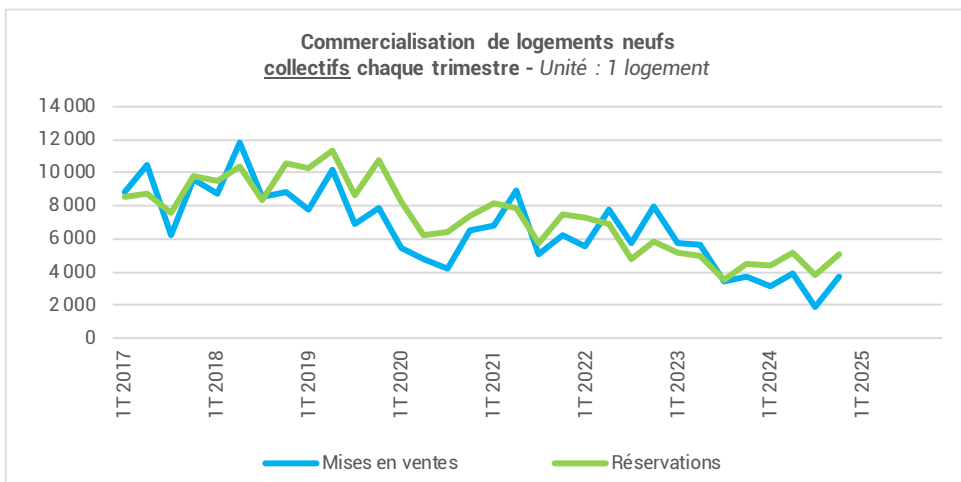
(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

(4) Délai d'écoulement de l'encours : délai moyen d'écoulement de l'encours de logements disponibles à la vente aux particuliers

(5) Annulations : annulations des réservations à la vente réalisées sur des trimestres antérieurs (désistements).



#### Avertissements :

L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente. Par ailleurs, les données sur la commercialisation des logements neufs auprès des particuliers incluent désormais les logements neufs rénovés et réhabilités, c'est-à-dire issus de la construction sur existant. En 2022, ces logements représentent, au niveau France, 9% du marché du logement neuf auprès des particuliers

Sources :  
SDES, ECLN (données brutes)

# Bâtiment - Construction neuve

## Bâtiment résidentiel : commercialisation

### COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS NEUFS INDIVIDUELS : DES NIVEAUX DE MISES EN VENTE ET DE RÉSERVATIONS TOUJOURS TRÈS FAIBLES

Au 4ème trimestre 2024, les mises en vente de logements **individuels** destinés à des particuliers ont diminué de 37,7% en Île-de-France par rapport au 4ème trimestre 2023. Dans le même temps, les réservations ont diminué de 29%.

Cumulées sur l'année 2024, les mises en vente sont en recul de 6,4% par rapport à 2023, et les réservations, de 13,2%. Rappelons que ce marché reste anecdotique par rapport au collectif.

L'encours de logements individuels disponibles à la vente à fin décembre 2024, représentant 1 040 maisons, diminue de 14,5% par rapport à fin 2023.

Le prix moyen des maisons individuelles neuves vendues au 4ème trimestre 2024 en région est de 430 456 €, soit plus qu'au 4ème trimestre 2023 (+3,9%).

### RESERV. LGTS INDIVIDUELS

CUMUL 4 TRIM. AU 4<sup>ème</sup> TRIM. 2024

**642 logements**

**-13,2%** ▼

(ÉVOLUTION 1 AN)

La commercialisation de logements neufs <u>individuels</u> aux particuliers	4 <sup>o</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
<b>Commercialisation au cours du trimestre</b>			
Mises en vente <sup>(1)</sup>	127 lgts	-37,7%	▼
Réservations <sup>(2)</sup>	125 lgts	-29,0%	▼
Stock disponible <sup>(3)</sup> (à la fin du trimestre)	1 040 lgts	-14,5%	▼
Délai d'écoulement de l'encours <sup>(4)</sup>	22,8 mois	0,0 mois	=
Prix des logements individuels	430 456 €/lot	+3,9%	▲
<b>Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres</b>			
Mises en vente	523 lgts	-6,4%	▼
Réservations	642 lgts	-13,2%	▼
Annulations des réservations à la vente <sup>(5)</sup>	177 lgts	-33,0%	▼

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

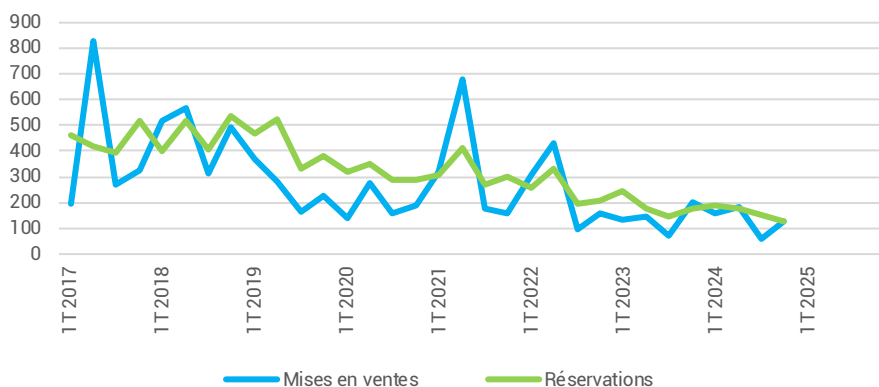
(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

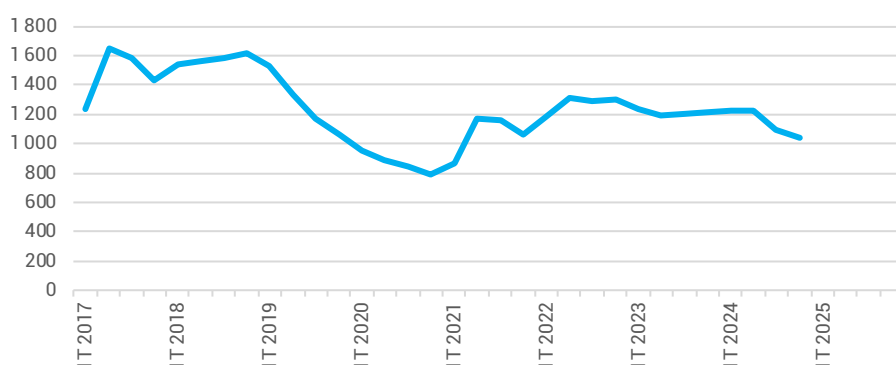
(4) Délai d'écoulement de l'encours : délai moyen d'écoulement de l'encours de logements disponibles à la vente aux particuliers

(5) Annulations : annulations des réservations à la vente réalisées sur des trimestres antérieurs (désistements).

Commercialisation de logements neufs individuels chaque trimestre  
Unité : 1 logement



Encours de logements neufs individuels chaque trimestre  
Unité : 1 logement



#### Avertissements :

L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente. Par ailleurs, les données sur la commercialisation des logements neufs auprès des particuliers incluent désormais les logements neufs rénovés et réhabilités, c'est-à-dire issus de la construction sur existant. En 2022, ces logements représentent, au niveau France, 9% du marché du logement neuf auprès des particuliers

Sources :  
SDES, ECLN (données brutes)



# Bâtiment - Construction neuve

## Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

### UNE CONSTRUCTION NEUVE DE LOCAUX QUI S’AFFICHE FINALEMENT EN HAUSSE EN 2024

Sur l'ensemble de l'année 2024, les mises en chantier de locaux non résidentiels en Île-de-France s'élèvent à environ 2,6 millions de m<sup>2</sup>, soit une hausse de 7,7% par rapport à 2023. La région est ainsi la plus dynamique en France métropolitaine ; les autres territoires, hormis la Bretagne et Auvergne-Rhône-Alpes, enregistrent une activité en baisse.

Dans le même temps, les surfaces autorisées, soit environ 4 millions de m<sup>2</sup>, représentent un niveau relativement stable par rapport à l'année précédente.

### MISES EN CHANTIER

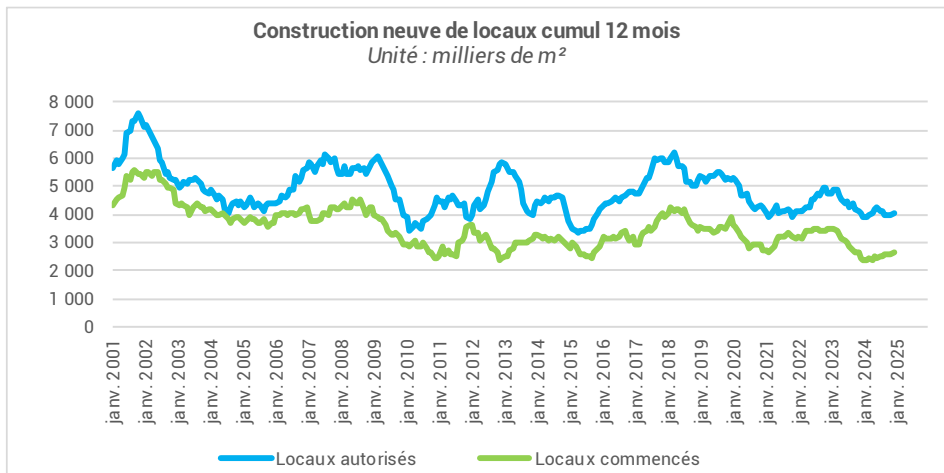
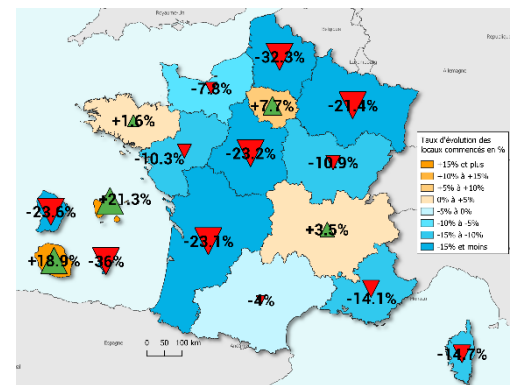
CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN DÉC. 2024

**2 627 milliers de m<sup>2</sup>**

**+7,7%** ▲  
(ÉVOLUTION 1 AN)

La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2024 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	2 627 mill. m <sup>2</sup>	+7,7%	▲
Total locaux autorisés	4 014 mill. m <sup>2</sup>	-0,5%	=

Locaux commencés sur 12 mois à fin décembre 2024  
Evolution par rapport aux 12 mois précédents



### AUTORISATIONS

CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN DÉC. 2024

**4 014 milliers de m<sup>2</sup>**

**-0,5%** =  
(ÉVOLUTION 1 AN)

**Avertissement :** les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.



## Bâtiment - Construction neuve

## Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

## UNE AUGMENTATION PLUS FORTE SUR LE SEGMENT DES BÂTIMENTS PUBLICS

Globalement, les surfaces de locaux non résidentiels mises en chantier en Île-de-France ont augmenté de 7,7% en 2024 par rapport à 2023. C'est le secteur public, avec une hausse de 25,1%, qui porte le plus cette évolution. Le secteur privé (non agricole) enregistre quant à lui une augmentation plus limitée (+3,9%), du fait de baisses sur certains segments, notamment celui des commerces (-12,8%).

S'agissant des surfaces de locaux autorisées, elles sont restées globalement stables en cumul sur l'année 2024 par rapport à 2023, la hausse enregistrée dans le secteur public ayant permis de compenser le recul observé dans le secteur privé.

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
<b>Total locaux commencés</b>	<b>2 627 mill. m<sup>2</sup></b>	<b>+7,7%</b>	<b>▲</b>
<b>Bâtiments agricoles</b>	<b>35 mill. m<sup>2</sup></b>	<b>-56,5%</b>	<b>▼</b>
<b>Secteur privé non agricole</b>	<b>1 764 mill. m<sup>2</sup></b>	<b>+3,9%</b>	<b>▲</b>
Dont locaux industriels	344 mill. m <sup>2</sup>	+41,8%	▲
Dont commerces	230 mill. m <sup>2</sup>	-12,8%	▼
Dont bureaux	590 mill. m <sup>2</sup>	-2,9%	▼
Dont entrepôts	453 mill. m <sup>2</sup>	+20,1%	▲
Dont autres locaux	147 mill. m <sup>2</sup>	-28,9%	▼
<b>Secteur public</b>	<b>828 mill. m<sup>2</sup></b>	<b>+25,1%</b>	<b>▲</b>

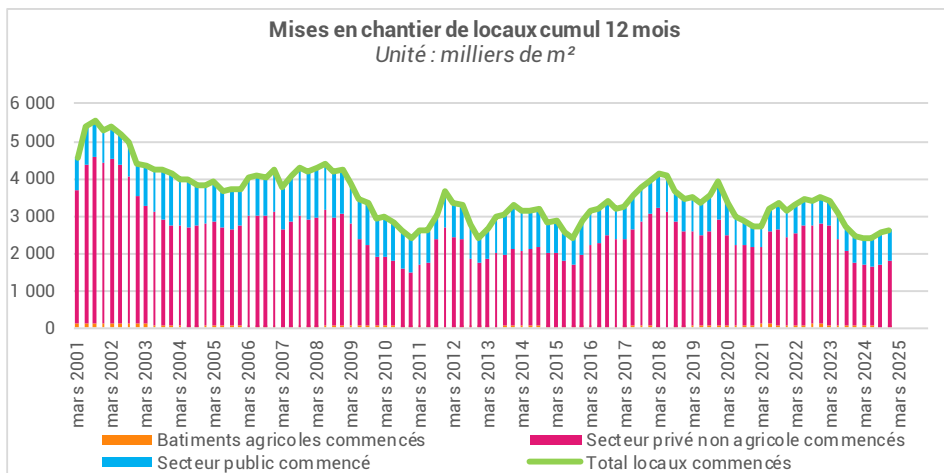
## MISES EN CHANTIER

CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN DÉC. 2024

**2 627 milliers de m<sup>2</sup>****+7,7%** ▲

(ÉVOLUTION 1 AN)

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.



Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
<b>Total locaux autorisés</b>	<b>4 014 mill. m<sup>2</sup></b>	<b>-0,5%</b>	<b>=</b>
<b>Bâtiments agricoles</b>	<b>117 mill. m<sup>2</sup></b>	<b>-8,0%</b>	<b>▼</b>
<b>Secteur privé non agricole</b>	<b>2 673 mill. m<sup>2</sup></b>	<b>-5,8%</b>	<b>▼</b>
Dont locaux industriels	464 mill. m <sup>2</sup>	-20,3%	▼
Dont commerces	413 mill. m <sup>2</sup>	-5,2%	▼
Dont bureaux	667 mill. m <sup>2</sup>	-15,1%	▼
Dont entrepôts	709 mill. m <sup>2</sup>	+11,0%	▲
Dont autres locaux	420 mill. m <sup>2</sup>	+6,4%	▲
<b>Secteur public</b>	<b>1 224 mill. m<sup>2</sup></b>	<b>+14,5%</b>	<b>▲</b>

## AUTORISATIONS

CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN DÉC. 2024

**4 014 milliers de m<sup>2</sup>****-0,5%** =

(ÉVOLUTION 1 AN)

Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)



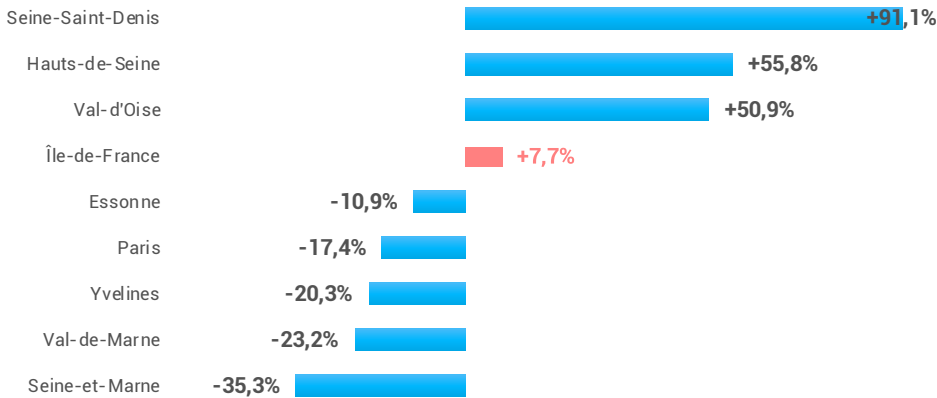
# Bâtiment - Construction neuve

## Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

### Les mises en chantier de locaux dans les départements

#### Évolution du cumul 12 mois à fin décembre 2024

Unité : % d'évolution à 1 an



### Des évolutions très contrastées selon les départements

En cumul sur l'année 2024, les surfaces commencées ont augmenté de 7,7% en moyenne sur l'ensemble de la région par rapport à 2023.

Cette évolution est portée par trois départements qui enregistrent de fortes hausses : la Seine-Saint-Denis (+91,1%), les Hauts-de-Seine (+55,8%) et le Val-d'Oise (+50,9%).

Les cinq autres départements affichent des baisses, allant de -10,9% en Essonne à -35,3% en Seine-et-Marne.

Note de lecture du graphique ci-contre :  
En Seine-Saint-Denis, les surfaces de locaux mises en chantier cumulées sur l'année 2024 sont en hausse de 91,1% par rapport à 2023. Les surfaces commencées sont également en hausse sur longue période (2014-2024), de 10,6% par an en moyenne.

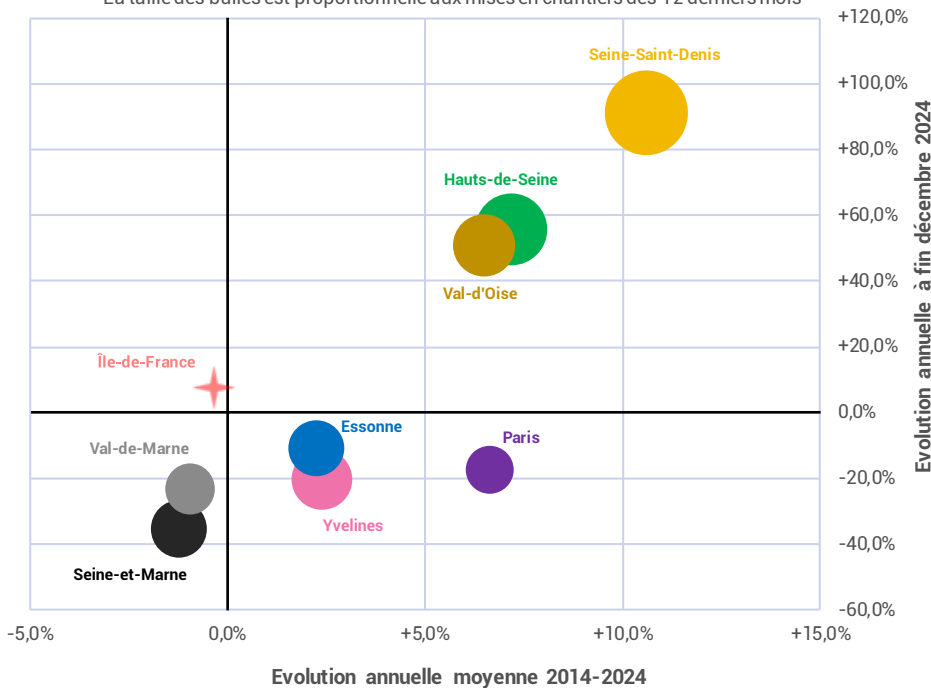
La taille des bulles est proportionnelle aux surfaces de locaux commencées en 2024.

### Les mises en chantier de locaux

#### Évolutions comparées courte période / longue période

Unité : % d'évolution à 1 an / % d'évolution annuelle moyenne 2014-2024

La taille des bulles est proportionnelle aux mises en chantiers des 12 derniers mois



**Avertissement :** les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)



### ENTRETIEN-RÉNOVATION

#### UNE ACTIVITÉ D'ENTRETIEN-RÉNOVATION DES BÂTIMENTS EN BAISSÉ AU 4ÈME TRIMESTRE 2024

Seuls 55% des professionnels du Bâtiment franciliens jugent leur situation économique actuelle bonne (50%) ou très bonne (5%) en entretien-rénovation au 4ème trimestre 2024. Il s'agit du plus bas niveau de satisfaction depuis la mise en place de cette enquête.

Au cours de ce trimestre, le volume d'activité des entreprises de Bâtiment pour des travaux d'entretien-rénovation est en baisse par rapport à la même période de l'année précédente en région (-1,5%), alors qu'il est relativement stable à l'échelle nationale (-0,2%).

L'Île-de-France fait partie des quatre régions les moins dynamiques, avec Provence-Alpes-Côte d'Azur, les Hauts-de-France (-0,9% chacun) et l'Occitanie (-0,7%). A l'opposé, des dynamiques positives se maintiennent en Bretagne (+1,2%), Nouvelle-Aquitaine (+1,1%) et Normandie (+1%).

En valeur, l'évolution de l'activité est de -0,1% en région (+1,2% en France).

Le volume d'activité d'entretien-rénovation est en recul de 2,3% sur le segment des logements en région au 4ème trimestre par rapport à la même période de l'année précédente, soit une baisse bien plus marquée qu'à l'échelle nationale (-0,6%). Sur le segment des locaux, avec une activité diminuant de 0,6%, la région enregistre une tendance inverse à la moyenne nationale (+0,7%).

Evolution en volume de l'activité d'entretien-rénovation	4ème trimestre 2024 - Evol 1 an	
<b>De logements</b>		
Île-de-France	-2,3%	▼
France	-0,6%	▼
<b>De bâtiments non résidentiels</b>		
Île-de-France	-0,6%	▼
France	+0,7%	▲

#### ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ D'ENTRETIEN-RÉNOVATION EN VOLUME AU 4ÈME TRIM. 2024

**-1,5%** ▼

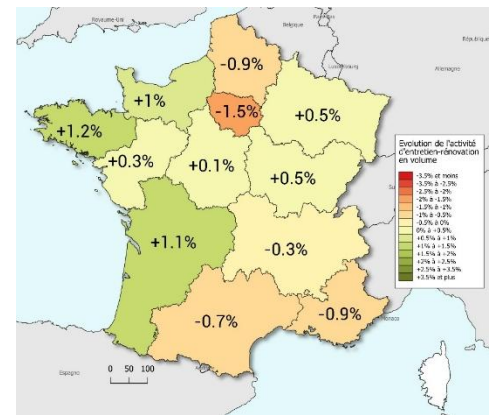
(ÉVOLUTION 1 AN)

#### EN VALEUR AU 4ÈME TRIM. 2024

**-0,1%** =

(ÉVOLUTION 1 AN)

Evolution du montant facturé en entretien-rénovation en volume (euros constants)



Source : Réseau des CERC - Unité : % d'évolution en volume du montant HT facturé

### FOCUS : RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE

#### UN MARCHÉ PLUS SPÉCIFIQUE DE LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE EN RECUIL ÉGALEMENT

Au 4ème trimestre 2024, avec une baisse de 1,2% par rapport au 4ème trimestre 2023, le volume d'activité plus spécifique de rénovation énergétique s'inscrit dans la tendance globale de l'activité d'entretien-rénovation en région, tandis que la moyenne nationale est relativement stable (-0,3%). Il s'agit du recul le plus important observé en France, derrière Centre-Val de Loire (-1%). Les régions les plus dynamiques sur ce marché ce trimestre sont la Bretagne, le Grand Est (+0,7% chacune) et la Normandie (+0,8%).

#### ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE EN VOLUME AU 4ÈME TRIM. 2024

**-1,2%** ▼

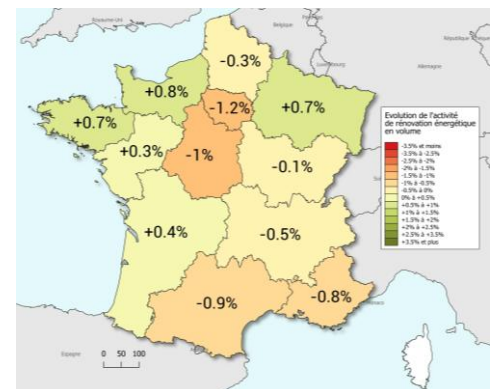
(ÉVOLUTION 1 AN)

#### EN VALEUR AU 4ÈME TRIM. 2024

**+0,2%** =

(ÉVOLUTION 1 AN)

Evolution du montant facturé en rénovation énergétique en volume (euros constants)



Source : Réseau des CERC - Unité : % d'évolution en volume du montant HT facturé



### CARNETS DE COMMANDES

#### UN NIVEAU DE CARNETS DE COMMANDES EN BAISSÉ

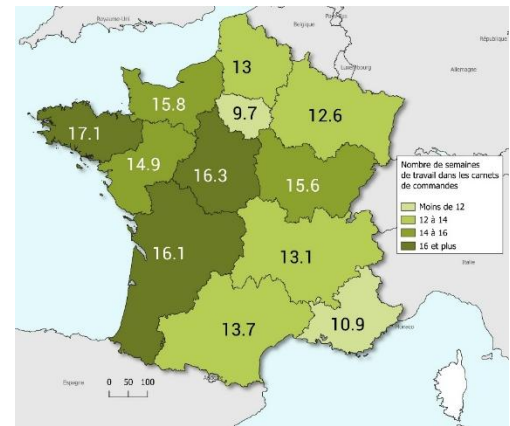
A la fin du 4<sup>ème</sup> trimestre 2024, le niveau des carnets de commandes s'établit à une moyenne de 9,7 semaines de travaux prévus en Île-de-France, soit toujours en retrait par rapport à la moyenne nationale (13,3 semaines) et en baisse par rapport au trimestre précédent.

La région enregistre le plus faible niveau en France, derrière Provence-Alpes-Côte d'Azur (10,9 semaines) ; ce niveau atteint 17,1 semaines en Bretagne.

### SEMAINES DE TRAVAIL GARANTIES EN MOYENNE PAR LES CARNETS DE COMMANDES DES ENTREPRISES EN ENTRETIEN-RÉNOVATION À LA FIN DU 4<sup>ème</sup> TRIMESTRE 2024

**9,7** ▼  
(ÉVOLUTION 1 TRIM.)

Nombre de semaines de travail garanties par les carnets de commandes en entretien-rénovation à fin 4<sup>ème</sup> trimestre 2023



Source : Réseau des CERC - Unité : nombre de semaines de travail

### OPINIONS DES ENTREPRISES

#### DES PROFESSIONNELS FRANCILIENS TRÈS PESSIMISTES QUANT AU NIVEAU D'ACTIVITÉ À VENIR

Seuls 11% des professionnels du Bâtiment franciliens s'attendent à une hausse de leur activité en entretien-rénovation au 1<sup>er</sup> trimestre 2025. A l'opposé, ils sont 48% à prévoir une légère (22%) voire une forte (26%) baisse.

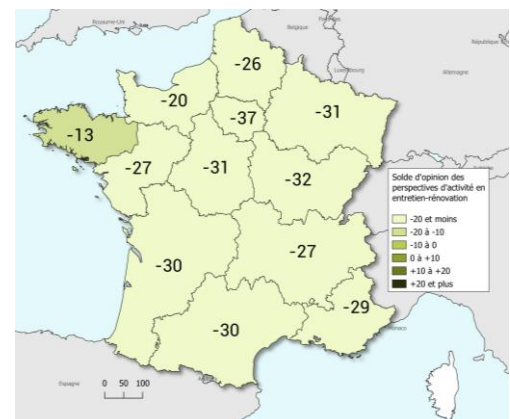
Ainsi, le solde d'opinion quant au niveau d'activité à venir s'établit à -37, soit le plus faible niveau de l'histoire.

A l'échelle nationale, le solde d'opinion quant au niveau d'activité attendu au 1<sup>er</sup> trimestre 2025 s'établit en moyenne à -29. Les opinions apparaissent dégradées sur l'ensemble des régions, de façon un peu moins marquée en Bretagne (-13).

### SOLDE D'OPINION\* DES PROFESSIONNELS SUR L'ÉVOLUTION DE LEUR MONTANT DE FACTURATION D'ENTRETIEN RÉNOVATION POUR LE 1<sup>er</sup> TRIMESTRE 2025

**-37** ▼  
(ÉVOLUTION MOY. TRIM. ANNÉES PRÉC.)

Solde d'opinion\* des entreprises sur l'évolution de leur montant de facturation d'entretien rénovation pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2025



Source : Réseau des CERC - Unité : solde d'opinion \*

\* Solde d'opinion : % d'entreprises prévoyant une légère ou forte hausse - % d'entreprises prévoyant une légère ou forte baisse de leur montant de facturation d'entretien rénovation



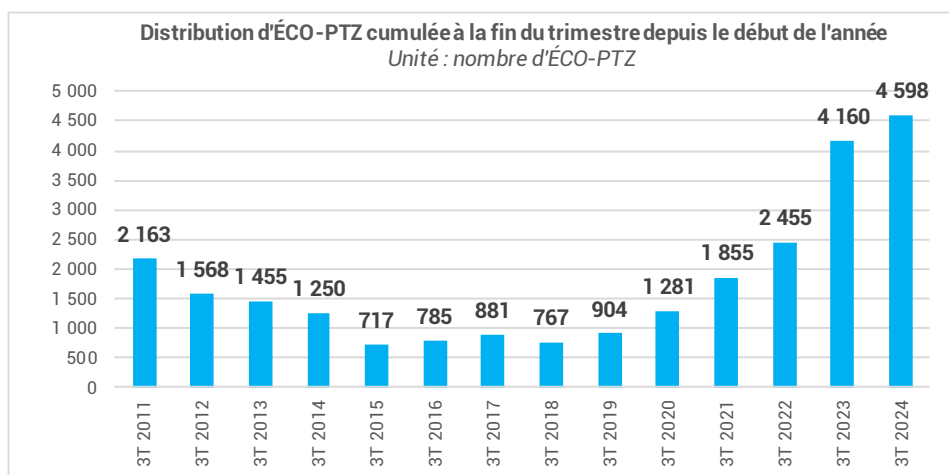
## Bâtiment - Entretien-rénovation

### Bâtiment résidentiel : Prêts à taux zéro

#### LE NOMBRE D'ÉCO-PTZ DISTRIBUÉS POURSUIT SA HAUSSE

Entre janvier et septembre 2024, près de 4 600 éco-PTZ ont été distribués en Île-de-France, soit 10,5% de plus par rapport à la même période de l'année précédente. En termes de travaux réalisés, ces éco-PTZ ont représenté un volume de plus de 101 M€, soit 22,7% de plus sur un an.

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 3 <sup>e</sup> trimestre 2024 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	101,34 M€	+22,7%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	4 598 ÉCO-PTZ	+10,5%	▲



#### UN NOMBRE DE PTZ+ DÉLIVRÉS EN HAUSSE SUR UN AN

2 421 PTZ+ ont été accordés pour l'achat d'un logement neuf francilien au cours du 3<sup>e</sup> trimestre 2024, soit 37,9% de plus qu'au 3<sup>e</sup> trimestre 2023.

Sur un volume bien moindre, la tendance est similaire dans l'ancien : +39,6% au cours de cette même période, soit 134 prêts accordés.

Prêts à 0% PTZ+	3 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
<b>Dans le neuf</b>			
Nombre de prêts délivrés	2 421	+37,9%	▲
<b>Dans l'ancien</b>			
Nombre de prêts délivrés	134	+39,6%	▲

#### VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS ÉCO-PTZ

DE JANVIER A FIN 3<sup>ème</sup> TRIM. 2024

**101,34 M€**

**+22,7%** ▲

(ÉVOLUTION 1 AN)

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 50 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

#### PRÊTS À 0% PTZ+ DISTRIBUÉS DANS LE NEUF

AU 3<sup>ème</sup> TRIMESTRE 2024

**2 421 prêts**

**+37,9%** ▲

(ÉVOLUTION 1 AN)

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

Sources :  
SGFGAS (données brutes)



### ACTIVITÉ RÉCENTE ET PRÉVISIONS D'ACTIVITÉ

#### DES ENTREPRENEURS DE TRAVAUX PUBLICS FRANCILIENS PESSIMISTES QUANT À LEUR ACTIVITÉ À VENIR

Le solde d'opinion des chefs d'entreprises de Travaux Publics franciliens sur leur activité du 4ème trimestre 2024 (+26) est meilleur qu'en moyenne longue période sur ce trimestre de l'année. Il y a donc davantage d'entreprises considérant que leur activité était en hausse au cours de ce trimestre que d'entreprises estimant que leur activité était en baisse.

Avec des entrepreneurs anticipant une baisse bien plus nombreux que ceux prévoyant une hausse, le solde d'opinion quant aux perspectives d'activité au 1er trimestre 2025 est, quant à lui, négatif et à un niveau plus faible qu'en moyenne sur cette période de l'année (-41).

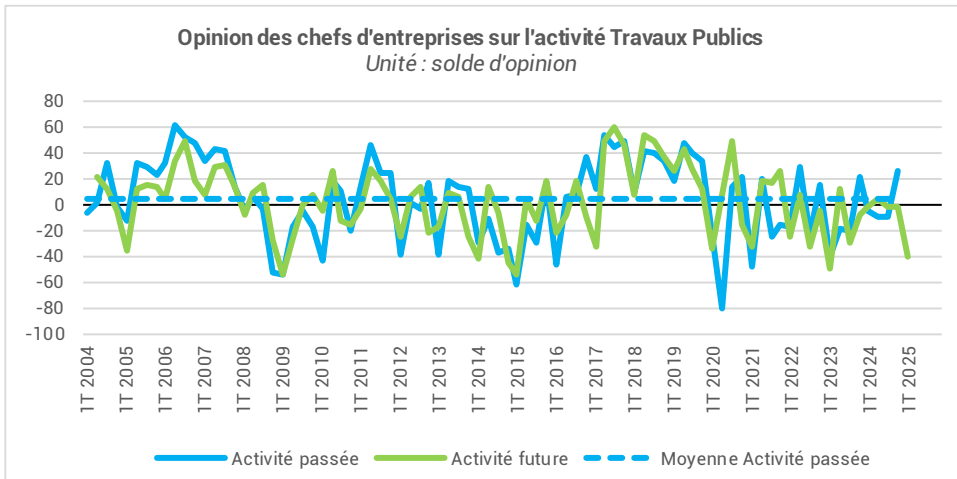
#### ACTIVITÉ RÉCENTE OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES AU 4<sup>ème</sup> TRIMESTRE 2024

**26** ▲  
(ÉVOLUTION MOYENNE PÉRIODE)

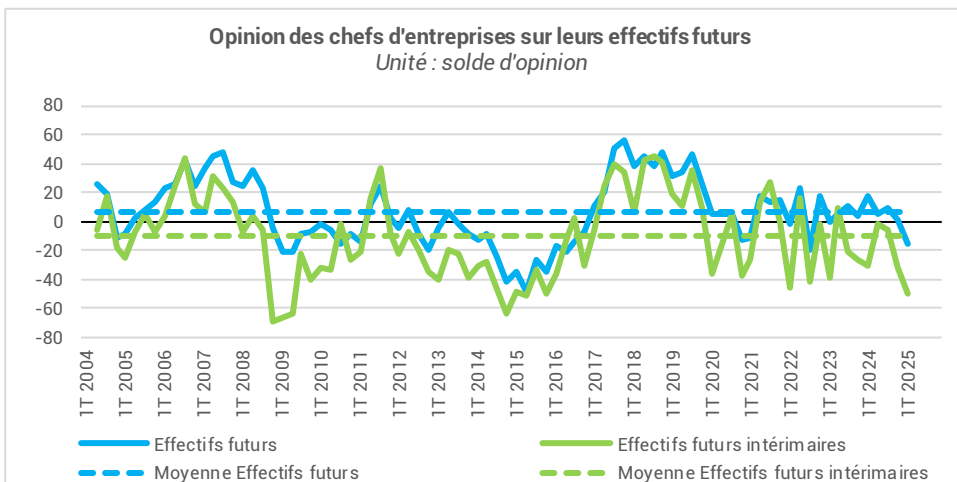
#### PRÉVISION D'ACTIVITÉ OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES POUR LE 1<sup>er</sup> TRIM. 2025

**-41** ▼  
(ÉVOLUTION MOYENNE PÉRIODE)

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics (solde d'opinion)	Evol historique même trimestre	
Prévisions d'activité pour le 1 <sup>er</sup> trimestre 2025	-41	▼
Activité récente du 4 <sup>o</sup> trimestre 2024	26	▲



**Note :** Solde d'opinion : écart entre% des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».



**Source :** Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)



# Travaux publics

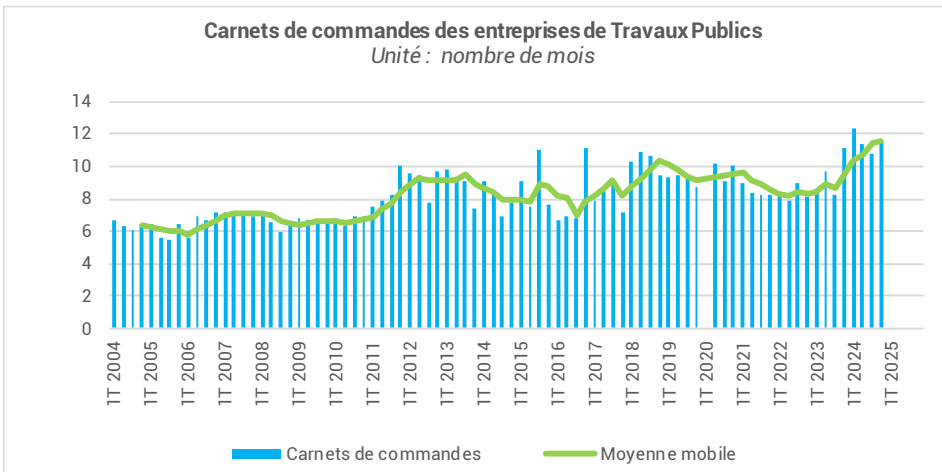
## Opinion des chefs d'entreprises

### DES CARNETS DE COMMANDES À UN NIVEAU ÉLEVÉ, DES DÉLAIS DE PAIEMENT AUSSI

Du côté des carnets de commandes, à fin décembre 2024, ils s'établissaient à 11,5 mois en moyenne calculée sur l'année, soit environ 2 mois de plus par rapport à fin 2023. S'agissant des délais de paiement, avec un solde d'opinion à +33, les entreprises considérant qu'ils ont augmenté sont toujours plus nombreuses que les entreprises estimant qu'ils ont diminué. Concernant les prix pratiqués, les soldes d'opinion sont meilleurs par rapport à leur niveau moyen sur cette période de l'année, mais ils demeurent légèrement négatifs, les entrepreneurs restant plus nombreux à ressentir et à anticiper une baisse des prix.

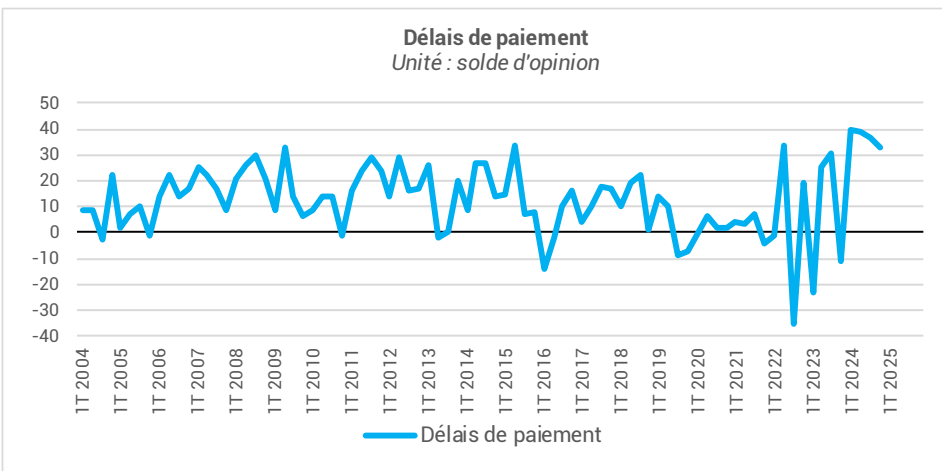
#### CARNETS DE COMMANDES

Opinion des chefs d'entrep. sur l'activité Travaux Publics	4° trimestre 2024 - Evol 1 an		
Moyenne des carnets de commandes des quatre derniers trimestres	11,5 mois	+2,1 mois	▲



#### DÉLAIS DE PAIEMENT

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics (solde d'opinion)	4° trimestre 2024 - Evol. hist.même trim.	
Délais de paiement	+33	▲



#### PRIX PRATIQUÉS

Opinion des chefs d'entreprise sur leurs prix (solde d'opinion)	Evol historique même trimestre	
Prix pratiqués pour le 1° trimestre 2025	-8	▲
Prix pratiqués au 4° trimestre 2024	-7	▲

#### CARNET DE COMMANDES OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES AU 4<sup>ème</sup> TRIMESTRE 2024

**+2,1 mois ▲**

#### DÉLAIS DE PAIEMENT OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES AU 4<sup>ème</sup> TRIMESTRE 2024

**+33 ▲**

#### PRIX PRATIQUÉS OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES AU 4<sup>ème</sup> TRIMESTRE 2024

**-7 ▲**

(ÉVOLUTION HIST. MÊME TRIMESTRE)

**Note :** Solde d'opinion : écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ». Évolution par rapport à la moyenne de longue période

Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

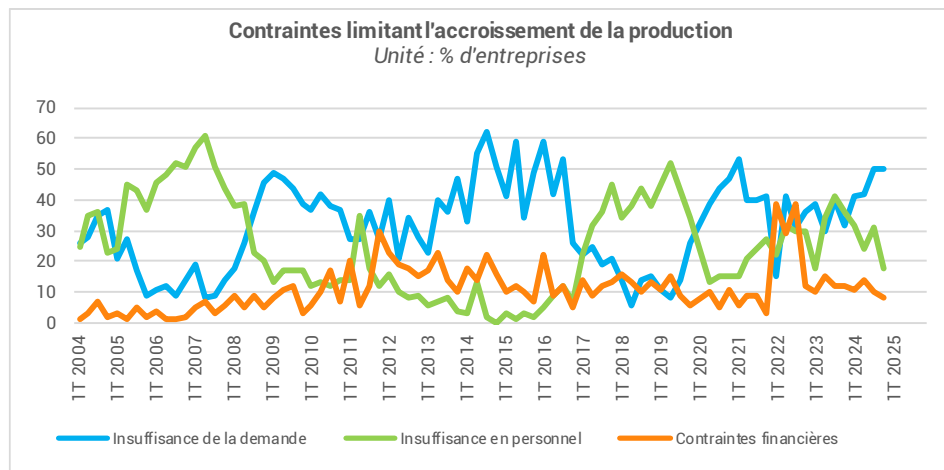
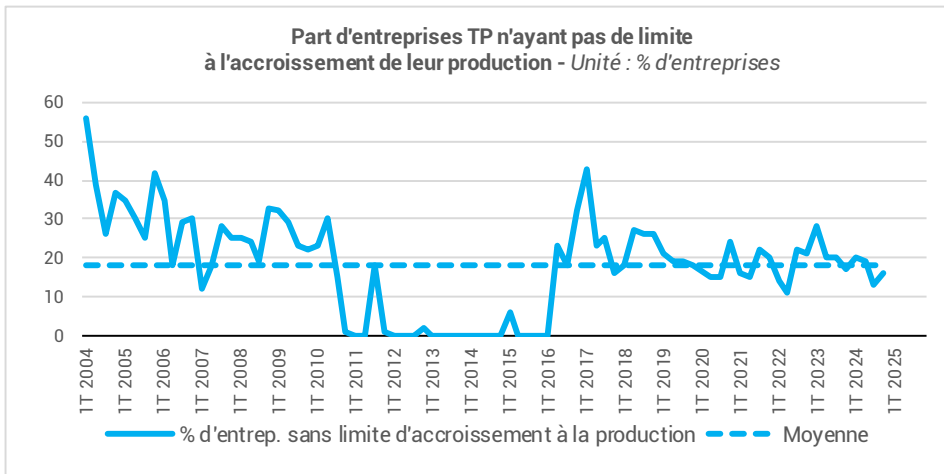
### L'INSUFFISANCE DE LA DEMANDE, UN FREIN À L'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION POUR UNE ENTREPRISE SUR DEUX

Au 4ème trimestre 2024, 16% des entreprises de Travaux Publics franciliennes déclarent ne pas voir de limites à l'accroissement de leur production, soit une proportion relativement stable par rapport à celle observée fin 2023.

Du côté des entreprises rencontrant des freins à l'accroissement de leur activité, les contraintes sont liées à l'insuffisance de la demande pour la moitié d'entre elles (soit 18 points de plus qu'au 4ème trimestre 2023). L'insuffisance de personnel apparaît comme un frein moins important qu'un an auparavant (pour 18% des entreprises, soit -18 points) alors que les conditions climatiques ont davantage perturbé l'activité (19%, soit +13 points).

### CONTRAINTES DE PRODUCTION

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics	4° trimestre 2024 - Evol 1 an		
Entreprises n'ayant pas de limites à l'accroissement de leur production (% d'entrep.)	16%	-1 pts	=
<b>Contraintes empêchant les entreprises d'augmenter leur production (% d'entrep.)</b>			
Insuffisance de la demande	50%	+18 pts	▲
Insuffisance en personnel	18%	-18 pts	▼
Contraintes financières	8%	-4 pts	▼
Conditions climatiques	19%	+13 pts	▲
Insuffisance de matériel	2%	-1 pts	=
Autres facteurs	3%	-2 pts	▼



Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)



#### UNE BAISSÉ DE PRODUCTION DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION SUR 12 MOIS

La production de BPE au cours du mois de novembre 2024, représentant 382 363 m<sup>3</sup>, a diminué de 18,5% par rapport à novembre 2023. En cumul depuis janvier, la baisse est de 19,3% par rapport à la même période de l'année précédente.

S'agissant des granulats, malgré une hausse en novembre 2024 (+2,9% par rapport à novembre 2023), la production enregistre toujours une baisse en cumul depuis janvier (-10,3% par rapport à la même période de l'année précédente).

#### PRODUCTION DE BPE

ENTRE JANV. ET NOV 2024

**4 485 360 m<sup>3</sup>**

**-19,3%** ▼

(ÉVOLUTION 1 AN)

Les statistiques de production de BPE ont fait l'objet d'une révision suite à l'intégration de données de production de plusieurs acteurs de la filière de la Région Île-de-France.

#### PRODUCTION DE GRANULATS

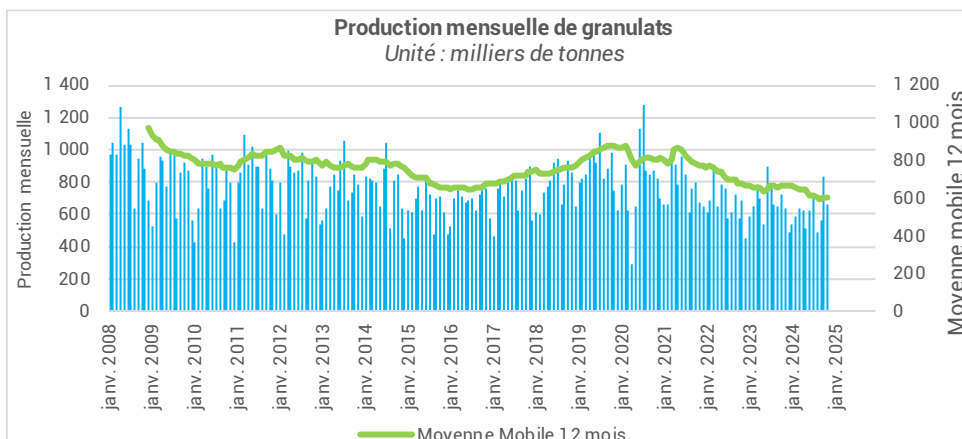
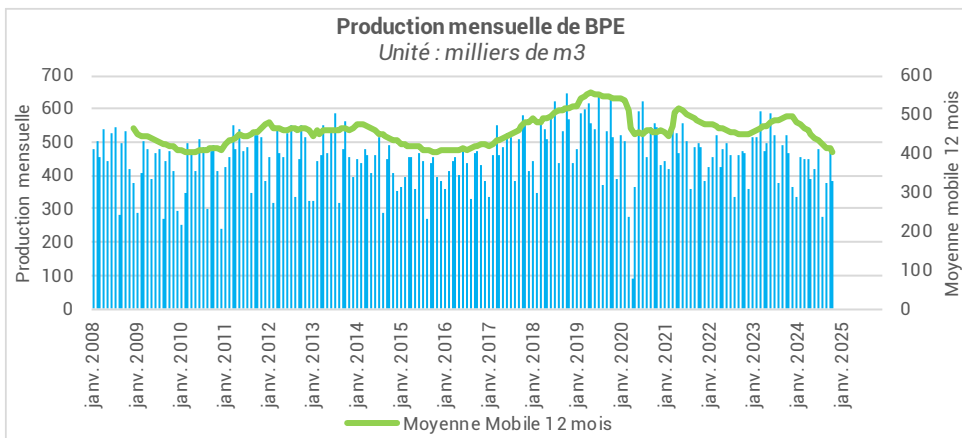
ENTRE JANV. ET NOV 2024

**6 782 kt**

**-10,3%** ▼

(ÉVOLUTION 1 AN)

La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en novembre 2024	382 363 m <sup>3</sup>	-18,3%	▼
Prod. de Granulats en novembre 2024	657 kt	+2,9%	▲
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et nov. 2024	4 485 360 m <sup>3</sup>	-19,3%	▼
Production de Granulats entre janv. et nov. 2024	6 782 kt	-10,3%	▼



Sources : UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

# 4

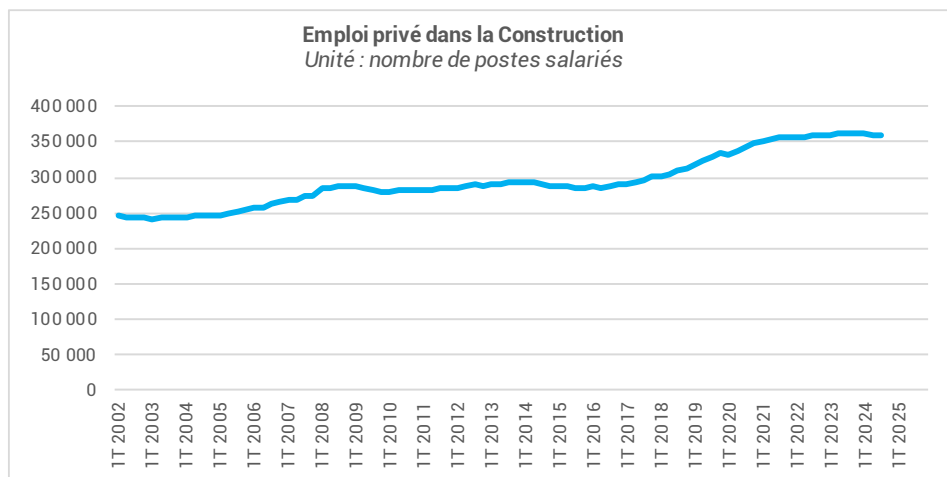
## Appareil de production Emploi salarié et intérimaire

### EMPLOI SALARIÉ

#### L'EMPLOI PRIVÉ DANS LA CONSTRUCTION RELATIVEMENT STABLE

Avec environ 358 500 salariés, l'emploi reste relativement stable dans le secteur Construction en Île-de-France au 3ème trimestre 2024 par rapport au 3ème trimestre 2023 (-0,7%), une tendance similaire à celle observée dans les Hauts-de-France et en Bretagne, tandis que les autres régions métropolitaines enregistrent des évolutions plus négatives.

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	3 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	358 472 sal.	-0,7%	=



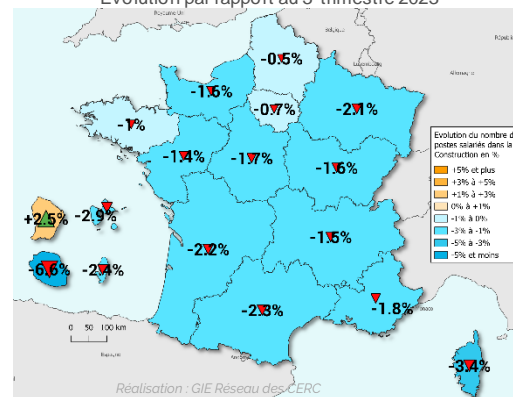
### EMPLOI SALARIÉ

AU 3<sup>ème</sup> TRIMESTRE 2024

**358 472 salariés**

**-0,7%** =  
(ÉVOLUTION 1 AN)

Emploi salarié dans la construction au 3<sup>e</sup> trimestre 2024  
Evolution par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre 2023



Sources :

ACOSS – URSSAF (données cvs)

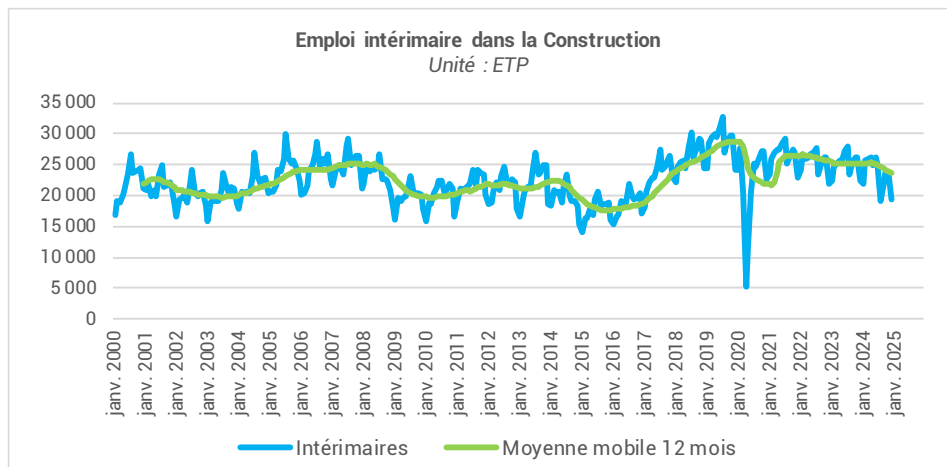
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

### EMPLOI INTÉrimAIRE

#### UN NOMBRE D'INTÉrimAIRES EN BAISSÉ EN 2024

En décembre 2024, environ 19 300 intérimaires Construction en équivalent temps plein étaient recensés en Île-de-France, soit 14,1% de moins qu'un an auparavant. Ce chiffre est également en baisse en moyenne sur 3 mois (-11,1%) et sur l'année 2024 (-6,2%).

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Décembre 2024 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Décembre 2024	19 325 ETP	-14,1%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Décembre 2024	22 232 ETP	-11,1%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Décembre 2024	23 644 ETP	-6,2%	▼



### INTÉrimAIRES CONSTRUCTION

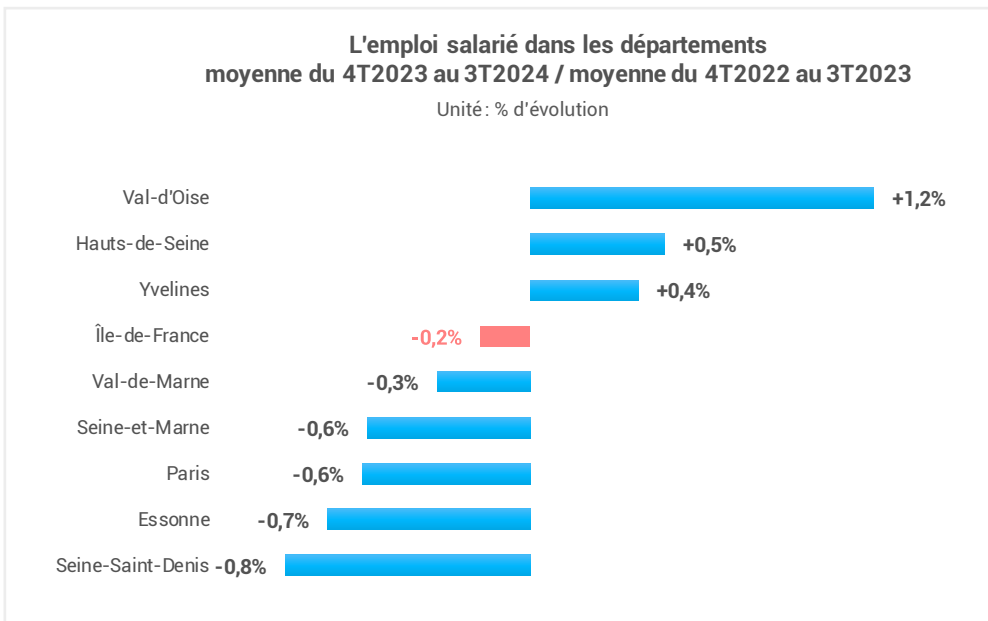
MOYENNE 3 MOIS À FIN DÉC. 2024

**22 232 ETP**

**-11,1%** ▼  
(ÉVOLUTION 1 AN)

Sources :

DARES (données brutes – ETP)



### L'emploi salarié relativement stable dans la majorité des départements

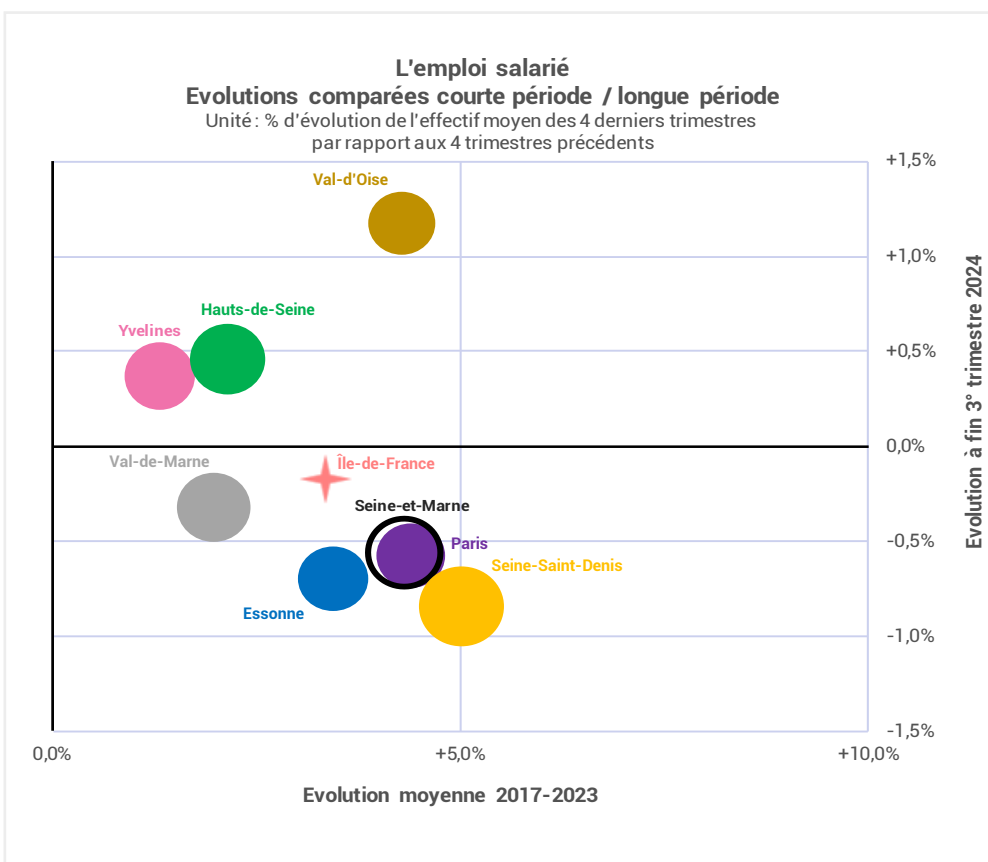
Au 3ème trimestre 2024, l'emploi salarié dans le secteur Construction est resté relativement stable sur l'ensemble de la région Île-de-France : -0,7% en moyenne par rapport au 3ème trimestre 2023.

En cumul sur 12 mois à fin septembre 2024, cette évolution est de -0,2% par rapport aux 12 mois précédents, un chiffre qui varie de -0,8% en Seine-Saint-Denis à +1,2% pour le Val-d'Oise.

Seul département affichant une hausse inférieure à 2% sur longue période, les Yvelines apparaissent légèrement en retrait par rapport aux autres territoires.

**Note de lecture du graphique ci-contre :** Dans le Val-d'Oise, l'emploi salarié est en hausse en cumul sur 12 mois à fin septembre 2024 (+1,2%) ainsi qu'en moyenne sur longue période (+4,3% par an sur 2017-2023).

La taille des bulles est proportionnelle aux effectifs salariés (moyenne 12 mois à fin septembre 2024).



Sources :  
ACOSS – URSSAF (données cvs)  
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

# 4

## Appareil de production Demandes d'emploi

### UNE DEMANDE D'EMPLOI EN HAUSSE AU 4ÈME TRIMESTRE 2024

Au 4ème trimestre 2024, la demande d'emploi dans le secteur Construction en Île-de-France est supérieure de 4,2% par rapport à son niveau du 4ème trimestre 2023, représentant près de 38 900 demandeurs d'emploi enregistrés (DEFM de catégorie A). Cette hausse est inférieure de 1 point à la moyenne observée tous secteurs confondus (+5,2%).

Les demandeurs d'emploi dans le secteur Construction représentent 6% des demandeurs d'emploi totaux, un indicateur qui reste stable.

### DEMANDES D'EMPLOI AU 4ème TRIMESTRE 2024

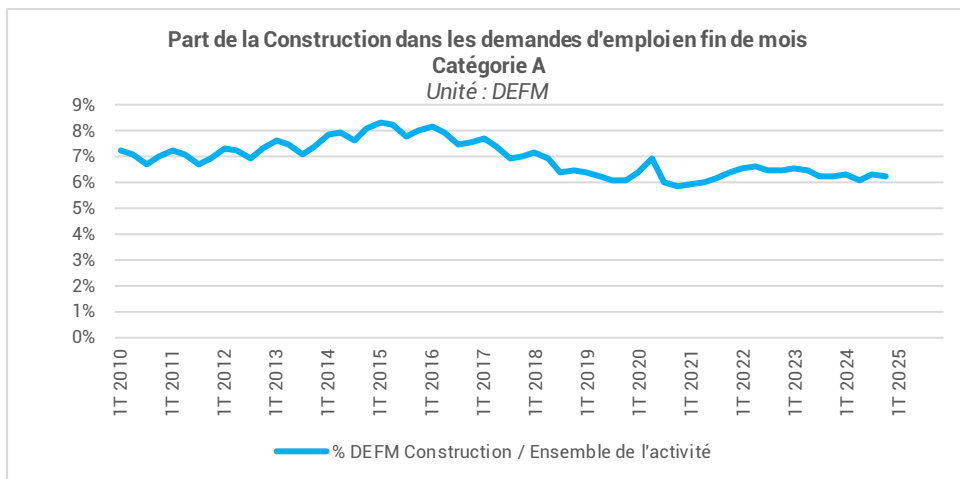
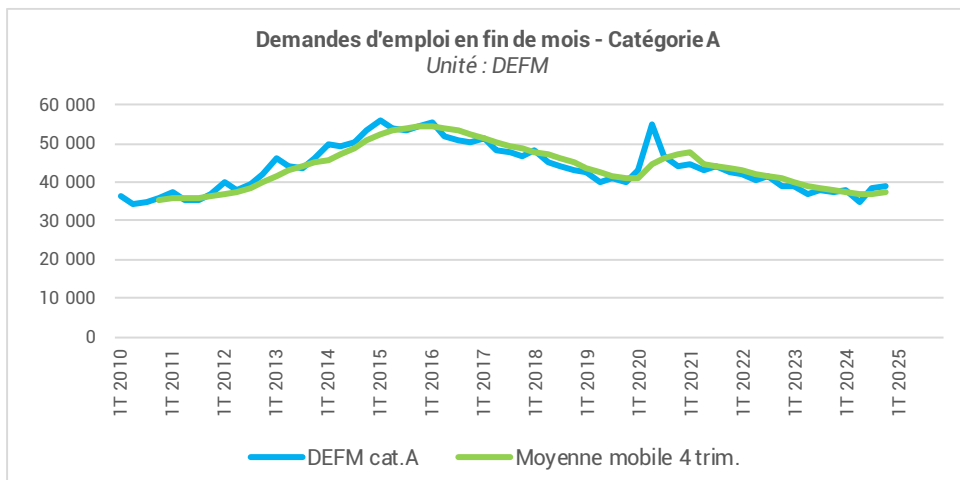
**38 865 DEFM**

**+4,2%** ▲  
(ÉVOLUTION 1 AN)

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	4° trimestre 2024 - Evol 1 an		
DEFM Construction	38 865 DEFM	+4,2%	▲
DEFM tous secteurs économiques	625 068 DEFM	+5,2%	▲
% Construction / Ensemble de l'activité	6%	0,0 pt	=

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure.



Sources :  
Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail).  
Données brutes

# 4

## Appareil de production Créations et défaillances d'entreprises

### DES CRÉATIONS D'ENTREPRISES EN HAUSSE SUR 12 MOIS

4 800 entreprises environ ont été créées dans le secteur Construction en Île-de-France au cours du 4ème trimestre 2024, soit 11,9% de moins par rapport au 4ème trimestre 2023. Si l'on ne tient pas compte des créations sous le statut de micro-entrepreneur, la baisse atteint 14,8%.

Malgré cette baisse, en cumul sur l'ensemble de l'année 2024, les créations d'entreprises s'affichent à un niveau supérieur par rapport à 2023 : +6,4% tous régimes confondus, +6,7% hors micro-entrepreneurs.

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	4° trimestre 2024 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	4 758 créations	-11,9%	▼
Dont créations hors micro-entrepreneurs	2 618 créations	-14,8%	▼
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	19 526 créations	+6,4%	▲
Dont créations hors micro-entrepreneurs	11 088 créations	+6,7%	▲

### CRÉATION D'ENTREPRISES

AU 4<sup>ème</sup> TRIMESTRE 2024

**4 758 créations**

**-11,9%** ▼

(ÉVOLUTION 1 AN)

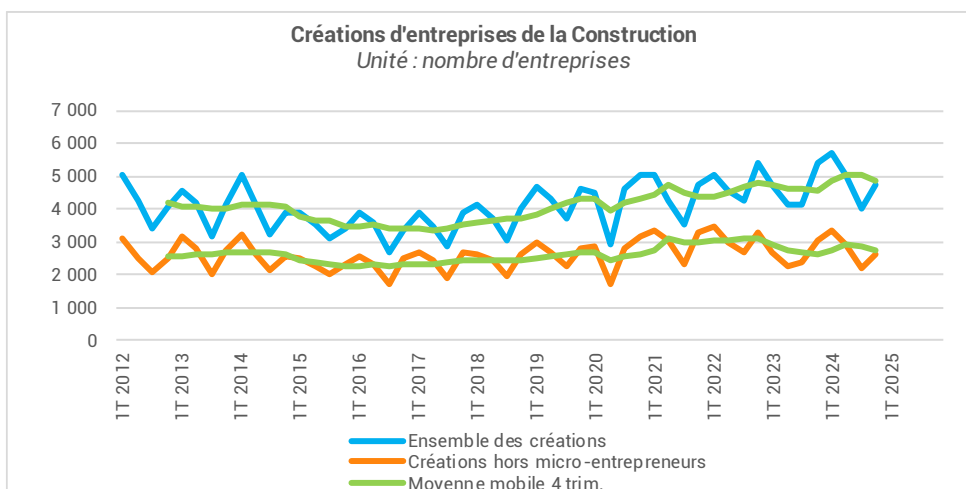
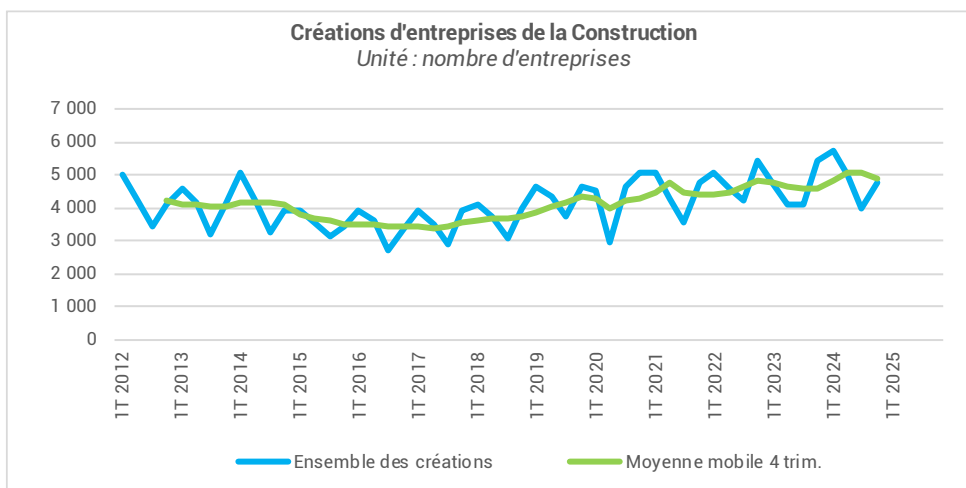
### HORS MICRO-ENTREPRISES

AU 4<sup>ème</sup> TRIMESTRE 2024

**2 618 créations**

**-14,8%** ▼

(ÉVOLUTION 1 AN)



Sources :  
INSEE (données brutes)

#### UN NOMBRE D'ENTREPRISES DE CONSTRUCTION DÉFAILLANTES EN FORTE HAUSSE EN 2024

Les défaillances d'entreprises dans le secteur Construction en Île-de-France au 4ème trimestre 2024 s'affichent à un niveau supérieur de 12,4% par rapport au 4ème trimestre 2023. Les 959 entreprises défaillantes au cours de ce trimestre représentent environ 3 800 salariés, soit 24,9% de plus par rapport au 4ème trimestre 2023.

En cumul sur l'année 2024, le nombre de défaillances a enregistré une hausse de 37,6% par rapport à 2023, pour un nombre de salariés impactés qui a augmenté de 36,3%.

#### DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

AU 4<sup>ème</sup> TRIMESTRE 2024

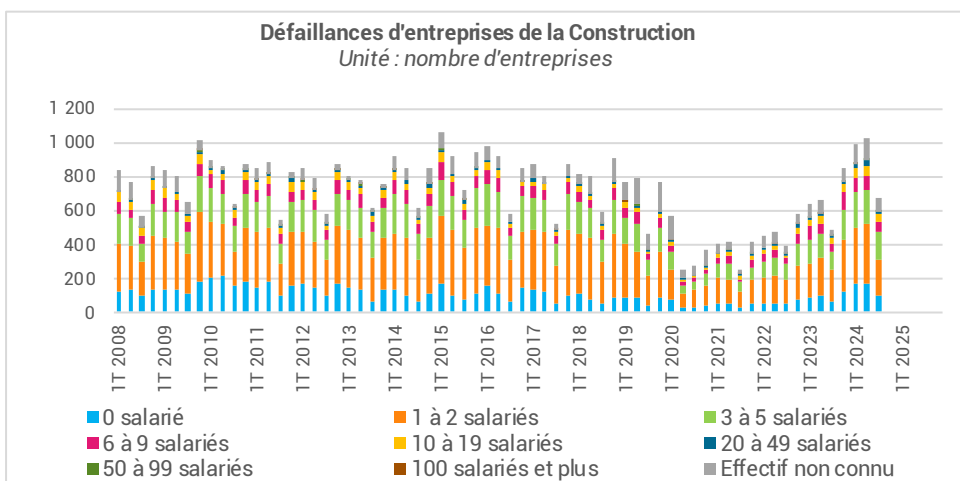
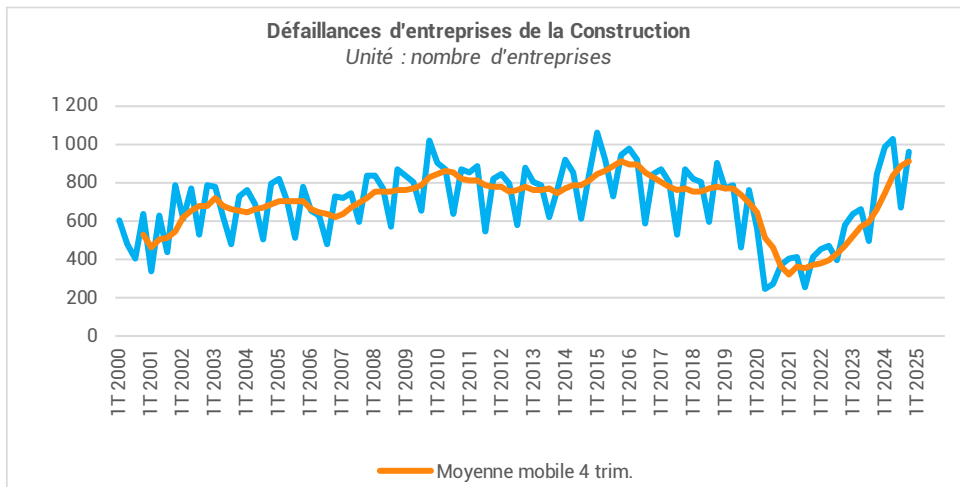
**959 défaillances**

**+12,4%** ▲

(ÉVOLUTION 1 AN)

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	4 <sup>o</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	959 défaillances	+12,4%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	3 649 défaillances	+37,6%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	3 786 salariés	+24,9%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	13 169 salariés	+36,3%	▲

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.



Sources :  
Banque de France (données brutes)

## L'ESSENTIEL DE LA CONJONCTURE | DANS LES DÉPARTEMENTS

### LES INDICATEURS AU SOMMAIRE :

#### BÂTIMENT

Bâtiment résidentiel

Construction neuve

Prêts à taux zéro

Bâtiment non résidentiel

#### MATÉRIAUX

BPE

#### APPAREIL DE PRODUCTION

Emploi salarié et intérimaire

Demande d'emploi

Défaillances d'entreprises

### FICHES DÉPARTEMENTALES :

PARIS	p.24
SEINE-ET-MARNE	p.30
YVELINES	p.36
ESSONNE	p.42
HAUTS-DE-SEINE	p.48
SEINE-SAINT-DENIS	p.54
VAL-DE-MARNE	p.60
VAL-D'OISE	p.66

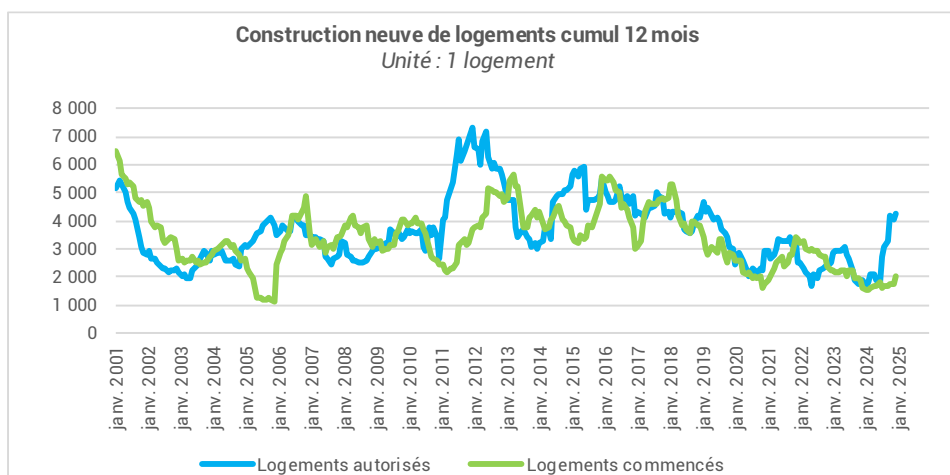
## CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

	Paris	Île-de-France
<b>Bâtiment résidentiel - construction neuve</b>		
<b>Logements mis en chantier</b> Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)	<b>+28,1%</b> ▲ 2 000 lgts	<b>-9,6%</b> ▼ 42 800 lgts
<b>Logements autorisés</b> Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)	<b>+124,4%</b> ▲ 4 200 lgts	<b>-11,7%</b> ▼ 54 100 lgts
<b>Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro</b>		
<b>Travaux liés à l'éco-PTZ</b> De janvier à la fin du 3 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an), en M€	<b>+42,2%</b> ▲ 3,57 M€	<b>+22,7%</b> ▲ 10 1,34 M€
<b>Bâtiment non résidentiel - construction neuve</b>		
<b>Surface de locaux mis en chantier</b> Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m <sup>2</sup> , en date de prise en compte (DPC)	<b>-17,4%</b> ▼ 197 mill. m <sup>2</sup>	<b>+7,7%</b> ▲ 2 627 mill. m <sup>2</sup>
<b>Surface de locaux autorisés</b> Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m <sup>2</sup> , en date de prise en compte (DPC)	<b>-8,9%</b> ▼ 410 mill. m <sup>2</sup>	<b>-0,5%</b> = 4 014 mill. m <sup>2</sup>
<b>Matériaux</b>		
<b>Production BPE</b> Production de BPE entre janv. et nov. 2024 (évol 1 an), en m3	<b>-14,1%</b> ▼ 398 253 m3	<b>-19,3%</b> ▼ 4 485 360 m3
<b>Appareil de production</b>		
<b>Emplois salariés dans la construction</b> A la fin du 3 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)	<b>-1,9%</b> ▼ 38 563 sal.	<b>-0,7%</b> = 358 472 sal.
<b>Intérimaires Construction</b> Moyenne 3 mois à fin Déc. 2024 (évol 1 an)	<b>-13,6%</b> ▼ 2 021 ETP	<b>-11,1%</b> ▼ 22 232 ETP
<b>Demandeurs d'emplois Bât. &amp; TP (cat. A)</b> Au 4 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)	<b>+1,4%</b> ▲ 5 819 DEFM	<b>+4,2%</b> ▲ 38 865 DEFM



## BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZÉRO

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin décembre 2024 Evol 1 an		
<b>Total logements commencés</b>	<b>2 000 lgts</b>	<b>+28,1%</b>	<b>▲</b>
Dont individuels purs	100 lgts	-11,3%	▼
Dont individuels groupés	0 lgts	+8,0%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	2 000 lgts	+30,3%	▲
<b>Total logements autorisés</b>	<b>4 200 lgts</b>	<b>+124,4%</b>	<b>▲</b>
Dont individuels purs	100 lgts	+28,1%	▲
Dont individuels groupés	200 lgts	n.s.	
Dont collectifs (y compris résidences)	4 000 lgts	+123,5%	▲



Source :  
SDES, Sit@del2,  
estimations à fin janvier 2025

Avertissement : Dans les tableaux,  
en raison des arrondis, des totaux  
peuvent légèrement différer de la  
somme des éléments qui les  
composent.

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 3 <sup>e</sup> trimestre 2024 Evol 1 an		
<b>Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ</b>	<b>3,57 M €</b>	<b>+42,2%</b>	<b>▲</b>
<b>Nombre d'ÉCO-PTZ</b>	<b>231 ÉCO-PTZ</b>	<b>+24,2%</b>	<b>▲</b>

Prêts à 0% PTZ+	3 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
<b>Nombre de prêts délivrés dans le neuf</b>	<b>0</b>	n.s.	
<b>Nombre de prêts délivrés dans l'ancien</b>	<b>0</b>		



Sources :  
SGFGAS (données brutes)

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 50 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant.

Depuis le 1er janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

## BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

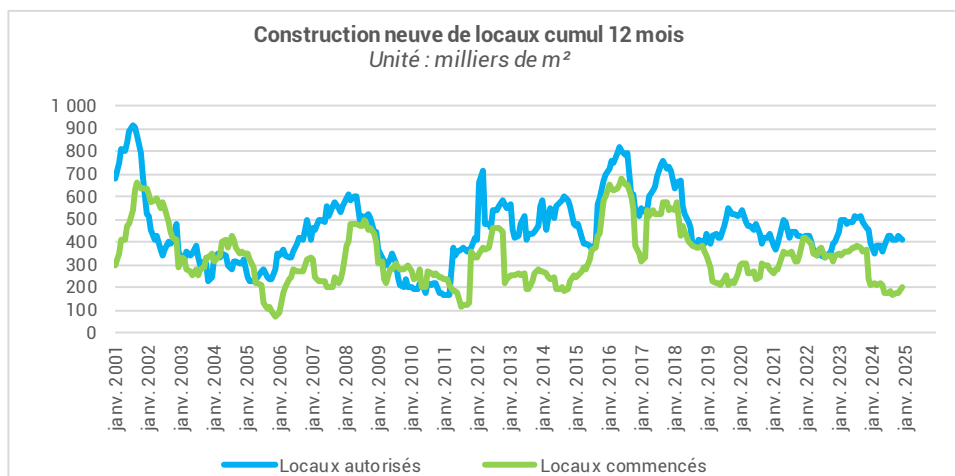
La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2024 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	197 mill. m <sup>2</sup>	-17,4%	▼
Total locaux autorisés	410 mill. m <sup>2</sup>	-8,9%	▼

**-17,4%**

EN 1 AN

**DES MISES EN CHANTIER**

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2024)

**197 mill. m<sup>2</sup>****-8,9%**

EN 1 AN

**DES AUTORISATIONS**

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2024)

**410 mill. m<sup>2</sup>**

Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	197 mill. m <sup>2</sup>	-17,4%	▼
Bâtiments agricoles	3 mill. m <sup>2</sup>	n.s.	
Secteur privé non agricole	117 mill. m <sup>2</sup>	-37,6%	▼
Dont locaux industriels	0 mill. m <sup>2</sup>	n.s.	
Dont commerces	23 mill. m <sup>2</sup>	-6,5%	▼
Dont bureaux	54 mill. m <sup>2</sup>	-53,7%	▼
Dont entrepôts	22 mill. m <sup>2</sup>	n.s.	
Dont autres locaux	19 mill. m <sup>2</sup>	-59,9%	▼
Secteur public	77 mill. m <sup>2</sup>	+52,8%	▲

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	410 mill. m <sup>2</sup>	-8,9%	▼
Bâtiments agricoles	0 mill. m <sup>2</sup>	-89,6%	▼
Secteur privé non agricole	263 mill. m <sup>2</sup>	-15,7%	▼
Dont locaux industriels	0 mill. m <sup>2</sup>	+60,5%	▲
Dont commerces	53 mill. m <sup>2</sup>	+15,6%	▲
Dont bureaux	152 mill. m <sup>2</sup>	-8,8%	▼
Dont entrepôts	21 mill. m <sup>2</sup>	-22,1%	▼
Dont autres locaux	36 mill. m <sup>2</sup>	-49,4%	▼
Secteur public	147 mill. m <sup>2</sup>	+9,1%	▲

**Avvertissement :** les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

## MATÉRIAUX | BPE

### La production de matériaux - Evol 1 an

#### Production du mois

Production de BPE en novembre 2024 **35 369 m3** **-11,5%** ▼

#### Production depuis le début de l'année

Production de BPE entre janv. et nov. 2024 **398 253 m3** **-14,1%** ▼

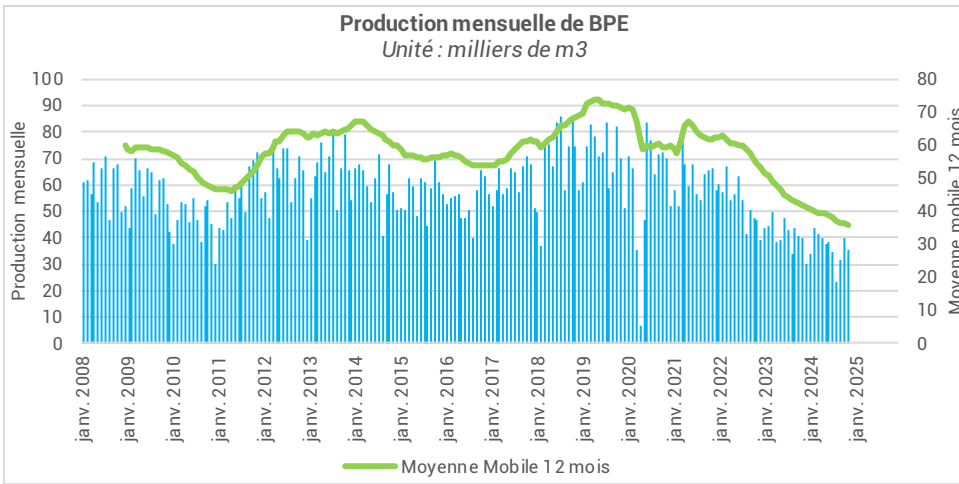
**-14,1%** ▼

entre janv. et nov. 2024

**PRODUCTION DE BPE**

EVOL 1AN

**398 253 m3**

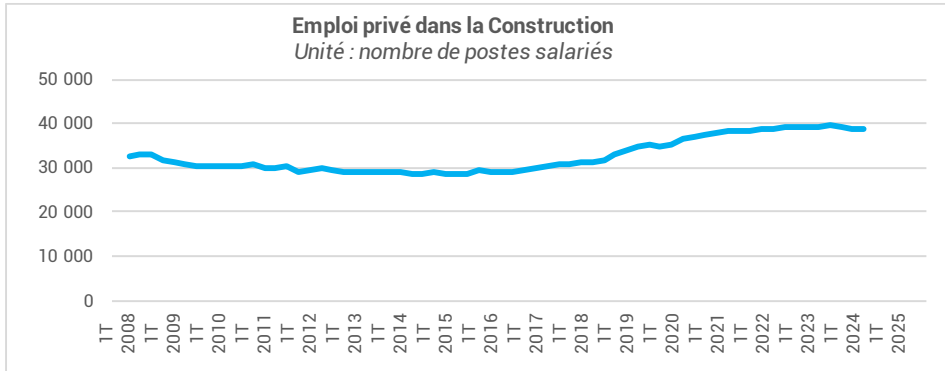


**Sources :**

UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

## APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉRIMAIRE

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	3 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	38 563 sal.	-1,9%	▼



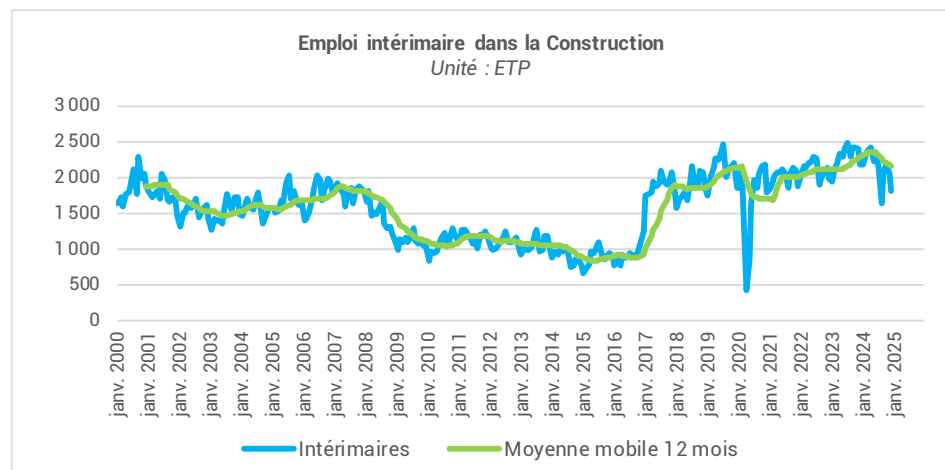
**-1,9%** ▼

EN 1 AN  
**DE L'EMPLOI SALARIÉ**  
AU 3<sup>e</sup> TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

**38 563 sal.**

Sources :  
ACOSS – URSSAF (données cvs)  
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Décembre 2024 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Décembre 2024	1 812 ETP	-17,2%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Décembre 2024	2 021 ETP	-13,6%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Décembre 2024	2 148 ETP	-6,2%	▼



**-13,6%** ▼

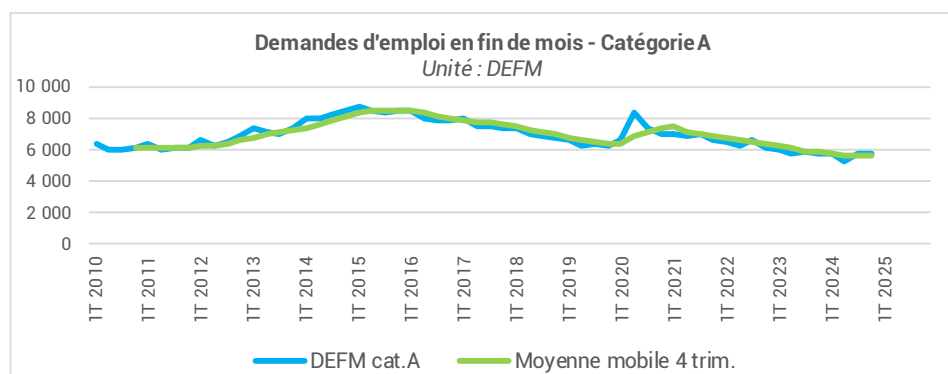
EN 1 AN  
**DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION**  
MOYENNE 3 MOIS À FIN DÉC. 2024

**2 021 ETP**

Sources :  
DARES (données brutes – ETP)

## APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

Demands d'emplois en fin de mois (catégorie A)	4° trimestre 2024 - Evol 1 an		
DEFM Construction	5 819 DEFM	+1,4%	▲
DEFM tous secteurs économiques	112 709 DEFM	+4,5%	▲
% Construction / Ensemble de l'activité	5%	0,0 pt	=

**+1,4%**

EN 1 AN

**DES DEMANDES D'EMPLOI**

AU 4° TRIMESTRE 2024 (évol 1an)

**5 819 DEFM**

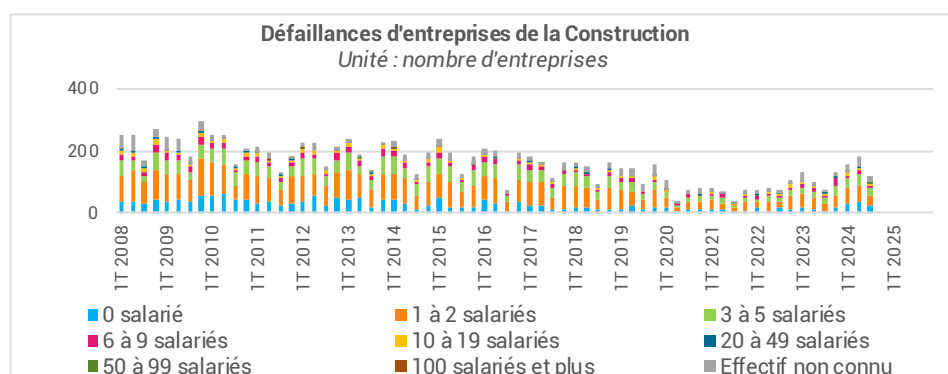
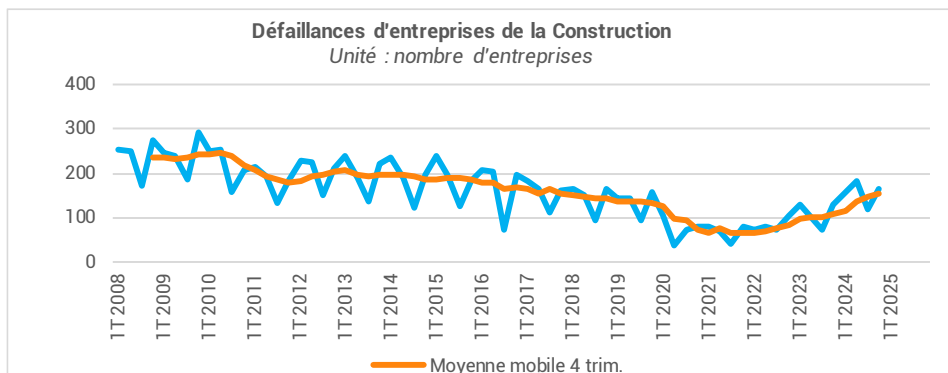
Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure

## APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	4° trimestre 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	166 défaillances	+27,7%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	620 défaillances	+43,9%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	552 salariés	+19,7%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	2 091 salariés	+39,5%	▲

**+27,7%**

EN 1 AN

**DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.**

AU 4° TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

**166 défaillances**

Sources :

Banque de France (données brutes)

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

## CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

	Seine-et-Marne	Île-de-France
<b>Bâtiment résidentiel - construction neuve</b>		
<b>Logements mis en chantier</b> Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	<b>-23,0%</b> ▼ 4 400 lgts	<b>-9,6%</b> ▼ 42 800 lgts
<b>Logements autorisés</b> Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	<b>-9,0%</b> ▼ 5 900 lgts	<b>-11,7%</b> ▼ 54 100 lgts
<b>Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro</b>		
<b>Travaux liés à l'éco-PTZ</b> De janvier à la fin du 3 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1an), en M€	<b>+23,4%</b> ▲ 23,39 M€	<b>+22,7%</b> ▲ 10 1,34 M€
<b>Bâtiment non résidentiel - construction neuve</b>		
<b>Surface de locaux mis en chantier</b> Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m <sup>2</sup> , en date de prise en compte (DPC)	<b>-35,3%</b> ▼ 268 mill. m <sup>2</sup>	<b>+7,7%</b> ▲ 2 627 mill. m <sup>2</sup>
<b>Surface de locaux autorisés</b> Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m <sup>2</sup> , en date de prise en compte (DPC)	<b>+8,0%</b> ▲ 737 mill. m <sup>2</sup>	<b>-0,5%</b> = 4 014 mill. m <sup>2</sup>
<b>Matériaux</b>		
<b>Production BPE</b> Production de BPE entre janv. et nov. 2024 (évol 1 an), en m3	<b>-21,6%</b> ▼ 813 331 m3	<b>-19,3%</b> ▼ 4 485 360 m3
<b>Appareil de production</b>		
<b>Emplois salariés dans la construction</b> A la fin du 3 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)	<b>-1,2%</b> ▼ 46 766 sal.	<b>-0,7%</b> = 358 472 sal.
<b>Intérimaires Construction</b> Moyenne 3 mois à fin Déc. 2024 (évol 1 an)	<b>-10,8%</b> ▼ 3 293 ETP	<b>-11,1%</b> ▼ 22 232 ETP
<b>Demandeurs d'emplois Bât. &amp; TP (cat. A)</b> Au 4 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)	<b>+5,6%</b> ▲ 4 278 DEFM	<b>+4,2%</b> ▲ 38 865 DEFM

## BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZERO

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin décembre 2024 Evol 1 an		
<b>Total logements commencés</b>	<b>4 400 lgts</b>	<b>-23,0%</b>	<b>▼</b>
Dont individuels purs	700 lgts	-39,8%	▼
Dont individuels groupés	400 lgts	-7,2%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	3 300 lgts	-19,5%	▼
<b>Total logements autorisés</b>	<b>5 900 lgts</b>	<b>-9,0%</b>	<b>▼</b>
Dont individuels purs	800 lgts	-32,2%	▼
Dont individuels groupés	700 lgts	+28,9%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	4 500 lgts	-7,3%	▼

**-23,0%** ▼

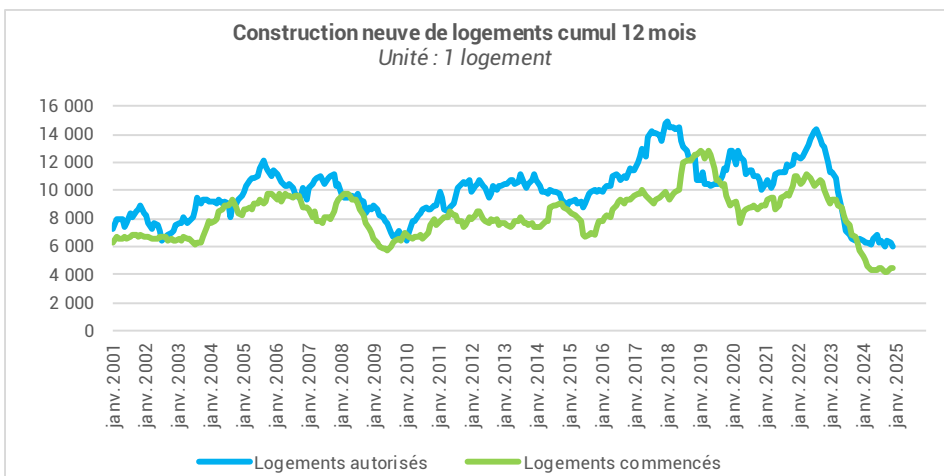
EN 1 AN  
**DES MISES EN CHANTIER**  
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2024)

**4 400 lgts**

**-9,0%** ▼

EN 1 AN  
**DES AUTORISATIONS**  
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2024)

**5 900 lgts**



Source :  
SDES, Sit@del2,  
estimations à fin janvier 2025

Avertissement : Dans les tableaux,  
en raison des arrondis, des totaux  
peuvent légèrement différer de la  
somme des éléments qui les  
composent.

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 3 <sup>e</sup> trimestre 2024 Evol 1 an		
<b>Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ</b>	<b>23,39 M€</b>	<b>+23,4%</b>	<b>▲</b>
<b>Nombre d'ÉCO-PTZ</b>	<b>1 114 ÉCO-PTZ</b>	<b>+5,7%</b>	<b>▲</b>

**+23,4%** ▲

DE JANVIER À FIN DU 3<sup>e</sup> TRIM. 2024  
**DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS**  
ÉCO-PTZ - ÉVOLUTION 1AN

**23,39 M€**

Prêts à 0% PTZ+	3 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
<b>Nombre de prêts délivrés dans le neuf</b>	<b>328</b>	<b>-7,9%</b>	<b>▼</b>
<b>Nombre de prêts délivrés dans l'ancien</b>	<b>37</b>		

**-7,9%** ▼

EN 1 AN AU 3<sup>e</sup> TRIMESTRE 2024  
**PRETS A 0% PTZ+**  
**DISTRIBUÉS DANS LE NEUF**

**328 prêts**

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 350 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant.

Depuis le 1er janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

Sources :  
SGFGAS (données brutes)

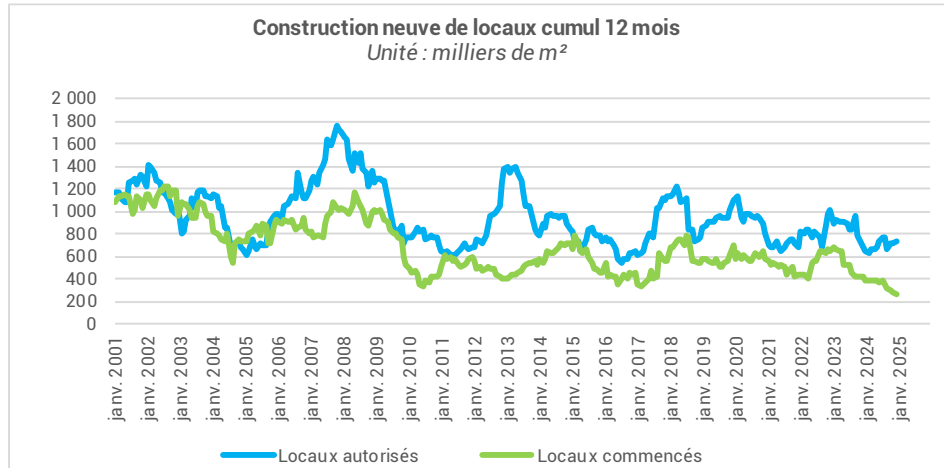
## BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2024 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	268 mill. m <sup>2</sup>	-35,3%	▼
Total locaux autorisés	737 mill. m <sup>2</sup>	+8,0%	▲

**-35,3%** ▼

EN 1 AN  
**DES MISES EN CHANTIER**  
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2024)

**268 mill. m<sup>2</sup>**



**+8,0%** ▲

EN 1 AN  
**DES AUTORISATIONS**  
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2024)

**737 mill. m<sup>2</sup>**

Sources :  
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	268 mill. m <sup>2</sup>	-35,3%	▼
Bâtiments agricoles	10 mill. m <sup>2</sup>	-73,8%	▼
Secteur privé non agricole	198 mill. m <sup>2</sup>	-26,7%	▼
Dont locaux industriels	35 mill. m <sup>2</sup>	-33,4%	▼
Dont commerces	29 mill. m <sup>2</sup>	+78,9%	▲
Dont bureaux	27 mill. m <sup>2</sup>	-35,5%	▼
Dont entrepôts	66 mill. m <sup>2</sup>	-43,8%	▼
Dont autres locaux	42 mill. m <sup>2</sup>	-4,1%	▼
Secteur public	59 mill. m <sup>2</sup>	-43,5%	▼

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	737 mill. m <sup>2</sup>	+8,0%	▲
Bâtiments agricoles	61 mill. m <sup>2</sup>	+14,8%	▲
Secteur privé non agricole	552 mill. m <sup>2</sup>	+9,9%	▲
Dont locaux industriels	103 mill. m <sup>2</sup>	+12,6%	▲
Dont commerces	59 mill. m <sup>2</sup>	-2,6%	▼
Dont bureaux	92 mill. m <sup>2</sup>	-1,6%	▼
Dont entrepôts	168 mill. m <sup>2</sup>	+7,4%	▲
Dont autres locaux	131 mill. m <sup>2</sup>	+29,5%	▲
Secteur public	124 mill. m <sup>2</sup>	-2,6%	▼

**Avertissement :** les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.



## MATÉRIAUX | BPE

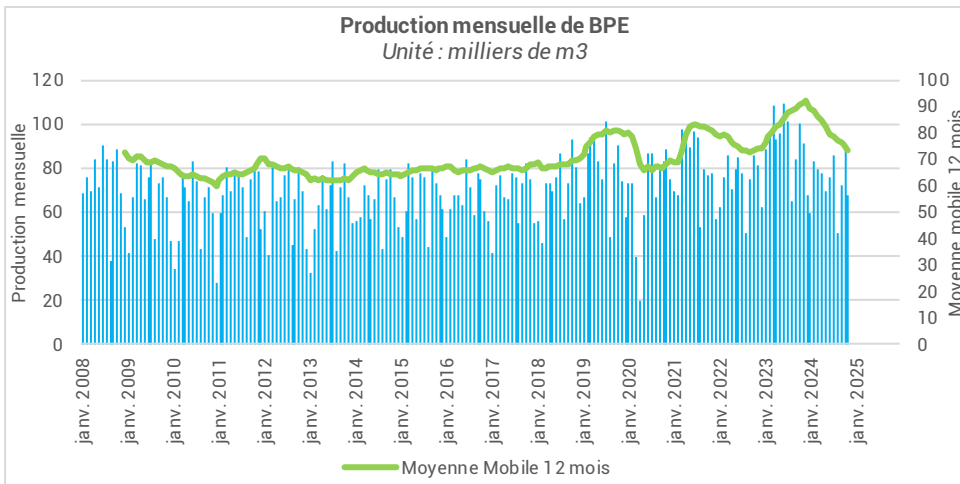
La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en novembre 2024	67 598 m3	-26,3%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et nov. 2024	813 331 m3	-21,6%	▼

**-21,6%** ▼

entre janv. et nov. 2024

**PRODUCTION DE BPE**  
EVOL 1AN

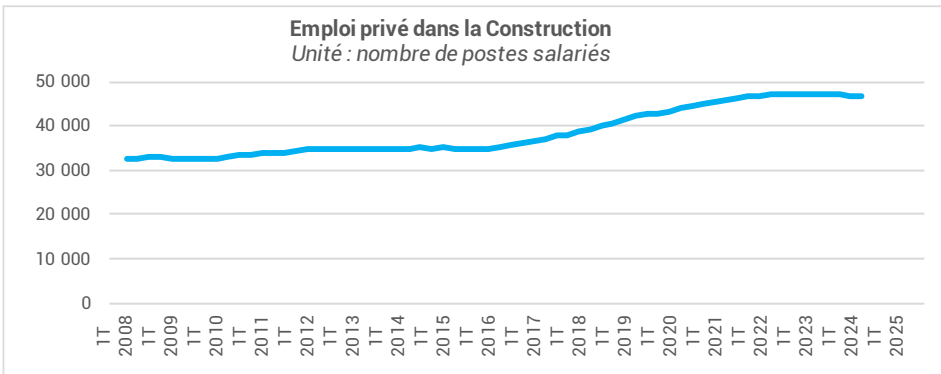
**813 331 m3**



Sources :  
UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

## APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉRIMAIRE

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	3 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	46 766 sal.	-1,2%	▼



**-1,2%** ▼

EN 1 AN  
**DE L'EMPLOI SALARIÉ**  
AU 3<sup>e</sup> TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

**46 766 sal.**

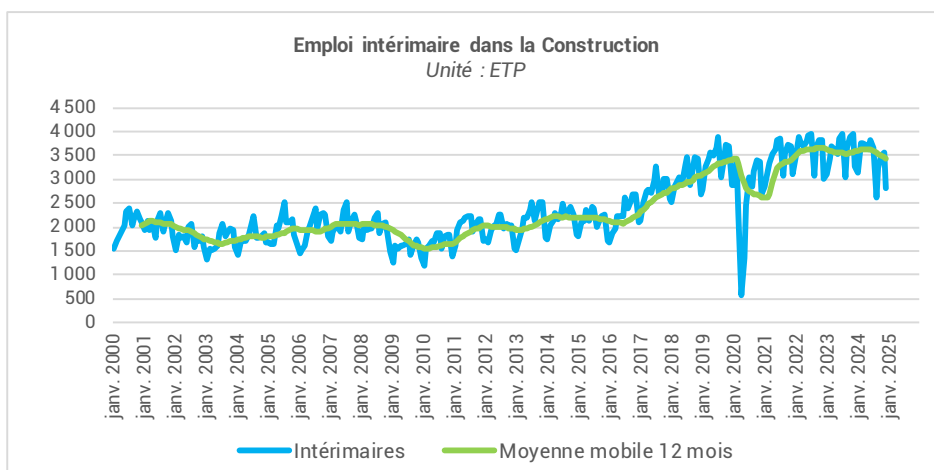
Sources :  
ACOSS – URSSAF (données cvs)  
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Décembre 2024 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Décembre 2024	2 826 ETP	-13,3%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Décembre 2024	3 293 ETP	-10,8%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Décembre 2024	3 435 ETP	-4,1%	▼

**-10,8%** ▼

EN 1 AN  
**DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION**  
MOYENNE 3 MOIS À FIN DÉC. 2024

**3 293 ETP**



Sources :  
DARES (données brutes – ETP)

## APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	4° trimestre 2024 - Evol 1 an		
DEFM Construction	4 278 DEFM	+5,6%	▲
DEFM tous secteurs économiques	66 790 DEFM	+7,0%	▲
% Construction / Ensemble de l'activité	6%	0,0 pt	=

**+5,6%** ▲

EN 1 AN

**DES DEMANDES D'EMPLOI**

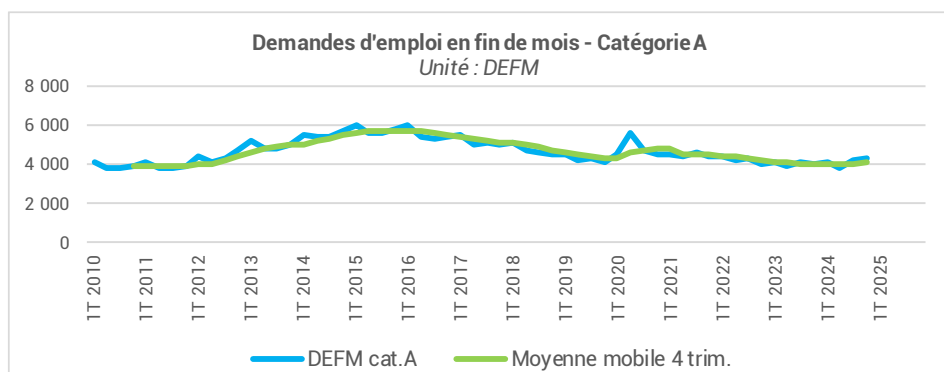
AU 4° TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

**4 278 DEFM**

Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure



## APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	4° trimestre 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	175 défaillances	+29,6%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	599 défaillances	+15,2%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	420 salariés	+4,7%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	1 548 salariés	+0,3%	=

**+29,6%** ▲

EN 1 AN

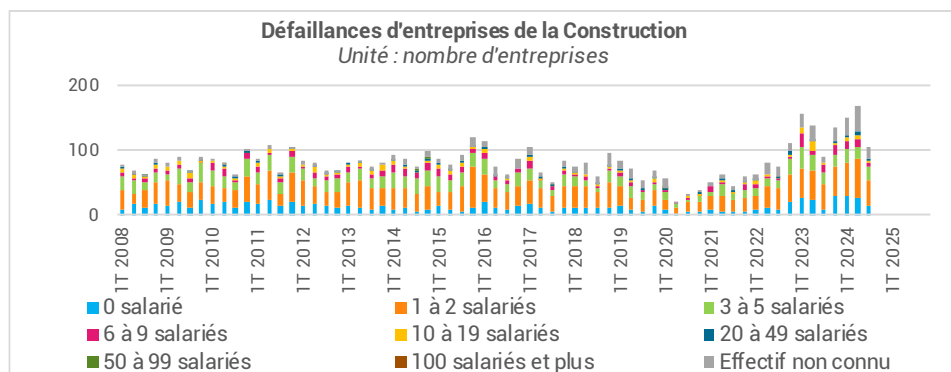
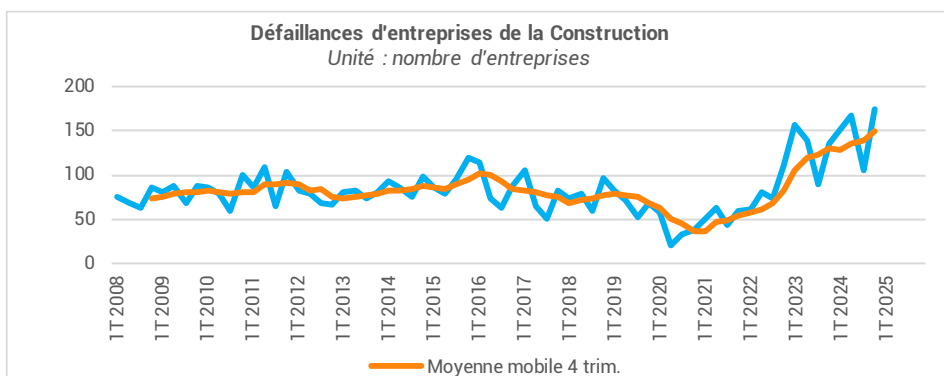
**DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.**

AU 4° TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

**175 défaillances**

Sources : Banque de France (données brutes)

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

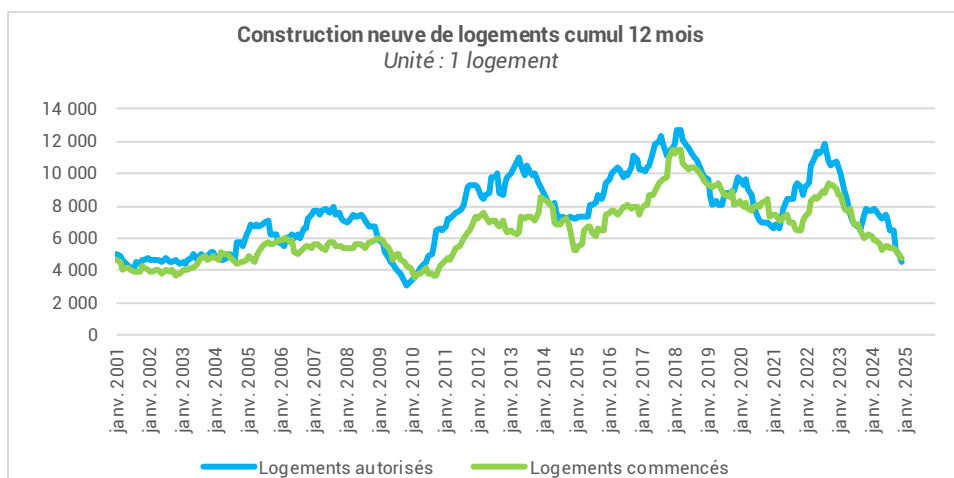


## CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

	Yvelines	Île-de-France
<b>Bâtiment résidentiel - construction neuve</b>		
<b>Logements mis en chantier</b> Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	<b>-22,6%</b> ▼ 4 800 lgts	<b>-9,6%</b> ▼ 42 800 lgts
<b>Logements autorisés</b> Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	<b>-42,1%</b> ▼ 4 500 lgts	<b>-11,7%</b> ▼ 54 100 lgts
<b>Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro</b>		
<b>Travaux liés à l'éco-PTZ</b> De janvier à la fin du 3 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1an), en M€	<b>+18,3%</b> ▲ 20,07 M€	<b>+22,7%</b> ▲ 101,34 M€
<b>Bâtiment non résidentiel - construction neuve</b>		
<b>Surface de locaux mis en chantier</b> Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m <sup>2</sup> , en date de prise en compte (DPC)	<b>-20,3%</b> ▼ 319 mill. m <sup>2</sup>	<b>+7,7%</b> ▲ 2 627 mill. m <sup>2</sup>
<b>Surface de locaux autorisés</b> Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m <sup>2</sup> , en date de prise en compte (DPC)	<b>-19,5%</b> ▼ 415 mill. m <sup>2</sup>	<b>-0,5%</b> = 4 014 mill. m <sup>2</sup>
<b>Matériaux</b>		
<b>Production BPE</b> Production de BPE entre janv. et nov. 2024 (évol 1 an), en m3	<b>-16,8%</b> ▼ 445 967 m3	<b>-19,3%</b> ▼ 4 485 360 m3
<b>Appareil de production</b>		
<b>Emplois salariés dans la construction</b> A la fin du 3 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)	<b>+0,5%</b> = 41 988 sal.	<b>-0,7%</b> = 358 472 sal.
<b>Intérimaires Construction</b> Moyenne 3 mois à fin Déc. 2024 (évol 1 an)	<b>-7,6%</b> ▼ 2 773 ETP	<b>-11,1%</b> ▼ 22 232 ETP
<b>Demandeurs d'emplois Bât. &amp; TP (cat. A)</b> Au 4 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)	<b>+4,0%</b> ▲ 3 953 DEFM	<b>+4,2%</b> ▲ 38 865 DEFM

## BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZÉRO

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin décembre 2024 Evol 1 an		
<b>Total logements commencés</b>	<b>4 800 lgts</b>	<b>-22,6%</b>	▼
Dont individuels purs	600 lgts	-33,8%	▼
Dont individuels groupés	300 lgts	-15,1%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	3 900 lgts	-20,9%	▼
<b>Total logements autorisés</b>	<b>4 500 lgts</b>	<b>-42,1%</b>	▼
Dont individuels purs	700 lgts	-22,6%	▼
Dont individuels groupés	400 lgts	+11,5%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	3 300 lgts	-48,3%	▼



Source :  
SDES, Sit@del2,  
estimations à fin janvier 2025

Avertissement : Dans les tableaux,  
en raison des arrondis, des totaux  
peuvent légèrement différer de la  
somme des éléments qui les  
composent.

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 3 <sup>e</sup> trimestre 2024 Evol 1 an		
<b>Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ</b>	<b>20,07 M€</b>	<b>+18,3%</b>	▲
<b>Nombre d'ÉCO-PTZ</b>	<b>821 ÉCO-PTZ</b>	<b>+2,9%</b>	▲



Prêts à 0% PTZ+	3 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
<b>Nombre de prêts délivrés dans le neuf</b>	<b>284</b>	<b>+44,9%</b>	▲
<b>Nombre de prêts délivrés dans l'ancien</b>	<b>17</b>		



L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 50 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

Sources :  
SGFGAS (données brutes)

## BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

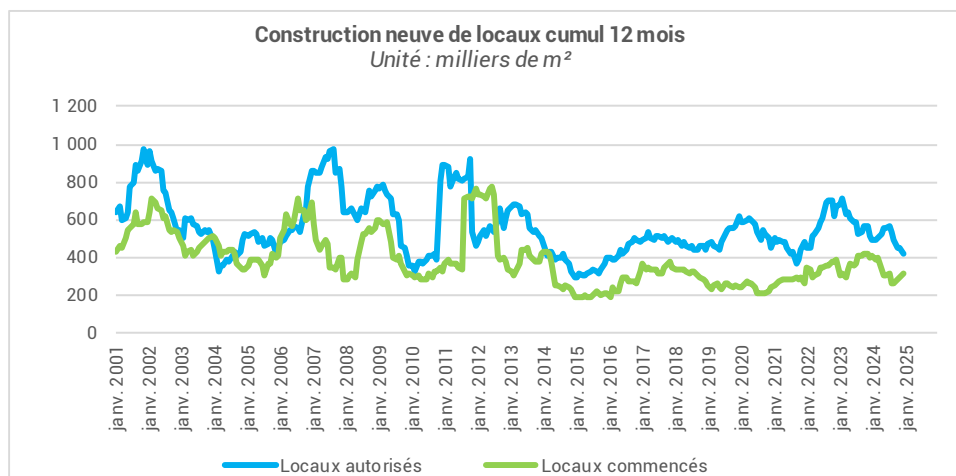
La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2024 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	319 mill. m <sup>2</sup>	-20,3%	▼
Total locaux autorisés	415 mill. m <sup>2</sup>	-19,5%	▼

**-20,3%**

EN 1 AN

**DES MISES EN CHANTIER**

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2024)

**319 mill. m<sup>2</sup>****-19,5%**

EN 1 AN

**DES AUTORISATIONS**

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2024)

**415 mill. m<sup>2</sup>**

Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	319 mill. m <sup>2</sup>	-20,3%	▼
Bâtiments agricoles	9 mill. m <sup>2</sup>	-52,9%	▼
Secteur privé non agricole	218 mill. m <sup>2</sup>	-22,8%	▼
Dont locaux industriels	27 mill. m <sup>2</sup>	-49,0%	▼
Dont commerces	46 mill. m <sup>2</sup>	-39,3%	▼
Dont bureaux	42 mill. m <sup>2</sup>	-53,2%	▼
Dont entrepôts	95 mill. m <sup>2</sup>	+128,9%	▲
Dont autres locaux	7 mill. m <sup>2</sup>	-65,3%	▼
Secteur public	93 mill. m <sup>2</sup>	-7,2%	▼

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	415 mill. m <sup>2</sup>	-19,5%	▼
Bâtiments agricoles	33 mill. m <sup>2</sup>	-15,8%	▼
Secteur privé non agricole	244 mill. m <sup>2</sup>	-32,8%	▼
Dont locaux industriels	46 mill. m <sup>2</sup>	-17,2%	▼
Dont commerces	48 mill. m <sup>2</sup>	-50,9%	▼
Dont bureaux	71 mill. m <sup>2</sup>	-25,0%	▼
Dont entrepôts	34 mill. m <sup>2</sup>	-41,8%	▼
Dont autres locaux	45 mill. m <sup>2</sup>	-20,9%	▼
Secteur public	139 mill. m <sup>2</sup>	+21,7%	▲

**Avertissement :** les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

## MATÉRIAUX | BPE

## La production de matériaux - Evol 1 an

## Production du mois

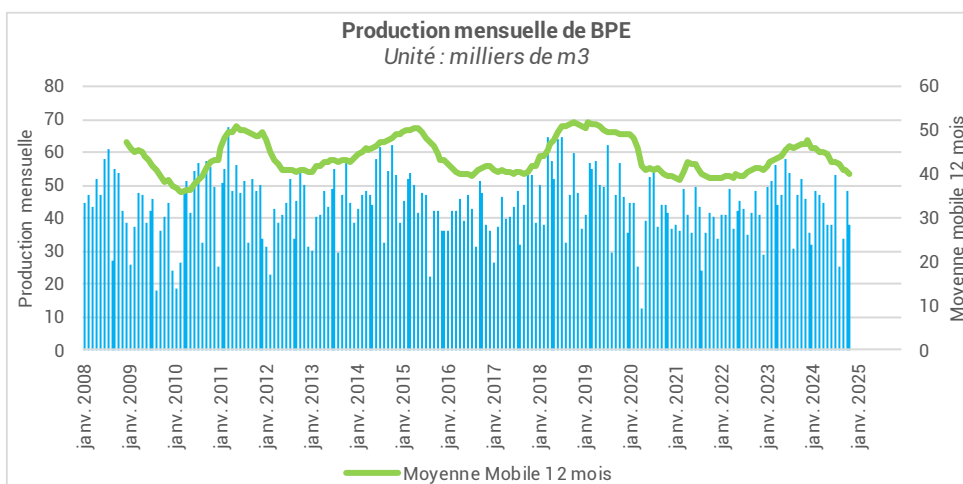
Production de BPE en novembre 2024	37 829 m3	-17,2%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et nov. 2024	445 967 m3	-16,8%	▼

**-16,8%**

entre janv. et nov. 2024

**PRODUCTION DE BPE**

EVOL 1AN

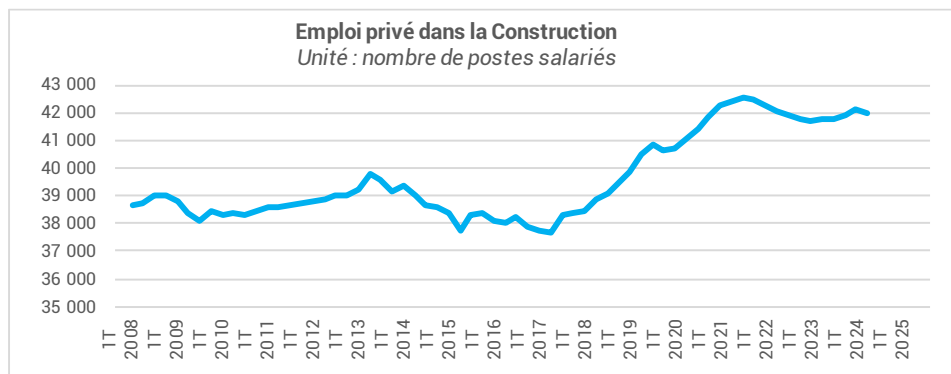
**445 967 m3**

## Sources :

UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

## APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉRIMAIRE

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	3 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	41 988 sal.	+0,5%	=

**+0,5%** =

EN 1 AN

**DE L'EMPLOI SALARIÉ**AU 3<sup>e</sup> TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)**41 988 sal.**

Sources :

ACOSS – URSSAF (données cvs)

Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

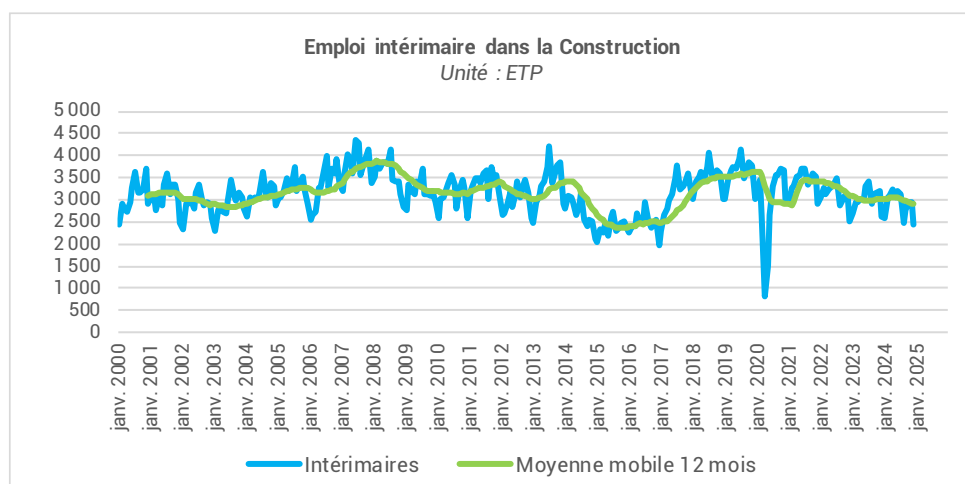
Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Décembre 2024 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Décembre 2024	2 447 ETP	-6,9%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Décembre 2024	2 773 ETP	-7,6%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Décembre 2024	2 908 ETP	-4,0%	▼

**-7,6%** ▼

EN 1 AN

**DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION**

MOYENNE 3 MOIS À FIN DÉC. 2024

**2 773 ETP**

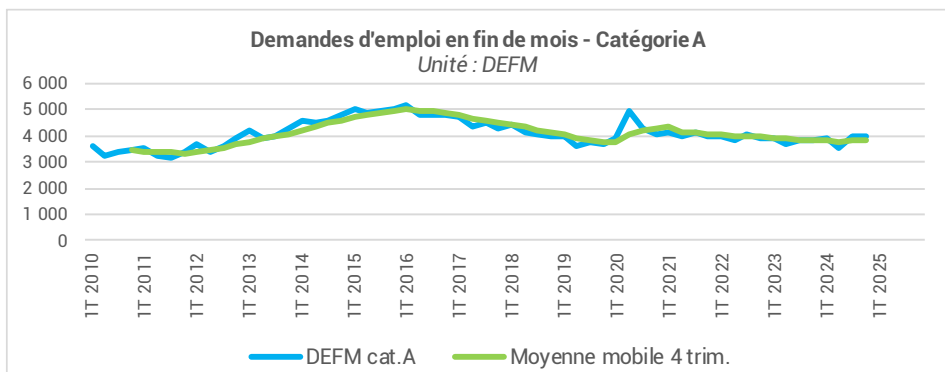
Sources :

DARES (données brutes – ETP)



## APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

Demands d'emplois en fin de mois (catégorie A)	4 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
DEFM Construction	3 953 DEFM	+4,0%	▲
DEFM tous secteurs économiques	64 116 DEFM	+5,4%	▲
% Construction / Ensemble de l'activité	6%	0,0 pt	=

**+4,0%**

EN 1 AN

**DES DEMANDES D'EMPLOI**AU 4<sup>e</sup> TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)**3 953 DEFM**

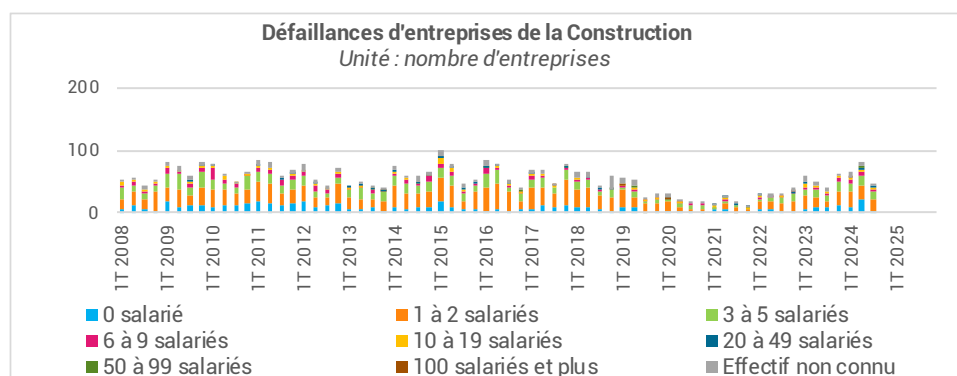
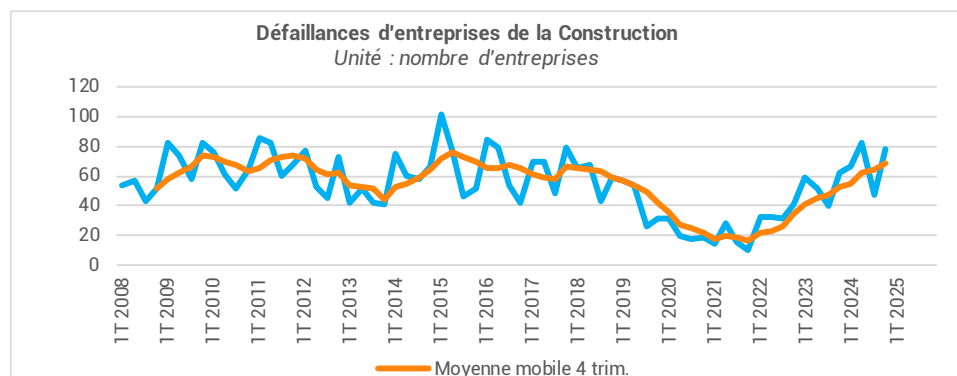
Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure

## APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	4 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	78 défaillances	+25,8%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	273 défaillances	+28,2%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	315 salariés	+75,0%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	1 127 salariés	+64,5%	▲

**+25,8%**

EN 1 AN

**DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.**AU 4<sup>e</sup> TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)**78 défaillances**

Sources :

Banque de France (données brutes)

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

## CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

	Essonne	Île-de-France
<b>Bâtiment résidentiel - construction neuve</b>		
<b>Logements mis en chantier</b> Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	+7,5% ▲ 5 900 lgts	-9,6% ▼ 42 800 lgts
<b>Logements autorisés</b> Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	-36,0% ▼ 5 500 lgts	-11,7% ▼ 54 100 lgts
<b>Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro</b>		
<b>Travaux liés à l'éco-PTZ</b> De janvier à la fin du 3 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1an), en M€	+22,5% ▲ 19,65 M€	+22,7% ▲ 101,34 M€
<b>Bâtiment non résidentiel - construction neuve</b>		
<b>Surface de locaux mis en chantier</b> Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m <sup>2</sup> , en date de prise en compte (DPC)	-10,9% ▼ 268 mill. m <sup>2</sup>	+7,7% ▲ 2 627 mill. m <sup>2</sup>
<b>Surface de locaux autorisés</b> Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m <sup>2</sup> , en date de prise en compte (DPC)	-10,9% ▼ 473 mill. m <sup>2</sup>	-0,5% = 4 014 mill. m <sup>2</sup>
<b>Matériaux</b>		
<b>Production BPE</b> Production de BPE entre janv. et nov. 2024 (évol 1 an), en m3	-20,3% ▼ 452 838 m3	-19,3% ▼ 4 485 360 m3
<b>Appareil de production</b>		
<b>Emplois salariés dans la construction</b> A la fin du 3 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)	-0,5% = 40 272 sal.	-0,7% = 358 472 sal.
<b>Intérimaires Construction</b> Moyenne 3 mois à fin Déc. 2024 (évol 1 an)	-12,7% ▼ 3 498 ETP	-11,1% ▼ 22 232 ETP
<b>Demandeurs d'emplois Bât. &amp; TP (cat. A)</b> Au 4 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)	+9,6% ▲ 3 648 DEFM	+4,2% ▲ 38 865 DEFM

## BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZERO

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin décembre 2024 Evol 1 an		
<b>Total logements commencés</b>	<b>5 900 lgts</b>	<b>+7,5%</b>	<b>▲</b>
Dont individuels purs	500 lgts	-41,2%	▼
Dont individuels groupés	400 lgts	+20,1%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	5 000 lgts	+16,3%	▲
<b>Total logements autorisés</b>	<b>5 500 lgts</b>	<b>-36,0%</b>	<b>▼</b>
Dont individuels purs	600 lgts	-34,2%	▼
Dont individuels groupés	400 lgts	-42,3%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	4 600 lgts	-35,6%	▼

**+7,5%** ▲

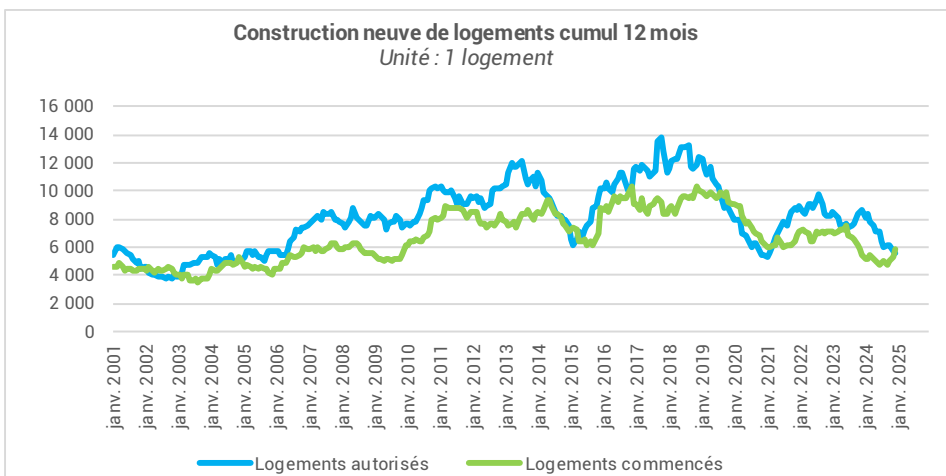
EN 1 AN  
**DES MISES EN CHANTIER**  
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2024)

**5 900 lgts**

**-36,0%** ▼

EN 1 AN  
**DES AUTORISATIONS**  
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2024)

**5 500 lgts**



Source :  
SDES, Sit@del2,  
estimations à fin janvier 2025

Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 3 <sup>e</sup> trimestre 2024 Evol 1 an		
<b>Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ</b>	<b>19,65 M €</b>	<b>+22,5%</b>	<b>▲</b>
<b>Nombre d'ÉCO-PTZ</b>	<b>890 ÉCO-PTZ</b>	<b>+17,3%</b>	<b>▲</b>

**+22,5%** ▲

DE JANVIER À FIN DU 3<sup>e</sup> TRIM. 2024  
**DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS**  
ÉCO-PTZ - ÉVOLUTION 1 AN

**19,65 M €**

Prêts à 0% PTZ+	3 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
<b>Nombre de prêts délivrés dans le neuf</b>	<b>215</b>	<b>+14,4%</b>	<b>▲</b>
<b>Nombre de prêts délivrés dans l'ancien</b>	<b>22</b>		

**+14,4%** ▲

EN 1 AN AU 3<sup>e</sup> TRIMESTRE 2024  
**PRETS A 0% PTZ+**  
**DISTRIBUÉS DANS LE NEUF**

**215 prêts**

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 50 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant.

Depuis le 1er janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

Sources :  
SGFGAS (données brutes)

## BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

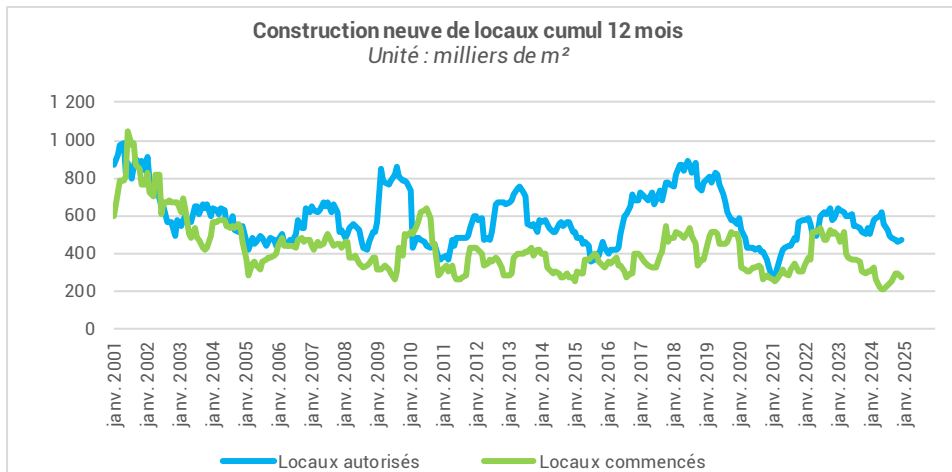
La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2024 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	268 mill. m <sup>2</sup>	-10,9%	▼
Total locaux autorisés	473 mill. m <sup>2</sup>	-10,9%	▼

**-10,9%**

EN 1 AN

**DES MISES EN CHANTIER**

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2024)

**268 mill. m<sup>2</sup>****-10,9%**

EN 1 AN

**DES AUTORISATIONS**

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2024)

**473 mill. m<sup>2</sup>**

Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	268 mill. m <sup>2</sup>	-10,9%	▼
Bâtiments agricoles	8 mill. m <sup>2</sup>	-45,6%	▼
Secteur privé non agricole	131 mill. m <sup>2</sup>	-41,4%	▼
Dont locaux industriels	24 mill. m <sup>2</sup>	-65,0%	▼
Dont commerces	24 mill. m <sup>2</sup>	-22,3%	▼
Dont bureaux	18 mill. m <sup>2</sup>	-44,0%	▼
Dont entrepôts	53 mill. m <sup>2</sup>	-36,4%	▼
Dont autres locaux	12 mill. m <sup>2</sup>	+28,0%	▲
Secteur public	129 mill. m <sup>2</sup>	+106,6%	▲

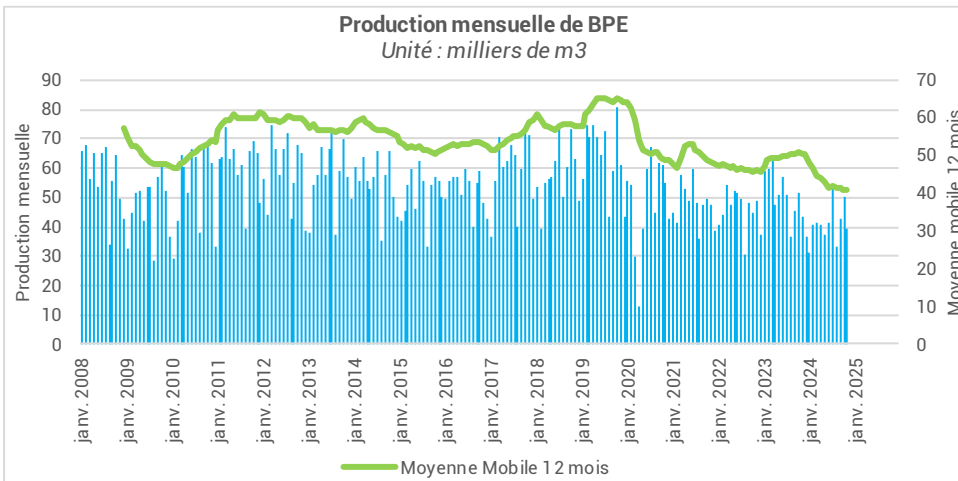
Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	473 mill. m <sup>2</sup>	-10,9%	▼
Bâtiments agricoles	10 mill. m <sup>2</sup>	-40,7%	▼
Secteur privé non agricole	292 mill. m <sup>2</sup>	-16,2%	▼
Dont locaux industriels	93 mill. m <sup>2</sup>	+0,4%	=
Dont commerces	38 mill. m <sup>2</sup>	-17,2%	▼
Dont bureaux	35 mill. m <sup>2</sup>	-58,8%	▼
Dont entrepôts	88 mill. m <sup>2</sup>	-17,3%	▼
Dont autres locaux	38 mill. m <sup>2</sup>	+104,9%	▲
Secteur public	171 mill. m <sup>2</sup>	+3,0%	▲

**Avertissement :** les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

## MATÉRIAUX | BPE

La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en novembre 2024	39 334 m3	-9,8%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et nov. 2024	452 838 m3	-20,3%	▼

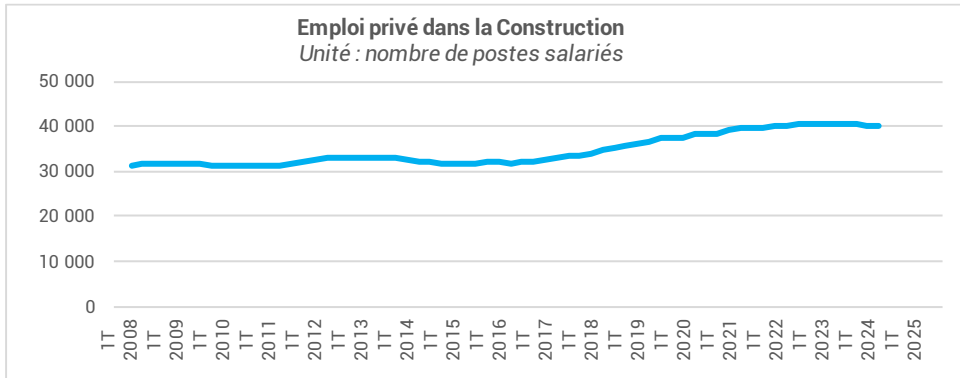
**-20,3%** ▼  
 entre janv. et nov. 2024  
**PRODUCTION DE BPE**  
 EVOL 1AN  
**452 838 m3**



Sources :  
 UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

## APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉRIMAIRE

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	3 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	40 272 sal.	-0,5%	=



**-0,5%** =

EN 1 AN  
**DE L'EMPLOI SALARIÉ**  
AU 3<sup>e</sup> TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

**40 272 sal.**

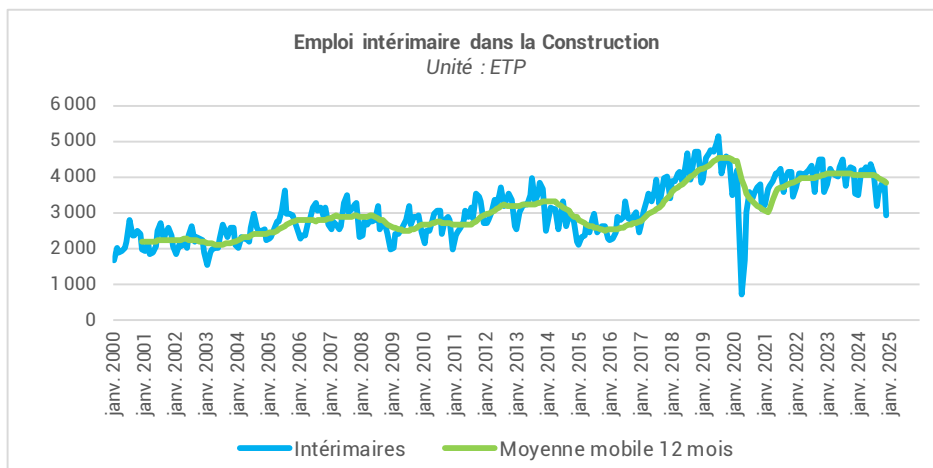
Sources :  
ACOSS – URSSAF (données cvs)  
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Décembre 2024 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Décembre 2024	2 915 ETP	-17,1%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Décembre 2024	3 498 ETP	-12,7%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Décembre 2024	3 822 ETP	-6,0%	▼

**-12,7%** ▼

EN 1 AN  
**DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION**  
MOYENNE 3 MOIS À FIN DÉC. 2024

**3 498 ETP**



Sources :  
DARES (données brutes – ETP)

## APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	4 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
DEFM Construction	3 648 DEFM	+9,6%	▲
DEFM tous secteurs économiques	56 821 DEFM	+6,4%	▲
% Construction / Ensemble de l'activité	6%	0,0 pt	=

**+9,6%** ▲

EN 1 AN

**DES DEMANDES D'EMPLOI**

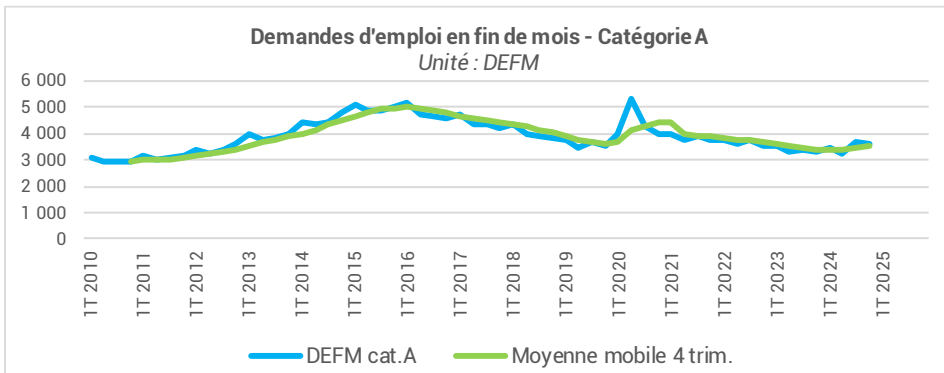
AU 4<sup>e</sup> TRIMESTRE 2024 (évol 1an)

**3 648 DEFM**

Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure



## APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	4 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	113 défaillances	+48,7%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	310 défaillances	+54,2%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	467 salariés	+118,2%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	1 160 salariés	+66,4%	▲

**+48,7%** ▲

EN 1 AN

**DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.**

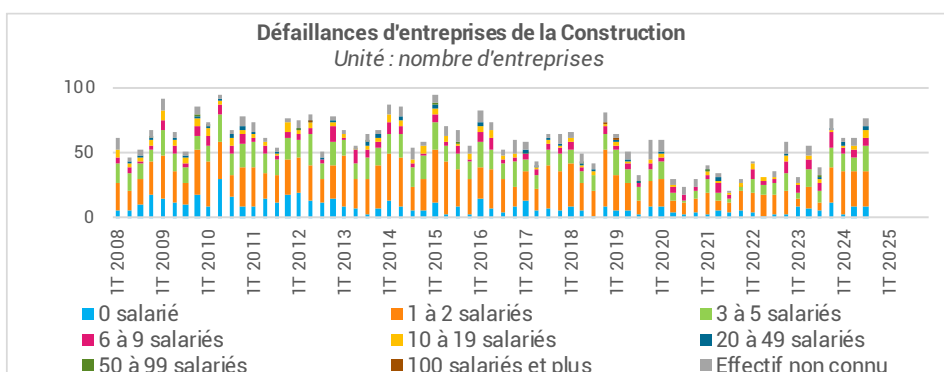
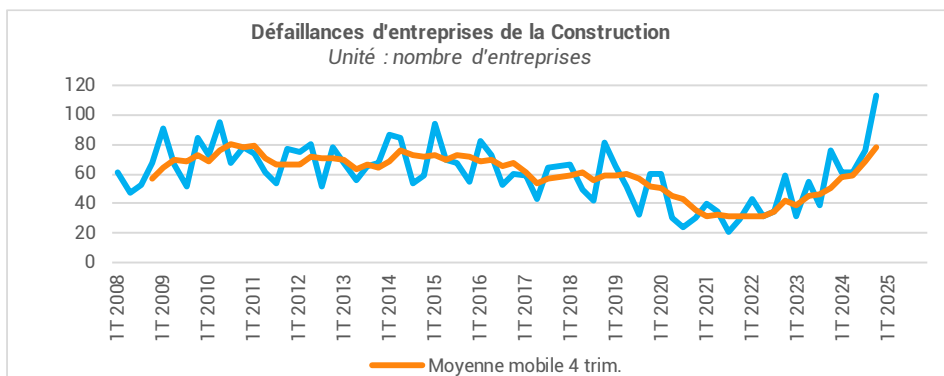
AU 4<sup>e</sup> TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

**113 défaillances**

Sources :

Banque de France (données brutes)

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.



## CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

	Hauts-de-Seine	Île-de-France
<b>Bâtiment résidentiel - construction neuve</b>		
<b>Logements mis en chantier</b> Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)	-5,1% ▼ 6 200 lgts	-9,6% ▼ 42 800 lgts
<b>Logements autorisés</b> Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)	+19,8% ▲ 10 300 lgts	-11,7% ▼ 54 100 lgts
<b>Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro</b>		
<b>Travaux liés à l'éco-PTZ</b> De janvier à la fin du 3 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an), en M€	+41,2% ▲ 8,58 M€	+22,7% ▲ 10 1,34 M€
<b>Bâtiment non résidentiel - construction neuve</b>		
<b>Surface de locaux mis en chantier</b> Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m <sup>2</sup> , en date de prise en compte (DPC)	+55,8% ▲ 439 mill. m <sup>2</sup>	+7,7% ▲ 2 627 mill. m <sup>2</sup>
<b>Surface de locaux autorisés</b> Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m <sup>2</sup> , en date de prise en compte (DPC)	+36,9% ▲ 416 mill. m <sup>2</sup>	-0,5% = 4 014 mill. m <sup>2</sup>
<b>Matériaux</b>		
<b>Production BPE</b> Production de BPE entre janv. et nov. 2024 (évol 1 an), en m <sup>3</sup>	-21,3% ▼ 871 117 m <sup>3</sup>	-19,3% ▼ 4 485 360 m <sup>3</sup>
<b>Appareil de production</b>		
<b>Emplois salariés dans la construction</b> A la fin du 3 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)	+0,9% = 46 943 sal.	-0,7% = 358 472 sal.
<b>Intérimaires Construction</b> Moyenne 3 mois à fin Déc. 2024 (évol 1 an)	-17,9% ▼ 2 639 ETP	-11,1% ▼ 22 232 ETP
<b>Demandeurs d'emplois Bât. &amp; TP (cat. A)</b> Au 4 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)	+3,8% ▲ 3 516 DEFM	+4,2% ▲ 38 865 DEFM



## BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZERO

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin décembre 2024 Evol 1 an		
<b>Total logements commencés</b>	<b>6 200 lgts</b>	<b>-5,1%</b>	<b>▼</b>
Dont individuels purs	100 lgts	-24,7%	▼
Dont individuels groupés	200 lgts	+19,6%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	5 900 lgts	-5,2%	▼
<b>Total logements autorisés</b>	<b>10 300 lgts</b>	<b>+19,8%</b>	<b>▲</b>
Dont individuels purs	200 lgts	-8,8%	▼
Dont individuels groupés	200 lgts	+105,1%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	9 900 lgts	+19,2%	▲

**-5,1%** ▼

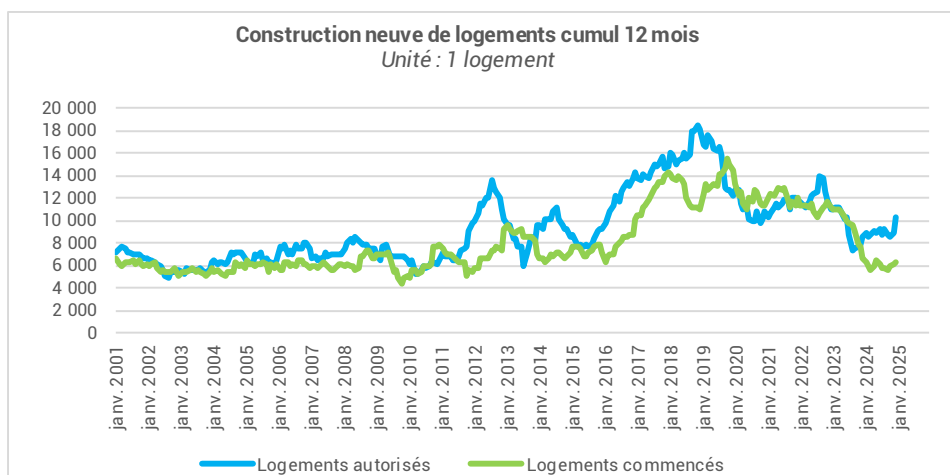
EN 1 AN  
**DES MISES EN CHANTIER**  
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2024)

**6 200 lgts**

**+19,8%** ▲

EN 1 AN  
**DES AUTORISATIONS**  
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2024)

**10 300 lgts**



Source :  
SDES, Sit@del2,  
estimations à fin janvier 2025

Avertissement : Dans les tableaux,  
en raison des arrondis, des totaux  
peuvent légèrement différer de la  
somme des éléments qui les  
composent.

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 3 <sup>e</sup> trimestre 2024 Evol 1 an		
<b>Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ</b>	<b>8,58 M€</b>	<b>+41,2%</b>	<b>▲</b>
<b>Nombre d'ÉCO-PTZ</b>	<b>344 ÉCO-PTZ</b>	<b>+22,9%</b>	<b>▲</b>

**+41,2%** ▲

DE JANVIER À FIN DU 3<sup>e</sup> TRIM. 2024  
**DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS**  
ÉCO-PTZ - ÉVOLUTION 1 AN

**8,58 M€**

Prêts à 0% PTZ+	3 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
<b>Nombre de prêts délivrés dans le neuf</b>	<b>388</b>	<b>+135,2%</b>	<b>▲</b>
<b>Nombre de prêts délivrés dans l'ancien</b>	<b>13</b>		

**+135,2%** ▲

EN 1 AN AU 3<sup>e</sup> TRIMESTRE 2024  
**PRETS A 0% PTZ+**  
**DISTRIBUÉS DANS LE NEUF**

**388 prêts**

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 50 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant.

Depuis le 1er janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

Sources :  
SGFGAS (données brutes)

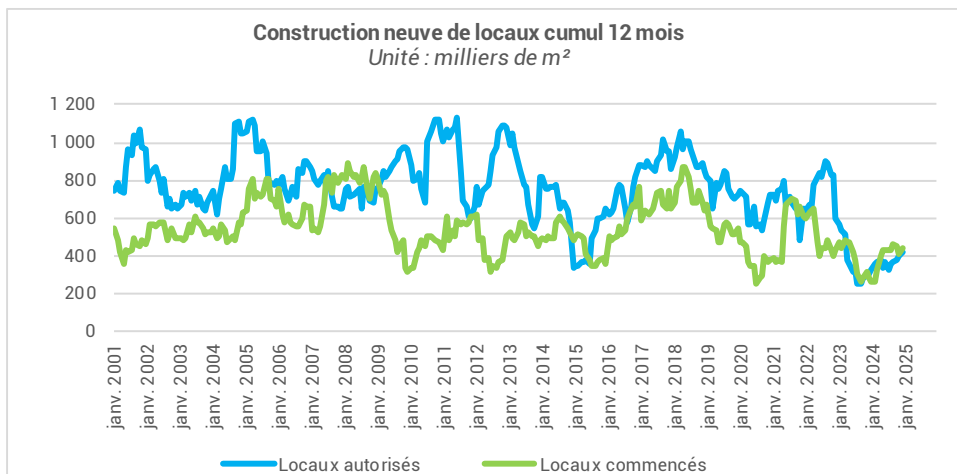
## BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2024 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	439 mill. m <sup>2</sup>	+55,8%	▲
Total locaux autorisés	416 mill. m <sup>2</sup>	+36,9%	▲

**+55,8%** ▲

EN 1 AN  
**DES MISES EN CHANTIER**  
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2024)

**439 mill. m<sup>2</sup>**



**+36,9%** ▲

EN 1 AN  
**DES AUTORISATIONS**  
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2024)

**416 mill. m<sup>2</sup>**

Sources :  
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	439 mill. m <sup>2</sup>	+55,8%	▲
Bâtiments agricoles	0 mill. m <sup>2</sup>	-4,6%	▼
Secteur privé non agricole	269 mill. m <sup>2</sup>	+35,7%	▲
Dont locaux industriels	5 mill. m <sup>2</sup>	-73,0%	▼
Dont commerces	31 mill. m <sup>2</sup>	+145,9%	▲
Dont bureaux	205 mill. m <sup>2</sup>	+60,0%	▲
Dont entrepôts	1 mill. m <sup>2</sup>	-90,8%	▼
Dont autres locaux	28 mill. m <sup>2</sup>	-11,8%	▼
Secteur public	170 mill. m <sup>2</sup>	+103,5%	▲

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	416 mill. m <sup>2</sup>	+36,9%	▲
Bâtiments agricoles	3 mill. m <sup>2</sup>	n.s.	
Secteur privé non agricole	194 mill. m <sup>2</sup>	-3,7%	▼
Dont locaux industriels	23 mill. m <sup>2</sup>	-46,9%	▼
Dont commerces	57 mill. m <sup>2</sup>	+50,4%	▲
Dont bureaux	69 mill. m <sup>2</sup>	-22,3%	▼
Dont entrepôts	9 mill. m <sup>2</sup>	n.s.	
Dont autres locaux	36 mill. m <sup>2</sup>	+16,3%	▲
Secteur public	219 mill. m <sup>2</sup>	+114,6%	▲

**Avertissement :** les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

## MATÉRIAUX | BPE

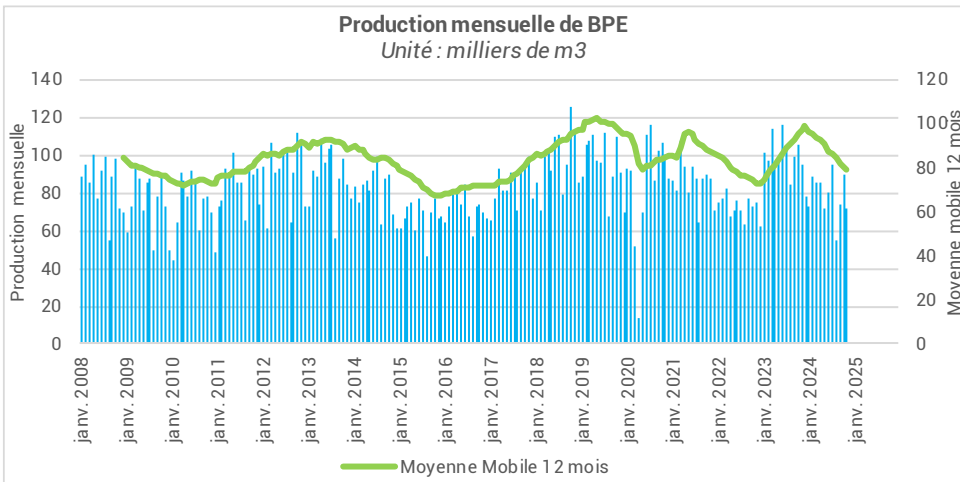
La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en novembre 2024	72 000 m3	-24,1%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et nov. 2024	871 117 m3	-21,3%	▼

**-21,3%** ▼

entre janv. et nov. 2024

**PRODUCTION DE BPE**  
EVOL 1AN

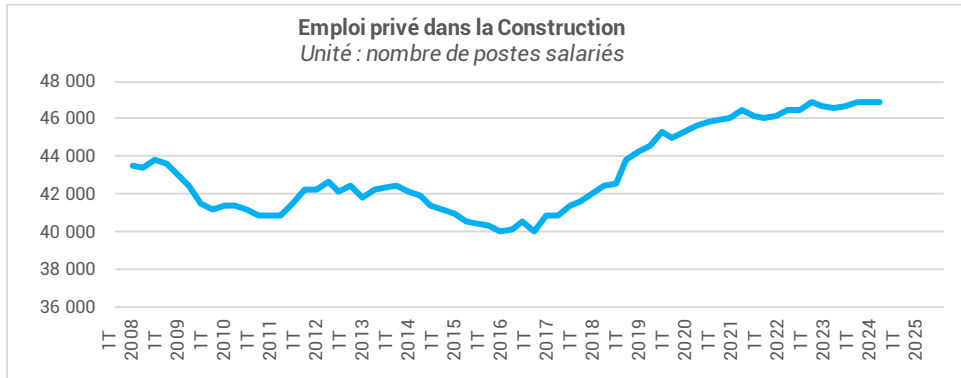
**871 117 m3**



Sources :  
UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

## APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉRIMAIRE

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	3 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	46 943 sal.	+0,9%	=



**+0,9%** =

EN 1 AN  
**DE L'EMPLOI SALARIÉ**  
AU 3<sup>e</sup> TRIMESTRE 2024 (évol 1an)

**46 943 sal.**

**Sources :**

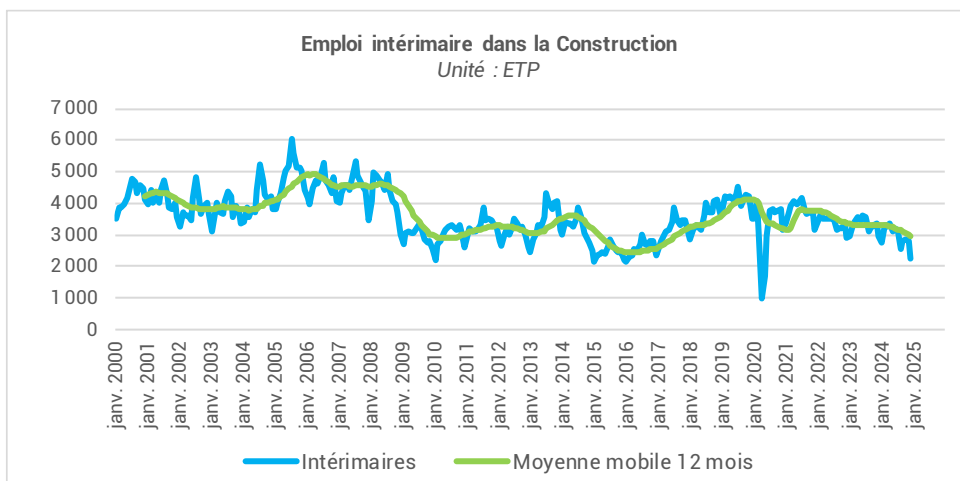
ACOSS – URSSAF (données cvs)  
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Décembre 2024 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Décembre 2024	2 250 ETP	-23,5%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Décembre 2024	2 639 ETP	-17,9%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Décembre 2024	2 961 ETP	-11,0%	▼

**-17,9%** ▼

EN 1 AN  
**DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION**  
MOYENNE 3 MOIS À FIN DÉC. 2024

**2 639 ETP**

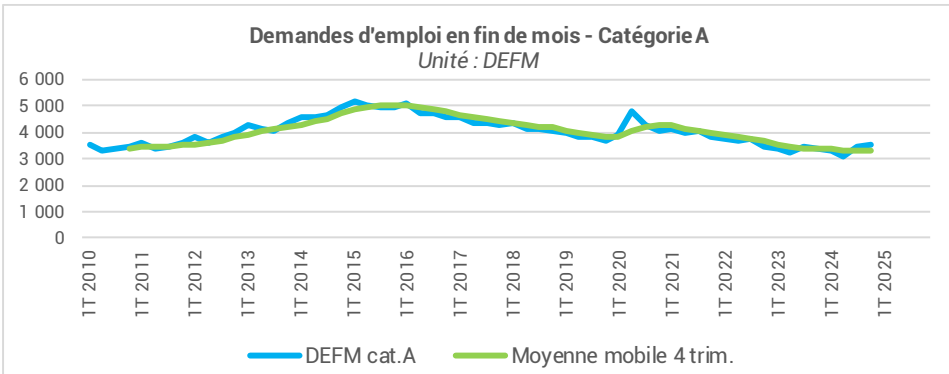


**Sources :**

DARES (données brutes – ETP)

## APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	4° trimestre 2024 - Evol 1 an		
DEFM Construction	3 516 DEFM	+3,8%	▲
DEFM tous secteurs économiques	76 063 DEFM	+8,0%	▲
% Construction / Ensemble de l'activité	5%	0,0 pt	=



**+3,8%** ▲

EN 1 AN

**DES DEMANDES D'EMPLOI**

AU 4° TRIMESTRE 2024 (évol 1an)

**3 516 DEFM**

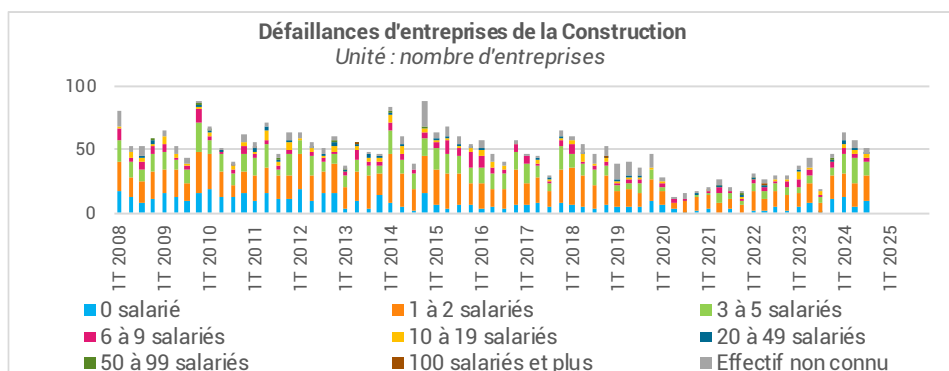
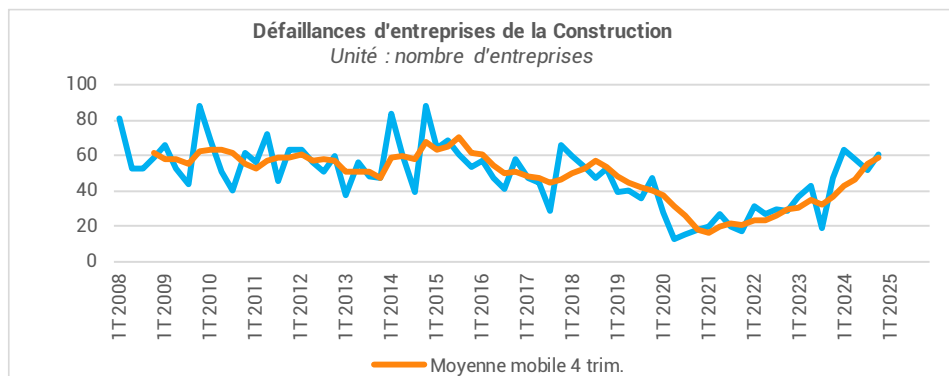
Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure

## APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	4° trimestre 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	61 défaillances	+29,8%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	234 défaillances	+60,3%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	205 salariés	+13,3%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	790 salariés	+42,1%	▲



**+29,8%** ▲

EN 1 AN

**DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.**

AU 4° TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

**61 défaillances**

Sources : Banque de France (données brutes)

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

## CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

	Seine-Saint-Denis	Île-de-France
<b>Bâtiment résidentiel - construction neuve</b>		
<b>Logements mis en chantier</b> Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	<b>-3,9%</b> ▼ 8 200 lgts	<b>-9,6%</b> ▼ 42 800 lgts
<b>Logements autorisés</b> Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	<b>-35,2%</b> ▼ 7 300 lgts	<b>-11,7%</b> ▼ 54 100 lgts
<b>Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro</b>		
<b>Travaux liés à l'éco-PTZ</b> De janvier à la fin du 3 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1an), en M€	<b>+33,2%</b> ▲ 6,88 M€	<b>+22,7%</b> ▲ 10 1,34 M€
<b>Bâtiment non résidentiel - construction neuve</b>		
<b>Surface de locaux mis en chantier</b> Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m <sup>2</sup> , en date de prise en compte (DPC)	<b>+91,1%</b> ▲ 595 mill. m <sup>2</sup>	<b>+7,7%</b> ▲ 2 627 mill. m <sup>2</sup>
<b>Surface de locaux autorisés</b> Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m <sup>2</sup> , en date de prise en compte (DPC)	<b>-15,1%</b> ▼ 505 mill. m <sup>2</sup>	<b>-0,5%</b> = 4 014 mill. m <sup>2</sup>
<b>Matériaux</b>		
<b>Production BPE</b> Production de BPE entre janv. et nov. 2024 (évol 1 an), en m3	<b>-29,2%</b> ▼ 626 156 m3	<b>-19,3%</b> ▼ 4 485 360 m3
<b>Appareil de production</b>		
<b>Emplois salariés dans la construction</b> A la fin du 3 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)	<b>-1,4%</b> ▼ 60 936 sal.	<b>-0,7%</b> = 358 472 sal.
<b>Intérimaires Construction</b> Moyenne 3 mois à fin Déc. 2024 (évol 1 an)	<b>-6,0%</b> ▼ 2 482 ETP	<b>-11,1%</b> ▼ 22 232 ETP
<b>Demandeurs d'emplois Bât. &amp; TP (cat. A)</b> Au 4 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)	<b>+4,4%</b> ▲ 8 820 DEFM	<b>+4,2%</b> ▲ 38 865 DEFM

## BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZERO

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin décembre 2024 Evol 1 an		
<b>Total logements commencés</b>	<b>8 200 lgts</b>	<b>-3,9%</b>	▼
Dont individuels purs	200 lgts	-16,3%	▼
Dont individuels groupés	200 lgts	-26,8%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	7 800 lgts	-2,8%	▼
<b>Total logements autorisés</b>	<b>7 300 lgts</b>	<b>-35,2%</b>	▼
Dont individuels purs	300 lgts	-0,6%	=
Dont individuels groupés	100 lgts	-48,3%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	6 800 lgts	-35,9%	▼

**-3,9%** ▼

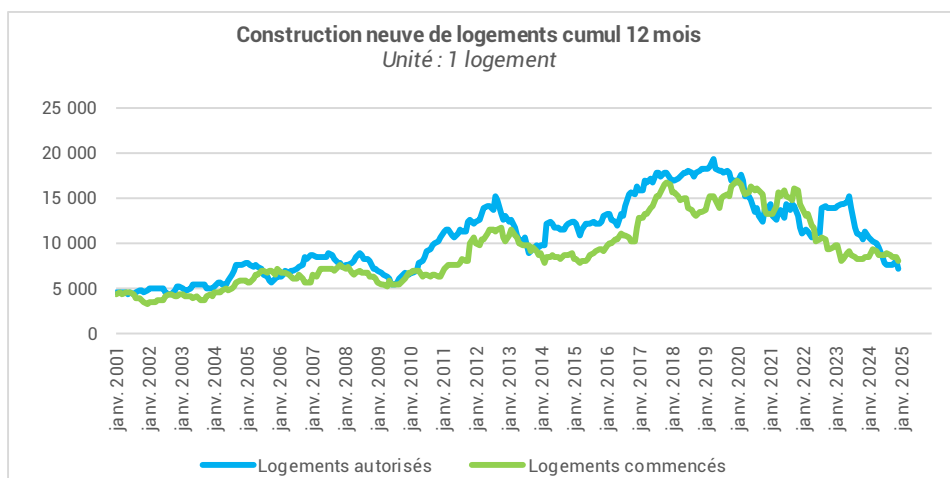
EN 1 AN  
**DES MISES EN CHANTIER**  
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2024)

**8 200 lgts**

**-35,2%** ▼

EN 1 AN  
**DES AUTORISATIONS**  
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2024)

**7 300 lgts**



Source :  
SDES, Sit@del2,  
estimations à fin janvier 2025

Avertissement : Dans les tableaux,  
en raison des arrondis, des totaux  
peuvent légèrement différer de la  
somme des éléments qui les  
composent.

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 3 <sup>e</sup> trimestre 2024 Evol 1 an		
<b>Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ</b>	<b>6,88 M €</b>	<b>+33,2%</b>	▲
<b>Nombre d'ÉCO-PTZ</b>	<b>301 ÉCO-PTZ</b>	<b>+21,4%</b>	▲

**+33,2%** ▲

DE JANVIER À FIN DU 3<sup>e</sup> TRIM. 2024  
**DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS**  
ÉCO-PTZ - ÉVOLUTION 1 AN

**6,88 M €**

Prêts à 0% PTZ+	3 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
<b>Nombre de prêts délivrés dans le neuf</b>	<b>515</b>	<b>+28,4%</b>	▲
<b>Nombre de prêts délivrés dans l'ancien</b>	<b>13</b>		

**+28,4%** ▲

EN 1 AN AU 3<sup>e</sup> TRIMESTRE 2024  
**PRETS A 0% PTZ+**  
**DISTRIBUÉS DANS LE NEUF**

**515 prêts**

Sources :  
SGFGAS (données brutes)

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 50 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant.

Depuis le 1er janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

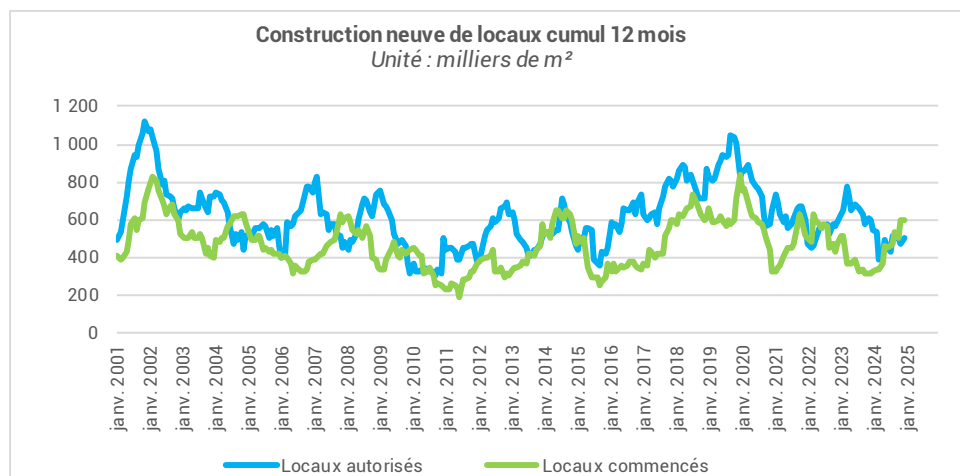
## BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2024 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	595 mill. m <sup>2</sup>	+91,1%	▲
Total locaux autorisés	505 mill. m <sup>2</sup>	-15,1%	▼

**+91,1%** ▲

EN 1 AN  
**DES MISES EN CHANTIER**  
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2024)

**595 mill. m<sup>2</sup>**



**-15,1%** ▼

EN 1 AN  
**DES AUTORISATIONS**  
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2024)

**505 mill. m<sup>2</sup>**

Sources :  
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	595 mill. m <sup>2</sup>	+91,1%	▲
Bâtiments agricoles	0 mill. m <sup>2</sup>	-94,0%	▼
Secteur privé non agricole	477 mill. m <sup>2</sup>	n.s.	
Dont locaux industriels	158 mill. m <sup>2</sup>	n.s.	
Dont commerces	34 mill. m <sup>2</sup>	-31,8%	▼
Dont bureaux	183 mill. m <sup>2</sup>	n.s.	
Dont entrepôts	95 mill. m <sup>2</sup>	n.s.	
Dont autres locaux	6 mill. m <sup>2</sup>	-74,5%	▼
Secteur public	117 mill. m <sup>2</sup>	-8,9%	▼

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	505 mill. m <sup>2</sup>	-15,1%	▼
Bâtiments agricoles	2 mill. m <sup>2</sup>	+114,1%	▲
Secteur privé non agricole	352 mill. m <sup>2</sup>	-14,7%	▼
Dont locaux industriels	72 mill. m <sup>2</sup>	-53,1%	▼
Dont commerces	48 mill. m <sup>2</sup>	-11,6%	▼
Dont bureaux	63 mill. m <sup>2</sup>	-42,5%	▼
Dont entrepôts	150 mill. m <sup>2</sup>	n.s.	
Dont autres locaux	18 mill. m <sup>2</sup>	-57,1%	▼
Secteur public	150 mill. m <sup>2</sup>	-16,8%	▼

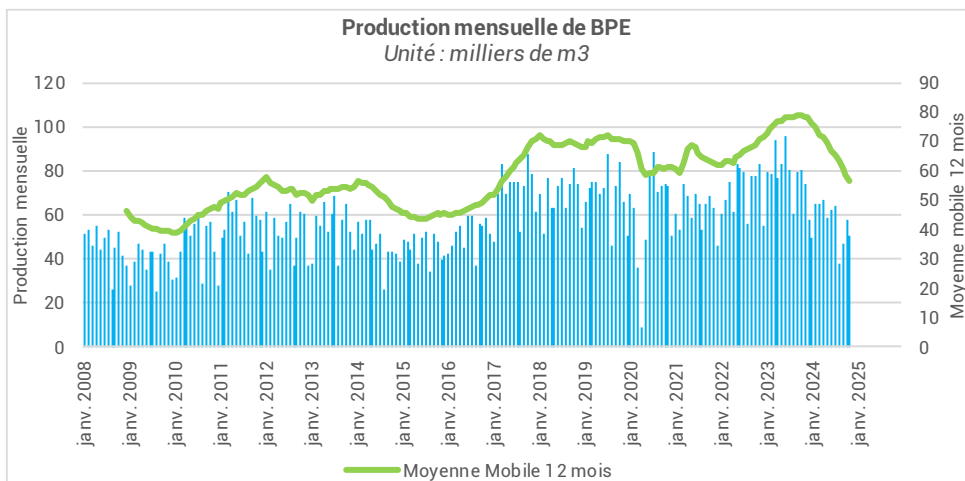
**Avertissement :** les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.



## MATÉRIAUX | BPE

La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en novembre 2024	50 504 m3	-32,1%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et nov. 2024	626 156 m3	-29,2%	▼

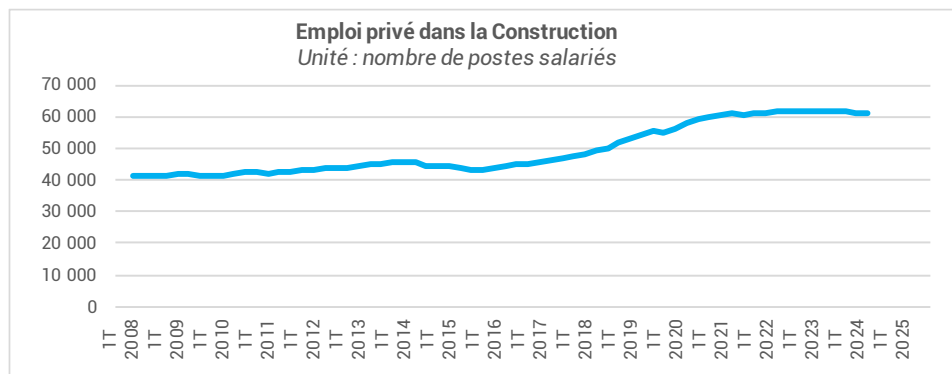
**-29,2%** ▼  
 entre janv. et nov. 2024  
**PRODUCTION DE BPE**  
 EVOL 1AN  
**626 156 m3**



Sources :  
 UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

## APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉRIMAIRE

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	3 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	60 936 sal.	-1,4%	▼



**-1,4%** ▼

EN 1 AN  
**DE L'EMPLOI SALARIÉ**  
AU 3<sup>e</sup> TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

**60 936 sal.**

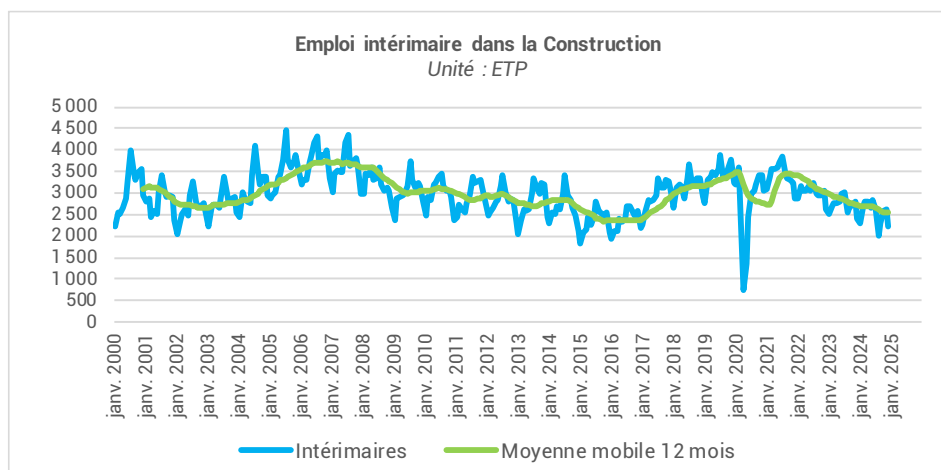
Sources :  
ACOSS – URSSAF (données cvs)  
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Décembre 2024 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Décembre 2024	2 237 ETP	-6,6%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Décembre 2024	2 482 ETP	-6,0%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Décembre 2024	2 538 ETP	-6,6%	▼

**-6,0%** ▼

EN 1 AN  
**DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION**  
MOYENNE 3 MOIS À FIN DÉC. 2024

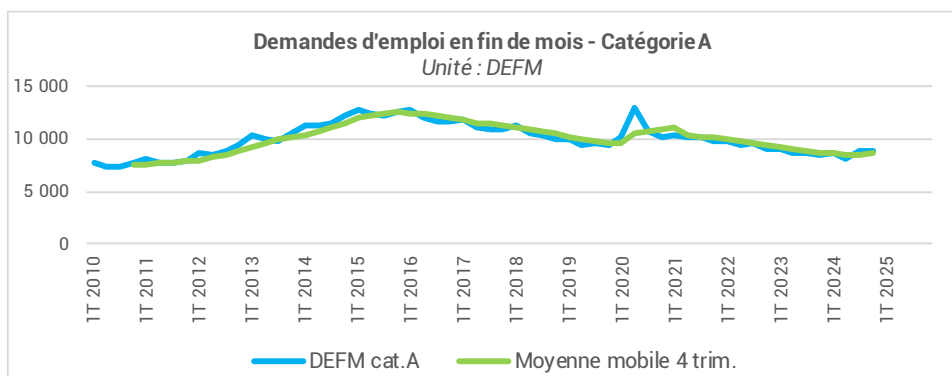
**2 482 ETP**



Sources :  
DARES (données brutes – ETP)

## APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	4° trimestre 2024 - Evol 1 an		
DEFM Construction	8 820 DEFM	+4,4%	▲
DEFM tous secteurs économiques	112 153 DEFM	+3,7%	▲
% Construction / Ensemble de l'activité	8%	0,0 pt	=



**+4,4%** ▲

EN 1 AN  
**DES DEMANDES D'EMPLOI**  
AU 4° TRIMESTRE 2024 (évol 1an)

**8 820 DEFM**

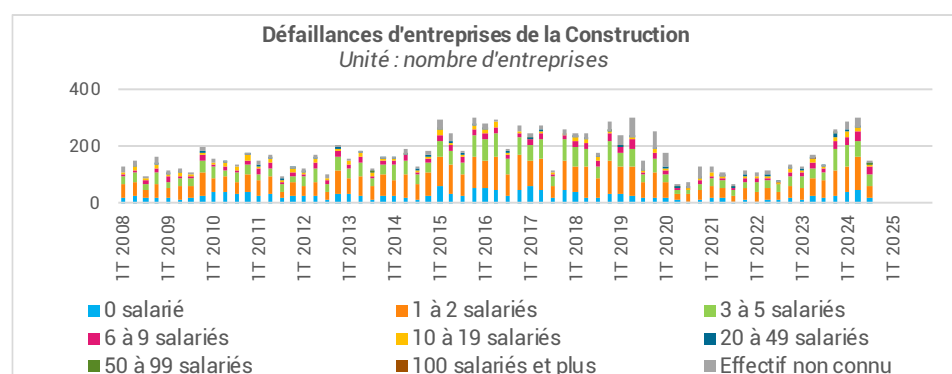
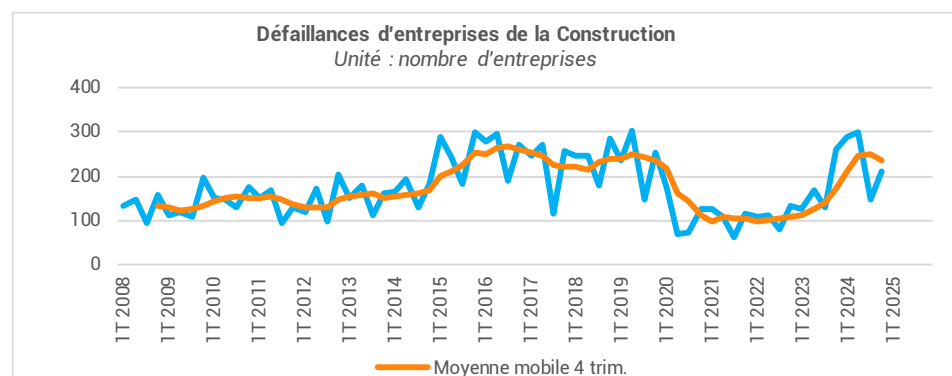
Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure

## APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	4° trimestre 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	212 défaillances	-19,7%	▼
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	951 défaillances	+38,6%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	1 021 salariés	-7,5%	▼
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	3 564 salariés	+23,6%	▲



**-19,7%** ▼

EN 1 AN  
**DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.**  
AU 4° TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

**212 défaillances**

Sources : Banque de France (données brutes)

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

## CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

	Val-de-Marne	Île-de-France
<b>Bâtiment résidentiel - construction neuve</b>		
<b>Logements mis en chantier</b> Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)	<b>-17,2%</b> ▼ 7 400 lgts	<b>-9,6%</b> ▼ 42 800 lgts
<b>Logements autorisés</b> Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)	<b>+17,7%</b> ▲ 12 200 lgts	<b>-11,7%</b> ▼ 54 100 lgts
<b>Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro</b>		
<b>Travaux liés à l'éco-PTZ</b> De janvier à la fin du 3 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an), en M€	<b>+15,2%</b> ▲ 8,64 M€	<b>+22,7%</b> ▲ 101,34 M€
<b>Bâtiment non résidentiel - construction neuve</b>		
<b>Surface de locaux mis en chantier</b> Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m <sup>2</sup> , en date de prise en compte (DPC)	<b>-23,2%</b> ▼ 210 mill. m <sup>2</sup>	<b>+7,7%</b> ▲ 2 627 mill. m <sup>2</sup>
<b>Surface de locaux autorisés</b> Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m <sup>2</sup> , en date de prise en compte (DPC)	<b>+34,0%</b> ▲ 467 mill. m <sup>2</sup>	<b>-0,5%</b> = 4 014 mill. m <sup>2</sup>
<b>Matériaux</b>		
<b>Production BPE</b> Production de BPE entre janv. et nov. 2024 (évol 1 an), en m <sup>3</sup>	<b>-17,6%</b> ▼ 479 065 m <sup>3</sup>	<b>-19,3%</b> ▼ 4 485 360 m <sup>3</sup>
<b>Appareil de production</b>		
<b>Emplois salariés dans la construction</b> A la fin du 3 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)	<b>-1,9%</b> ▼ 44 656 sal.	<b>-0,7%</b> = 358 472 sal.
<b>Intérimaires Construction</b> Moyenne 3 mois à fin Déc. 2024 (évol 1 an)	<b>-10,9%</b> ▼ 3 411 ETP	<b>-11,1%</b> ▼ 22 232 ETP
<b>Demandeurs d'emplois Bât. &amp; TP (cat. A)</b> Au 4 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)	<b>+4,8%</b> ▲ 4 371 DEFM	<b>+4,2%</b> ▲ 38 865 DEFM

## BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZÉRO

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin décembre 2024 Evol 1 an		
<b>Total logements commencés</b>	<b>7 400 lgts</b>	<b>-17,2%</b>	<b>▼</b>
Dont individuels purs	200 lgts	-27,7%	▼
Dont individuels groupés	100 lgts	+2,9%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	7 100 lgts	-17,1%	▼
<b>Total logements autorisés</b>	<b>12 200 lgts</b>	<b>+17,7%</b>	<b>▲</b>
Dont individuels purs	300 lgts	-18,0%	▼
Dont individuels groupés	200 lgts	+25,0%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	11 800 lgts	+18,8%	▲

**-17,2%**

EN 1 AN

**DES MISES EN CHANTIER**

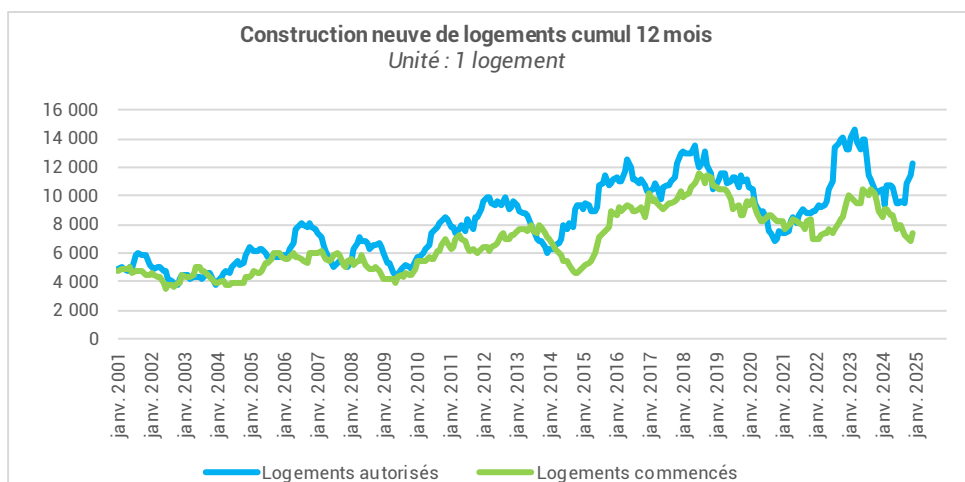
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2024)

**7 400 lgts****+17,7%**

EN 1 AN

**DES AUTORISATIONS**

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2024)

**12 200 lgts**

Source :

SDES, Sit@del2,

estimations à fin janvier 2025

Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 3 <sup>e</sup> trimestre 2024 Evol 1 an		
<b>Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ</b>	<b>8,64 M €</b>	<b>+15,2%</b>	<b>▲</b>
<b>Nombre d'ÉCO-PTZ</b>	<b>362 ÉCO-PTZ</b>	<b>+7,1%</b>	<b>▲</b>

**+15,2%**DE JANVIER À FIN DU 3<sup>e</sup> TRIM. 2024**DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS**

ÉCO-PTZ - ÉVOLUTION 1AN

**8,64 M €**

Prêts à 0% PTZ+	3 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
<b>Nombre de prêts délivrés dans le neuf</b>	<b>389</b>	<b>+61,4%</b>	<b>▲</b>
<b>Nombre de prêts délivrés dans l'ancien</b>	<b>23</b>		

**+61,4%**EN 1 AN AU 3<sup>e</sup> TRIMESTRE 2024**PRETS A 0% PTZ+****DISTRIBUÉS DANS LE NEUF****389 prêts**

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 50 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

Sources :

SGFGAS (données brutes)

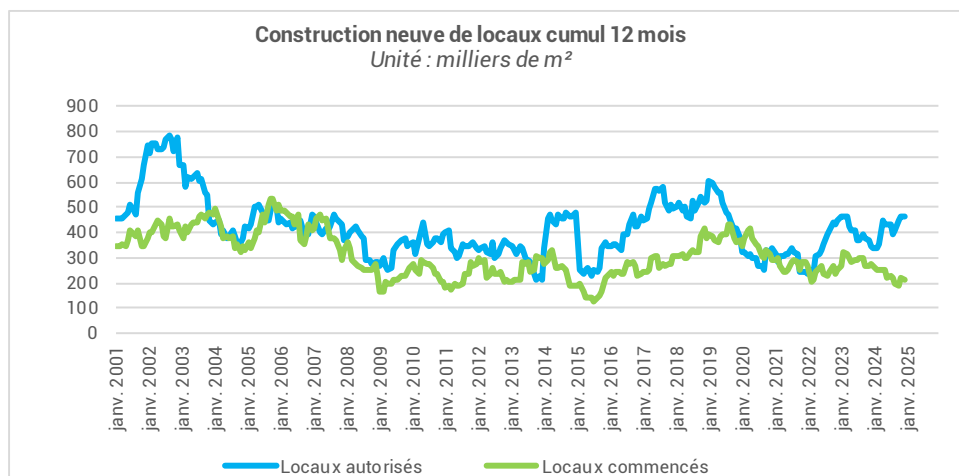
## BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2024 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	210 mill. m <sup>2</sup>	-23,2%	▼
Total locaux autorisés	467 mill. m <sup>2</sup>	+34,0%	▲

**-23,2%** ▼

EN 1 AN  
**DES MISES EN CHANTIER**  
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2024)

**210 mill. m<sup>2</sup>**



**+34,0%** ▲

EN 1 AN  
**DES AUTORISATIONS**  
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2024)

**467 mill. m<sup>2</sup>**

Sources :  
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	210 mill. m <sup>2</sup>	-23,2%	▼
Bâtiments agricoles	2 mill. m <sup>2</sup>	-10,5%	▼
Secteur privé non agricole	162 mill. m <sup>2</sup>	-18,8%	▼
Dont locaux industriels	51 mill. m <sup>2</sup>	n.s.	
Dont commerces	26 mill. m <sup>2</sup>	+5,9%	▲
Dont bureaux	34 mill. m <sup>2</sup>	-74,7%	▼
Dont entrepôts	32 mill. m <sup>2</sup>	+21,3%	▲
Dont autres locaux	18 mill. m <sup>2</sup>	n.s.	
Secteur public	46 mill. m <sup>2</sup>	-35,8%	▼

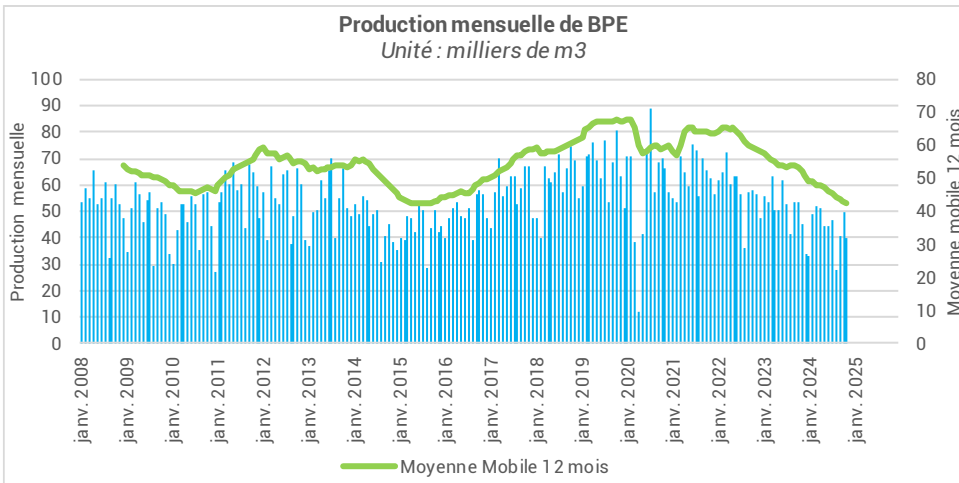
Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	467 mill. m <sup>2</sup>	+34,0%	▲
Bâtiments agricoles	0 mill. m <sup>2</sup>	-90,0%	▼
Secteur privé non agricole	372 mill. m <sup>2</sup>	+77,7%	▲
Dont locaux industriels	62 mill. m <sup>2</sup>	+9,4%	▲
Dont commerces	52 mill. m <sup>2</sup>	+25,4%	▲
Dont bureaux	137 mill. m <sup>2</sup>	+71,8%	▲
Dont entrepôts	49 mill. m <sup>2</sup>	+149,7%	▲
Dont autres locaux	72 mill. m <sup>2</sup>	n.s.	
Secteur public	95 mill. m <sup>2</sup>	-29,7%	▼

**Avertissement :** les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

## MATÉRIAUX | BPE

La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en novembre 2024	39 653 m3	-12,8%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et nov. 2024	479 065 m3	-17,6%	▼

**-17,6%** ▼  
 entre janv. et nov. 2024  
**PRODUCTION DE BPE**  
 EVOL 1AN  
**479 065 m3**



Sources :  
 UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

## APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉRIMAIRE

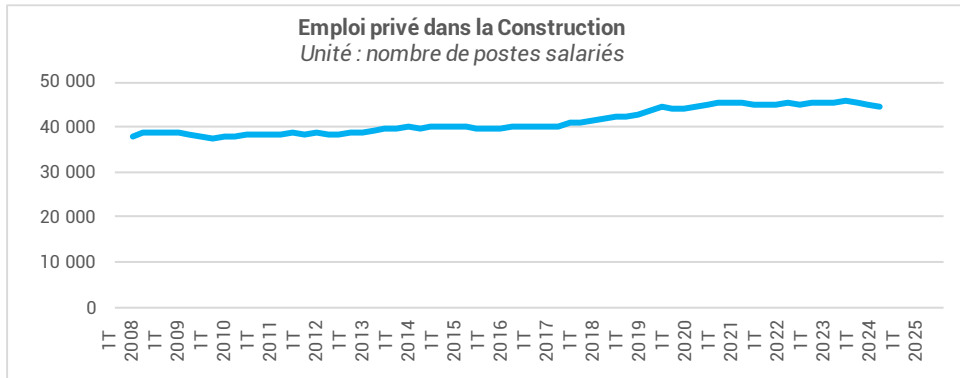
Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	3 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	44 656 sal.	-1,9%	▼

**-1,9%** ▼

EN 1 AN  
**DE L'EMPLOI SALARIÉ**  
AU 3<sup>e</sup> TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

**44 656 sal.**

Sources :  
ACOSS – URSSAF (données cvs)  
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

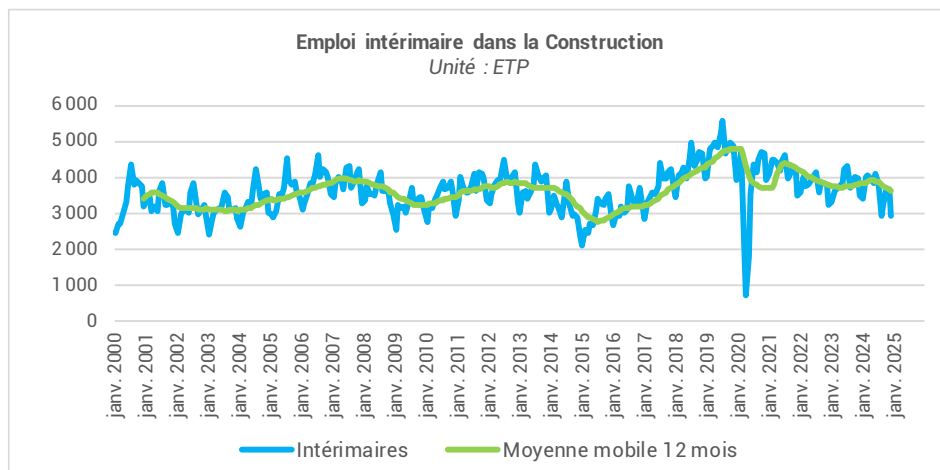


Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Décembre 2024 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Décembre 2024	2 946 ETP	-15,9%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Décembre 2024	3 411 ETP	-10,9%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Décembre 2024	3 634 ETP	-4,9%	▼

**-10,9%** ▼

EN 1 AN  
**DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION**  
MOYENNE 3 MOIS À FIN DÉC. 2024

**3 411 ETP**

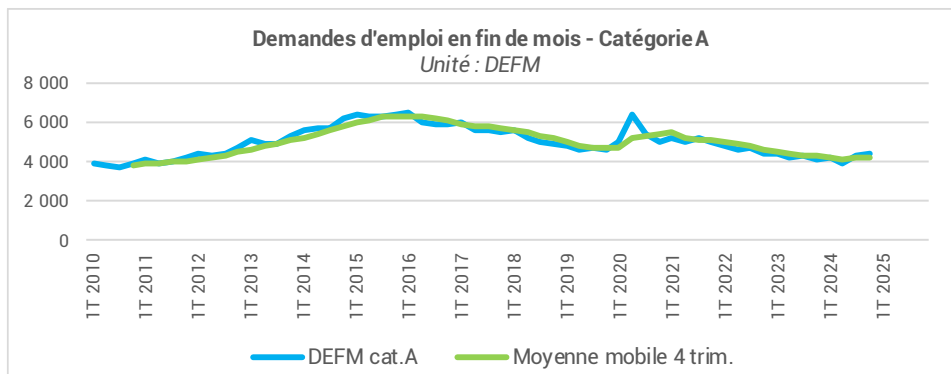


Sources :  
DARES (données brutes – ETP)



## APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	4° trimestre 2024 - Evol 1 an		
DEFM Construction	4 371 DEFM	+4,8%	▲
DEFM tous secteurs économiques	70 709 DEFM	+4,8%	▲
% Construction / Ensemble de l'activité	6%	0,0 pt	=



**+4,8%** ▲

EN 1 AN  
**DES DEMANDES D'EMPLOI**  
AU 4° TRIMESTRE 2024 (évol 1an)

**4 371 DEFM**

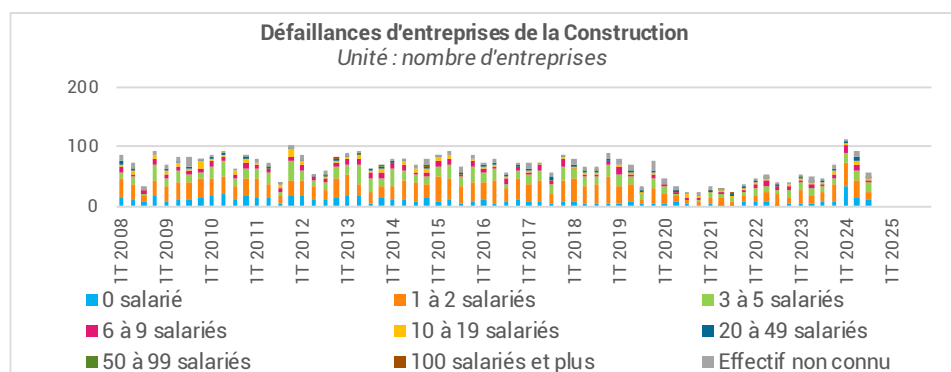
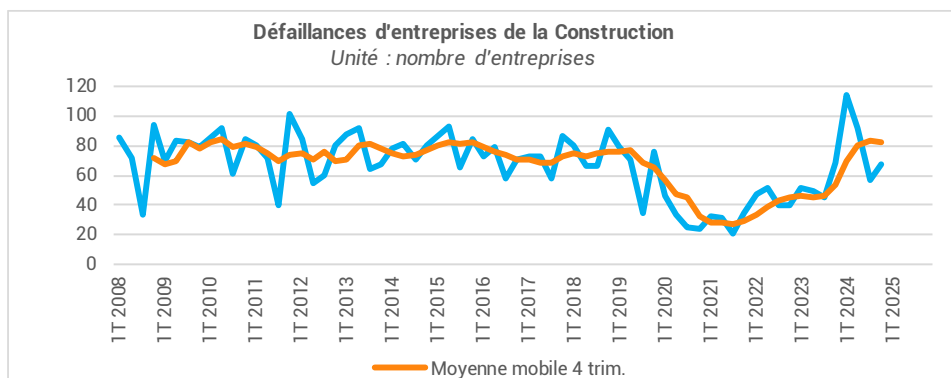
Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure

## APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	4° trimestre 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	68 défaillances	-1,4%	▼
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	330 défaillances	+53,5%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	413 salariés	+63,2%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	1 397 salariés	+59,7%	▲



**-1,4%** ▼

EN 1 AN  
**DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.**  
AU 4° TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

**68 défaillances**

Sources : Banque de France (données brutes)

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

## CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

	Val-d'Oise	Île-de-France
<b>Bâtiment résidentiel - construction neuve</b>		
<b>Logements mis en chantier</b> Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)	<b>-11,5%</b> ▼ 3 800 lgts	<b>-9,6%</b> ▼ 42 800 lgts
<b>Logements autorisés</b> Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)	<b>-34,1%</b> ▼ 4 100 lgts	<b>-11,7%</b> ▼ 54 100 lgts
<b>Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro</b>		
<b>Travaux liés à l'éco-PTZ</b> De janvier à la fin du 3 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an), en M€	<b>+12,2%</b> ▲ 10,56 M€	<b>+22,7%</b> ▲ 101,34 M€
<b>Bâtiment non résidentiel - construction neuve</b>		
<b>Surface de locaux mis en chantier</b> Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m <sup>2</sup> , en date de prise en compte (DPC)	<b>+50,9%</b> ▲ 331 mill. m <sup>2</sup>	<b>+7,7%</b> ▲ 2 627 mill. m <sup>2</sup>
<b>Surface de locaux autorisés</b> Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m <sup>2</sup> , en date de prise en compte (DPC)	<b>-2,5%</b> ▼ 591 mill. m <sup>2</sup>	<b>-0,5%</b> = 4 014 mill. m <sup>2</sup>
<b>Matériaux</b>		
<b>Production BPE</b> Production de BPE entre janv. et nov. 2024 (évol 1 an), en m3	<b>+4,2%</b> ▲ 398 633 m3	<b>-19,3%</b> ▼ 4 485 360 m3
<b>Appareil de production</b>		
<b>Emplois salariés dans la construction</b> A la fin du 3 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)	<b>-0,2%</b> = 38 348 sal.	<b>-0,7%</b> = 358 472 sal.
<b>Intérimaires Construction</b> Moyenne 3 mois à fin Déc. 2024 (évol 1 an)	<b>-7,7%</b> ▼ 2 116 ETP	<b>-11,1%</b> ▼ 22 232 ETP
<b>Demandeurs d'emplois Bât. &amp; TP (cat. A)</b> Au 4 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)	<b>+1,8%</b> ▲ 4 460 DEFM	<b>+4,2%</b> ▲ 38 865 DEFM

## BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZÉRO

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin décembre 2024 Evol 1 an		
<b>Total logements commencés</b>	<b>3 800 lgts</b>	<b>-11,5%</b>	▼
Dont individuels purs	400 lgts	-32,8%	▼
Dont individuels groupés	200 lgts	-4,2%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	3 100 lgts	-8,5%	▼
<b>Total logements autorisés</b>	<b>4 100 lgts</b>	<b>-34,1%</b>	▼
Dont individuels purs	500 lgts	-12,0%	▼
Dont individuels groupés	300 lgts	-32,9%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	3 400 lgts	-36,5%	▼

**-11,5%**

EN 1 AN

**DES MISES EN CHANTIER**

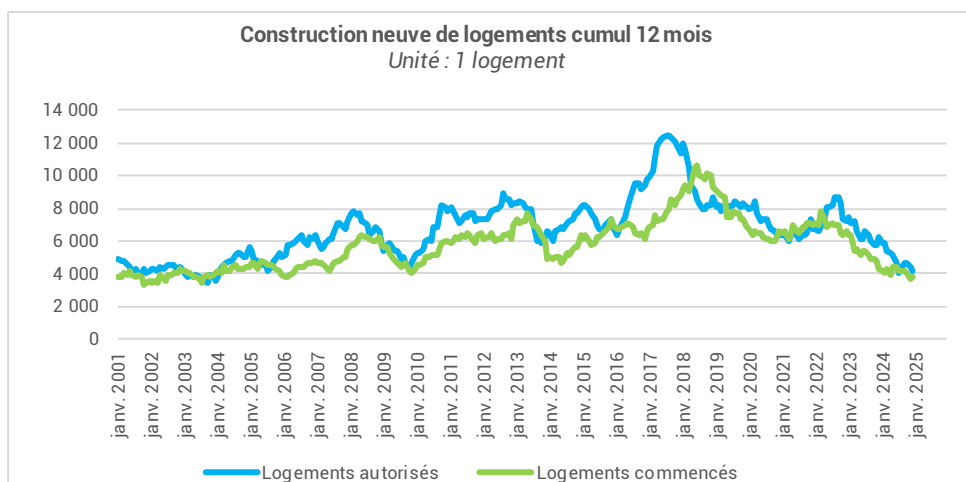
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2024)

**3 800 lgts****-34,1%**

EN 1 AN

**DES AUTORISATIONS**

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2024)

**4 100 lgts**

Source :

SDES, Sit@del2,

estimations à fin janvier 2025

Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 3 <sup>e</sup> trimestre 2024 Evol 1 an		
<b>Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ</b>	<b>10,56 M€</b>	<b>+12,2%</b>	▲
<b>Nombre d'ÉCO-PTZ</b>	<b>535 ÉCO-PTZ</b>	<b>+7,6%</b>	▲

**+12,2%**DE JANVIER À FIN DU 3<sup>e</sup> TRIM. 2024**DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS**

ÉCO-PTZ - ÉVOLUTION 1 AN

**10,56 M€**

Prêts à 0% PTZ+	3 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
<b>Nombre de prêts délivrés dans le neuf</b>	<b>302</b>	<b>+44,5%</b>	▲
<b>Nombre de prêts délivrés dans l'ancien</b>	<b>9</b>		

**+44,5%**EN 1 AN AU 3<sup>e</sup> TRIMESTRE 2024**PRETS A 0% PTZ+****DISTRIBUÉS DANS LE NEUF****302 prêts**

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 50 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

Sources :

SGFGAS (données brutes)

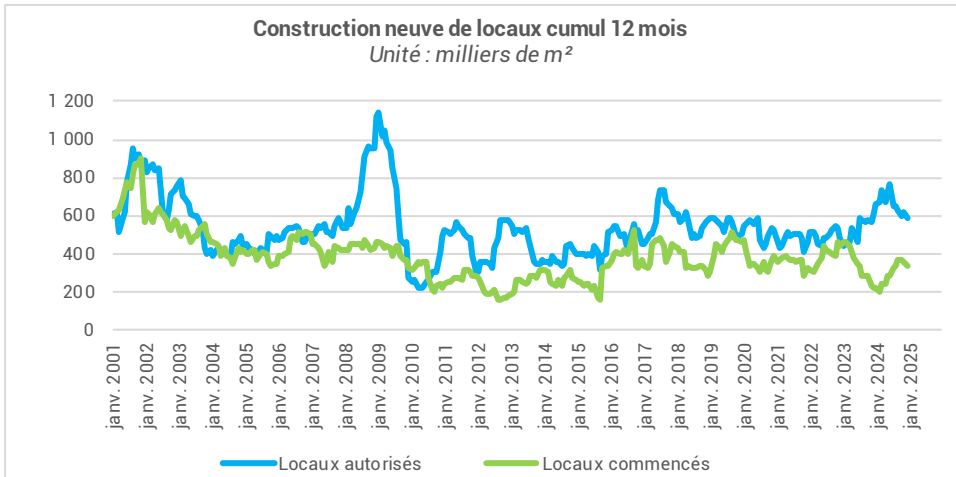
## BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2024 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	331 mill. m <sup>2</sup>	+50,9%	▲
Total locaux autorisés	591 mill. m <sup>2</sup>	-2,5%	▼

**+50,9%** ▲

EN 1 AN  
**DES MISES EN CHANTIER**  
(CUM UL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2024)

**331 mill. m<sup>2</sup>**



**-2,5%** ▼

EN 1 AN  
**DES AUTORISATIONS**  
(CUM UL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2024)

**591 mill. m<sup>2</sup>**

Sources :  
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	331 mill. m <sup>2</sup>	+50,9%	▲
Bâtiments agricoles	3 mill. m <sup>2</sup>	+3,3%	▲
Secteur privé non agricole	191 mill. m <sup>2</sup>	+22,3%	▲
Dont locaux industriels	44 mill. m <sup>2</sup>	n.s.	
Dont commerces	16 mill. m <sup>2</sup>	-43,4%	▼
Dont bureaux	27 mill. m <sup>2</sup>	+3,4%	▲
Dont entrepôts	90 mill. m <sup>2</sup>	+38,9%	▲
Dont autres locaux	15 mill. m <sup>2</sup>	-44,0%	▼
Secteur public	137 mill. m <sup>2</sup>	+127,3%	▲

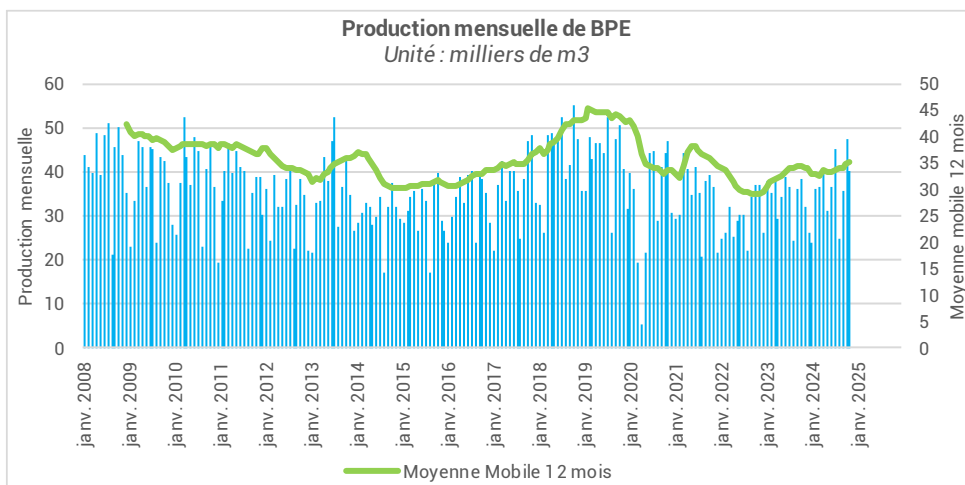
Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin décembre 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	591 mill. m <sup>2</sup>	-2,5%	▼
Bâtiments agricoles	8 mill. m <sup>2</sup>	-11,4%	▼
Secteur privé non agricole	403 mill. m <sup>2</sup>	-17,2%	▼
Dont locaux industriels	65 mill. m <sup>2</sup>	-26,4%	▼
Dont commerces	57 mill. m <sup>2</sup>	+13,4%	▲
Dont bureaux	47 mill. m <sup>2</sup>	-29,2%	▼
Dont entrepôts	191 mill. m <sup>2</sup>	-13,7%	▼
Dont autres locaux	43 mill. m <sup>2</sup>	-28,3%	▼
Secteur public	180 mill. m <sup>2</sup>	+62,9%	▲

**Avvertissement :** les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

## MATÉRIAUX | BPE

La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en novembre 2024	40 076 m3	+23,9%	▲
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et nov. 2024	398 633 m3	+4,2%	▲

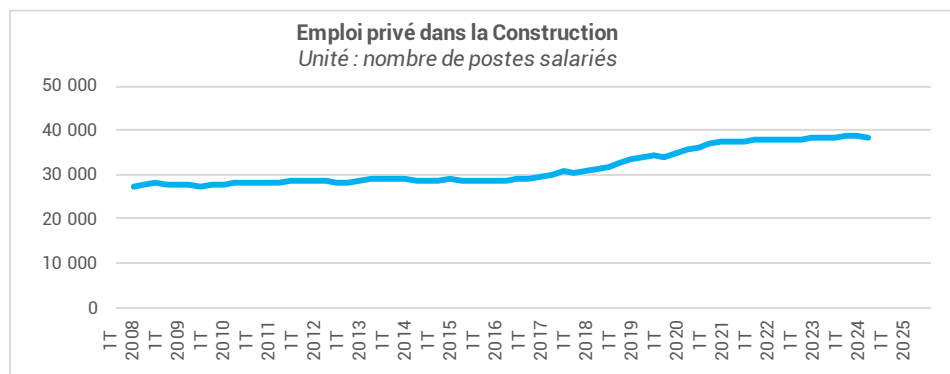
**+4,2%** ▲  
entre janv. et nov. 2024  
**PRODUCTION DE BPE**  
EVOL 1AN  
**398 633 m3**



Sources :  
UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

## APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉRIMAIRE

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	3 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	38 348 sal.	-0,2%	=



**-0,2%** =

EN 1 AN  
**DE L'EMPLOI SALARIÉ**  
AU 3<sup>e</sup> TRIMESTRE 2024 (évol 1an)

**38 348 sal.**

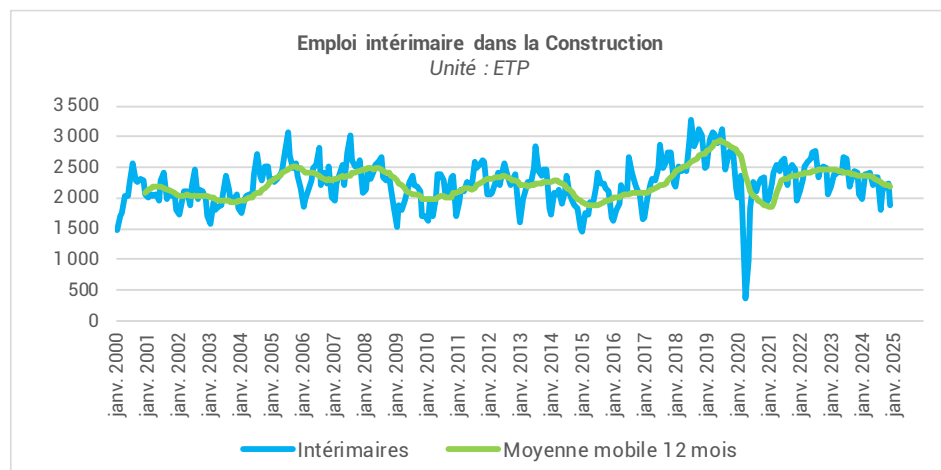
Sources :  
ACOSS – URSSAF (données cvs)  
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Décembre 2024 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Décembre 2024	1 891 ETP	-7,7%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Décembre 2024	2 116 ETP	-7,7%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Décembre 2024	2 198 ETP	-7,4%	▼

**-7,7%** ▼

EN 1 AN  
**DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION**  
MOYENNE 3 MOIS À FIN DÉC. 2024

**2 116 ETP**



Sources :  
DARES (données brutes – ETP)

## APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	4 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
DEFM Construction	4 460 DEFM	+1,8%	▲
DEFM tous secteurs économiques	65 707 DEFM	+2,9%	▲
% Construction / Ensemble de l'activité	7%	0,0 pt	=

**+1,8%** ▲

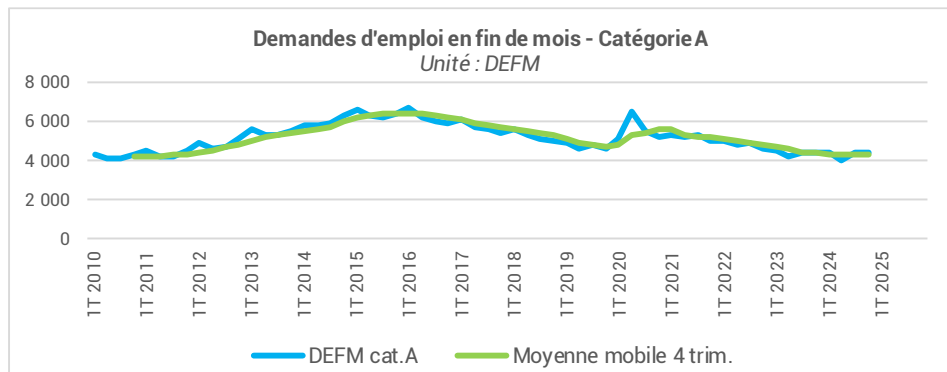
EN 1 AN  
**DES DEMANDES D'EMPLOI**  
AU 4<sup>e</sup> TRIMESTRE 2024 (évol 1an)

**4 460 DEFM**

Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure



## APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	4 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	86 défaillances	+22,9%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	332 défaillances	+38,9%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	393 salariés	+65,8%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	1 492 salariés	+61,8%	▲

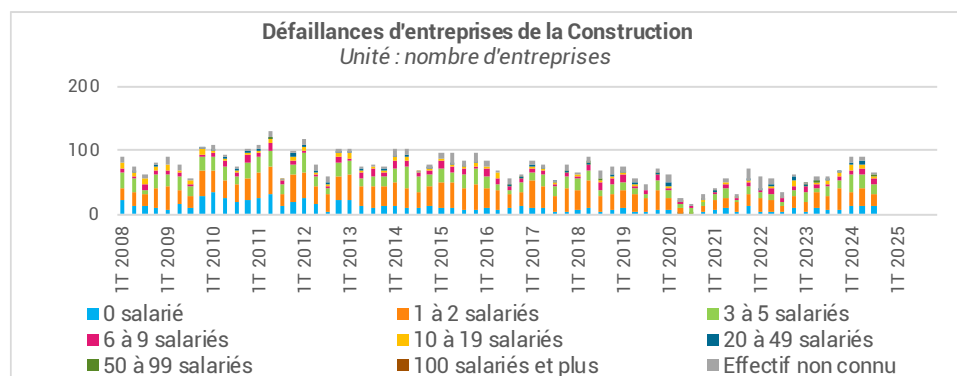
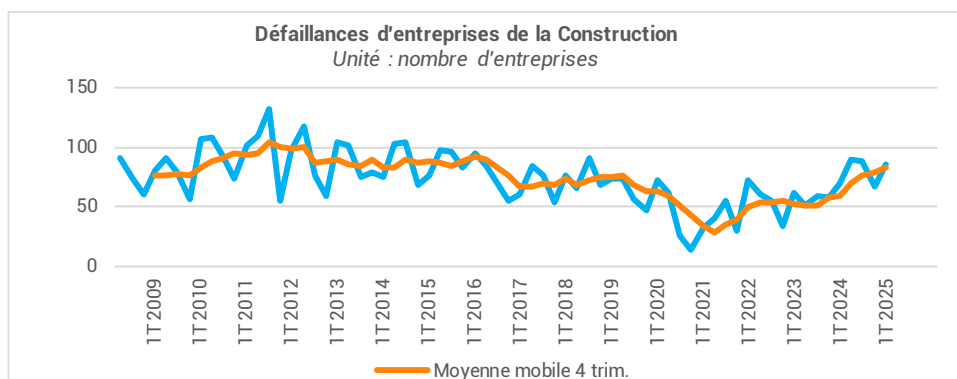
**+22,9%** ▲

EN 1 AN  
**DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.**  
AU 4<sup>e</sup> TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

**86 défaillances**

Sources : Banque de France (données brutes)

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.



## Pour en savoir plus... | Conjoncture de la filière Construction

Accédez à l'ensemble de la **conjoncture nationale** & les **comparaisons interrégionales** de la filière Construction sur le site :

[www.cerc-actu.com](http://www.cerc-actu.com)

## Avec le concours | Des Membres de la CERC



## Avec le concours | Des Membres du GIE Réseau des CERC



## Coordonnées | CERC Île-de-France

CELLULE ÉCONOMIQUE RÉGIONALE DE LA CONSTRUCTION

21 rue Miollis – 75015 PARIS

tél. : 07.75.79.85.25 | e-mail : [blandine.denis@cerc-idf.fr](mailto:blandine.denis@cerc-idf.fr)

Site internet : <https://cercidf.fr/>